

Projet de Fin d'Etudes

LE RÔLE DE L'ECONOMIE PRESENTIELLE DANS LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL DES ESPACES A DOMINANTE RURALE



2007-2008

**Directeur de recherche
Carrière Jean-Paul**

MOUTOUSSAMY Cindy

Remerciements

La réalisation de ce Projet de Fin d'Etude a nécessité la collaboration de nombreuses personnes sans qui ce travail n'aurait pu voir le jour. Je souhaite donc remercier toutes les personnes qui ont contribué au bon déroulement de ce travail.

Tout d'abord mes remerciements vont à M. Carrière Jean-Paul, Professeur d'Aménagement de l'espace et urbanisme au Département Aménagement de l'Ecole Polytech'Tours et tuteur de ce Projet de Fin d'Etude, pour sa disponibilité, sa patience devant mes interrogations, ses conseils avertis et ses encouragements dans ce travail.

Je remercie M. Demazière Christophe, maître de conférences en Aménagement et urbanisme au Département Aménagement de l'Ecole Polytech'Tours, pour ses conseils.

J'adresse toute ma reconnaissance à Mme Braconnier Stéphanie, directrice du Pays de Touraine Coté Sud, qui a posé les fondations de cette recherche en me permettant d'intégrer le travail autour des stratégies d'accueil du Pays de Touraine Coté Sud et dans le cadre des Pré-rencontres Régionales de l'Université Européenne de l'Accueil à Clermont Ferrand.

Merci à M. Pineau Jean-Yves, directeur du Collectif Ville Campagne pour son aide dans la recherche des territoires d'étude.

Je remercie également Mme Robin Lamotte Natalie, chargée du programme LEADER+ au sein du Pays de la Châtre en Berry pour l'entretien accordé et tous les documents fournis.

Merci à M. Le Provost Frank, du Pays de Centre Bretagne et à Mme Regeasse Aurélie, de la Communauté de commune de Vienne Glane pour les entretiens qu'ils m'ont accordés.

Je remercie également Mme Christine Erin pour sa relecture avisée.

Merci à ma famille, à Marion, à Cyrille et à tous mes proches pour leur soutien et leurs encouragements.

Formation par la recherche et Projet de Fin d'Etudes

La formation au génie de l'aménagement, assurée par le département aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, associe dans le champ de l'urbanisme et de l'aménagement, l'acquisition de connaissances fondamentales, l'acquisition de techniques et de savoir faire, la formation à la pratique professionnelle et la formation par la recherche. Cette dernière ne vise pas à former les seuls futurs élèves désireux de prolonger leur formation par les études doctorales, mais tout en ouvrant à cette voie, elle vise tout d'abord à favoriser la capacité des futurs ingénieurs à :

- Accroître leurs compétences en matière de pratique professionnelle par la mobilisation de connaissances et techniques, dont les fondements et contenus ont été explorés le plus finement possible afin d'en assurer une bonne maîtrise intellectuelle et pratique,
- Accroître la capacité des ingénieurs en génie de l'aménagement à innover tant en matière de méthodes que d'outils, mobilisables pour affronter et résoudre les problèmes complexes posés par l'organisation et la gestion des espaces.

La formation par la recherche inclut un exercice individuel de recherche, le projet de fin d'études (P.F.E.), situé en dernière année de formation des élèves ingénieurs. Cet exercice correspond à un stage d'une durée minimum de trois mois, en laboratoire de recherche, principalement au sein de l'équipe Ingénierie du Projet d'Aménagement, Paysage et Environnement de l'UMR 6173 CITERES à laquelle appartiennent les enseignants chercheurs du département aménagement.

Le travail de recherche, dont l'objectif de base est d'acquérir une compétence méthodologique en matière de recherche, doit répondre à l'un des deux grands objectifs :

- Développer tout une partie d'une méthode ou d'un outil nouveau permettant le traitement innovant d'un problème d'aménagement
- Approfondir les connaissances de base pour mieux affronter une question complexe en matière d'aménagement.

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Introduction..... | 6 |
| <u>Partie I : le contexte de la recherche.....</u> | 8 |
| I- Le développement territorial dans les espaces périurbains et ruraux..... | 9 |
| II- Les mutations observées dans l'économie des territoires..... | 11 |
| III- L'économie présentielle..... | 15 |
| <u>Partie II : Etude des stratégies d'accueil.....</u> | 26 |
| I- Méthode d'étude des stratégies d'accueil..... | 27 |
| II- Présentation des territoires..... | 29 |
| III- Etude des stratégies d'accueil..... | 40 |
| <u>Partie III : Retour d'expériences sur les stratégies d'accueil.....</u> | 68 |
| I- Evaluation à mi-parcours de la stratégie d'accueil du Pays de la Châtre en Berry..... | 69 |
| II- « Dire d'acteurs »..... | 76 |
| <u>Partie IV : Conclusions de la recherche empirique.....</u> | 83 |
| I- L'appropriation du concept de l'économie présentielle..... | 84 |
| II- Les enseignements résultants des études de stratégie d'accueil..... | 84 |
| III- Les limites de la méthode de recherche..... | 86 |
| Conclusion Générale..... | 88 |

Avertissement

Cette recherche a fait appel à des lectures, enquêtes et interviews. Tout emprunt à des contenus d'interviews, des écrits autres que strictement personnel, toute reproduction et citation, font systématiquement l'objet d'un référencement.

Introduction

Dans un contexte de mondialisation, l'espace mondial devient un espace pertinent de fonctionnement des acteurs économiques et vient donc concurrencer les échelles les plus locales. Les critères de localisation des espaces prennent une grande importance dans les choix de localisation des entreprises. Ainsi, ce processus favorise le phénomène de métropolisation qui renvoie à la concentration des hommes et des activités dans quelques grandes villes, les métropoles. Dans ce processus de spécialisation des espaces, les territoires périphériques et ruraux peu compétitifs sont déclarés sans avenir.

Cependant, les analyses économiques montrent que les territoires les plus productifs ne sont pas ceux où les revenus des ménages, vecteur de développement pour les territoires, progressent le plus. Ce décalage entre richesses créées et richesses réellement disponibles au sein des territoires implique que d'autres revenus interviennent dans la formation des revenus des ménages et participent ainsi au développement territorial. Il suppose également que les richesses créées dans les territoires de production viennent alimenter les bases économiques d'autres territoires.

Face à ces évolutions, un nouveau concept apparaît : l'économie présentielle. Cette nouvelle économie repose sur les revenus créés ailleurs et qui sont « captés » par des territoires. Le développement des territoires par l'économie présentielle est donc fondé sur la capacité des territoires à attirer les populations dont les revenus sont créés ailleurs. Ainsi l'économie présentielle constitue une alternative au développement territorial basé, depuis toujours, sur le développement de l'économie productive. L'économie présentielle offre donc de nouvelles perspectives aux territoires à dominante rurale qui étaient promis au marasme.

Toutefois, l'économie présentielle repose sur l'attractivité des territoires pour attirer ces populations. Les espaces à dominante rurale, pour certains en déprise démographique et économique, ne sont pas les mieux placés du point de vue de l'attractivité.

On peut alors se demander : **quel sera le rôle de l'économie présentielle dans le développement territorial des espaces à dominante rurale ?** Dans quelle mesure un projet de développement territorial dans ces espaces peut reposer sur une stratégie de développement de l'économie présentielle ?

Ces interrogations nécessitent de revenir sur certains fondements en termes de développement territorial et d'économie des territoires. De ce fait, dans premier temps, le contexte dans lequel s'insère ce problème de recherche sera explicité afin de comprendre les bases, sur lesquelles reposent l'économie présentielle. Ensuite, le rôle de l'économie présentielle dans le développement des territoires sera étudié à la lumière des stratégies d'accueil qui sont en application sur les espaces à dominante rurale et de « dire d'acteurs » travaillant sur ce type de développement territorial.

Partie I : Le contexte de la recherche

I. Le développement territorial dans les espaces périurbains et ruraux

Ce mémoire traite de l'économie présentielle et de son rôle dans le développement territorial des espaces ruraux et périphériques. Avant de s'intéresser à l'économie présentielle et de son rôle possible dans le développement territorial, il convient de définir ce qu'est le développement territorial. Il est étonnant de remarquer que dans la littérature il n'y a pas de définition précise du développement territorial. De manière générale, ce dernier est défini sous les termes de développement local.

1. Définition du développement local

Le développement local est : « Un processus de diffusion à l'échelon local, des effets de la croissance, des innovations et des acquis culturels, accompagné d'une transformation, à partir des potentialités locales, des structures économiques, sociales et culturelles (on parle parfois d'autodéveloppement). Le *développement local* suppose une volonté collective de mobiliser les ressources locales, quelles soient naturelles, humaines, économiques ou culturelles, pour créer des activités et construire, sur un territoire homogène, un projet de développement global. Les projets doivent donc être portés par les acteurs locaux, notamment les élus : le rôle de l'Etat ne peut être que d'accompagnement de ces projets. » (Merlin et Choay, 2000).

De cette définition, on déduit que le développement local suppose une logique d'acteur, de réseau et de développement dans le but de construire un projet adapté à un territoire et à ses ressources.

L'initiative de tels projets doit venir des acteurs du territoire. L'enjeu du développement local étant de mettre en évidence sur un territoire une dynamique valorisant l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes, permettant ainsi de valoriser les richesses dont ils disposent (Pecqueur, 2002).

Ce concept de développement local prend tout son sens dans les années 1980 avec les lois de décentralisation qui donnent de nouvelles compétences aux collectivités locales notamment en termes d'aménagement du territoire. De nouveaux territoires de projets apparaissent : les pays et les intercommunalités.

2. Les actions du développement local

Les actions de développement local s'inscrivent dans les chartes intercommunales, dans les chartes de pays ou encore dans les contrats de plan. Le pays est reconnu comme étant le territoire pertinent pour le développement de projets « locaux », notamment par la loi Pasqua. En effet, il est reconnu comme le lieu privilégié où une identité collective peut être créée. Cependant les mesures de développement local sont constituées de petites actions juxtaposées et ponctuelles sans qu'il y ait une réelle cohérence. Par ailleurs, les pays recouvrent des territoires très hétérogènes, possédant leurs propres spécificités, d'où le fait qu'il n'y a pas un mode de développement local mais autant de modes que de localités.

Enfin, on observe que dans la plupart des cas les projets de développement local sont à l'initiative des acteurs institutionnels et non pas des acteurs du territoire (entreprises...). (Pecqueur, 2002)

Pour autant des initiatives de développement local sont portées par d'autres collectivités locales, notamment les communes touchées par le chômage. Ces dernières, pour attirer de l'emploi sur leurs territoires, disposent de nombreux outils. Elles peuvent intervenir directement dans la vie des entreprises, essentiellement en jouant un rôle financier par le biais de primes à l'emploi, d'exonérations fiscales ou de garant d'emprunts pour les entreprises. Cependant ces mesures ne permettent que ponctuellement de maintenir les entreprises sur le territoire. De plus, dans certains cas, les collectivités doivent rembourser les emprunts contractés par l'entreprise, celle-ci ne pouvant le faire. Elles interviennent également en favorisant l'installation des entreprises au sein de zones industrielles ou de zones d'activités qu'elles mettent à disposition des entreprises. Malheureusement ces territoires ne disposent pas toujours d'atouts « productifs » favorisant la délocalisation des entreprises et ces zones restent vides.

Aujourd'hui on observe un changement de pratique des territoires qui se munissent d'outils de veille économique. La mission de ces structures étant de promouvoir le territoire, maintenir et développer l'emploi et attirer de nouvelles entreprises.

Le développement local est encore synonyme de développement des systèmes productifs des territoires. On peut aisément comprendre que le développement des territoires soit associé à la création de richesse. En effet, aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, la création de richesse est liée aux revenus des ménages et donc aux revenus présents sur le territoire. Pourtant, on constate de nos jours que cette relation est de moins en moins systématique, notamment à l'échelle de territoires régionaux ou locaux.

La création de richesse est mesurée par le Produit Intérieur Brut (PIB). On a pu observer pendant longtemps que quand le PIB d'un territoire augmentait, les revenus des habitants augmentaient également. Or, depuis les années 1980, on constate une augmentation des disparités de PIB. L'écart de production se creusant entre les territoires, on devrait logiquement observer la même évolution pour le revenu des ménages. Cependant, il existe une diminution des disparités de revenus des ménages entre territoires. Au total, le revenu des territoires dépend de moins en moins de la capacité des territoires à créer de la richesse.

Pour illustrer ces propos on peut citer l'exemple de l'Ile de France. En 1976, cette région produisait environ 27% du PIB national et concentrait 25% des revenus des français. Aujourd'hui elle produit à hauteur de 29% du PIB français et ne concentre plus que 22% du revenu des français. Ces résultats sont assez contradictoires car ils montrent que cette région en travaillant plus, gagne moins. (Davezies, 2008)

Si les revenus d'un territoire ne dépendent plus de sa capacité à créer de la richesse alors quels sont les nouveaux facteurs qui interviennent dans la formation du revenu des territoires ?

II. Les mutations observées dans l'économie des territoires

Tous les modèles économiques sont fondés sur le fait que le revenu des habitants d'un territoire est lié à la capacité du territoire à créer de la richesse. Pourtant, cette relation se vérifie de moins en moins et notamment à l'échelle des territoires locaux. Il semblerait que le revenu des ménages soit alimenté par d'autres sources de revenus. Toutefois, ces dernières sont invisibles car les modèles d'analyse économique actuels ne prennent en compte que les revenus liés aux activités productives, l'indicateur clé étant le PIB.

On peut alors se demander quelles sont les sources « non productives » de revenus qui viennent alimenter le revenu des ménages ?

1. Les transferts publics de revenus

Ces transferts seraient une des raisons permettant d'expliquer le décalage observé entre les richesses créées et les richesses réellement disponibles sur un territoire.

Ils correspondent aux prélèvements pour les dépenses publiques et les transferts sociaux. Autrement dit, il s'agit des prestations sociales (RMI,..., sauf retraite) et des salaires des emplois publics. La part de ces transferts en France a augmenté au cours des années comme on peut le voir dans le tableau suivant :

| Année | 1950 | 1973 | 1990 | 2003 |
|--|------|------|------|-------|
| Part des transferts publics en % du PIB français | 28% | 39% | 51% | 55,4% |

Source : Davezies, 2008

Ces transferts représentent plus de 50% du PIB français en 2003 et sont distribués sans qu'il n'y ait aucun rapport entre le lieu de création des richesses marchandes et lieu de la génération des prélèvements et celui des dépenses. Ainsi les revenus d'un territoire ne dépendent pas uniquement des revenus directs de l'activité productive privée mais fait aussi intervenir ces transferts.

Les budgets publics mis en circulation par ces transferts ont de puissants effets redistributifs. C'est le principal moyen de réduction des inégalités spatiales. Ces transferts n'étant pas pilotés par des politiques spatiales explicites, induits explicitement par des mécanismes fiscaux et de dépenses publiques sont décidés de manière presque parfaitement a-territoriale. Ainsi des montants relativement importants de revenus, sont transférés des régions les plus riches vers les régions les plus pauvres et cela dans différents pays européens.

Ils permettent également d'absorber des chocs économiques tels que la fermeture de grandes entreprises entraînant la réduction du nombre d'emplois. En effet, cette réduction de valeur ajoutée est amortie par les dispositifs sociaux qui se mettent automatiquement en place : prestations chômage, aides sociales...

Enfin les transferts de revenus entre espaces constituent une garantie mutuelle nationale permettant d'assurer un équilibre des services publics et des modes de vie à

l'ensemble des populations indépendamment de leur capacité à créer de la richesse et à contribuer aux budgets publics. Aujourd'hui c'est la première source de revenu des régions. En effet, il n'existe pas une seule région française dans laquelle la somme des salaires privés soit supérieure à la somme des salaires publics et des prestations sociales. (Davezies, 2008)

2. Les revenus des retraités

Les revenus des retraités constituent également un facteur majeur dans la dissociation entre production et revenus des territoires.

En 2004, le revenu des retraités représentait 23,5% du revenu des ménages déclarés. De plus, dans un contexte d'arrivée à la retraite de la génération des enfants d'après guerre (papy boom), cette part tend à augmenter dans le revenus des ménages français et constitue donc un vecteur majeur du développement local français.

Pour l'heure, les revenus des retraités sont peu présents dans les départements jeunes, très actifs et productifs. Ils ont une importance majeure dans une quinzaine de départements, situés dans le sud de la France pour la plupart. On observe même une spécialisation sociale de certaines régions dans l'accueil des retraités. (Davezies, 2008)

3. Les transferts privés de revenus

Les transferts privés de revenus dépendent de choix privés. Actuellement, on constate que de plus en plus de temps est accordé aux loisirs créant ainsi une dissociation entre le temps de travail et le temps de loisir et une dissociation entre le temps de production et le temps de consommation. Cette dissociation était impossible avant car peu de temps était dévolu aux loisirs, il y avait peu de vacances, peu de résidences secondaires. Les individus naissaient, travaillaient et mouraient jeunes dans les mêmes lieux et l'essentiel de leurs revenus leur provenaient directement de leur travail.

Le revenu des ménages dépendait donc de la capacité du territoire à créer de la richesse.

La diminution de la durée du travail, l'amélioration des moyens de communication et de transport permettent aux ménages de mettre une distance croissante entre leur lieu de travail et leur lieu de résidence (6Km en 1970 à 12Km aujourd'hui). Ainsi, un grand nombre de territoires voient leurs revenus dépendre d'emplois qui leur sont extérieurs. Ces résidents actifs travaillant à l'extérieur sont source de revenus pour ces espaces car la fonction « d'habiter » a un coût qui se traduit par la taxe d'habitation. Par ailleurs, si le territoire propose des services à la personne en adéquation avec les besoins de ces résidents, ces derniers peuvent consommer sur le territoire de résidence et ainsi contribuer à l'activité économique locale. (Davezies, 2004)

Ces transferts de revenus depuis les lieux d'emplois vers les lieux de résidence bénéficient aux espaces qui sont proches des bassins d'emplois et des aires urbaines. Ils bénéficient également aux espaces ruraux et périphériques éloignés des villes. En effet, le recensement général de la population de 1999 montre que les espaces ruraux, mêmes isolés,

ont gagné en population. Les soldes naturels négatifs de ces territoires étant compensés par les soldes migratoires positifs. On note aussi que les résidences secondaires de ces territoires deviennent des résidences principales. On assiste donc à un phénomène de banlieue-dortoir dans ces espaces périphériques. Ce phénomène véhicule une image peu valorisante mais il constitue un des mécanismes de renouveau démographique, économique et social dans les territoires périphériques, souvent en déprise économique et démographique.

4. Le tourisme

Le tourisme est une activité qui est à l'origine de la présence de résidents temporaires, non recensés, venant dépenser leurs revenus sur les territoires les plus attractifs. Ces flux de revenus constituent un appoint majeur pour bon nombre de territoires. En effet, en 2005, les touristes et les résidents secondaires ont dépensés plus de 90 milliards d'euros en France. De plus la balance commerciale du tourisme en France est du même ordre que celle de l'industrie automobile et aéronautique, environ 15 milliards d'euros d'excédents. C'est donc une activité dont le poids est non négligeable.

On observe dans les régions françaises une corrélation entre revenus des retraites/ habitants et dépenses touristiques/ habitants. On en déduit que les territoires prisés par les touristes sont également ceux qui attirent le plus les retraités.

Les pratiques touristiques, tout comme les transferts publics de revenus cités précédemment, sont des vecteurs importants de redistribution et solidarité entre les régions françaises. En effet, on remarque que les régions créatrices de richesse, les régions productives, sont celles qui présentent une balance interrégionale touristique déficitaire. Ces régions attirent peu les touristes à l'inverse des territoires qui sont résidentiels. Toutefois ce mécanisme de redistribution se distingue de ceux liés aux fonds publics car il existe des régions non productives qui ne bénéficient pas des flux de dépenses touristiques. (Davezies, 2008)

En résumé, le revenu des ménages d'un territoire ne dépend plus uniquement de sa capacité productive. De nombreux autres sources de revenus « non productives » alimentent le revenu des ménages et expliquent alors la richesse qui est réellement disponible sur un territoire. Parmi ces revenus, on peut distinguer les transferts publics dont le montant dépend du nombre d'emplois publics et des prestations sociales. Ces transferts ont la particularité de reposer sur un principe de solidarité entre les territoires qui vise à réduire les inégalités spatiales. Tous les espaces ont le droit d'avoir accès aux mêmes services quelque soit leur degré de développement. Ces transferts ne sont pas mis en œuvre par des politiques spatiales mais par des mécanismes fiscaux et des dépenses publiques.

Les autres revenus liés aux transferts privés, aux retraites, aux retombées du tourisme dépendent de choix privés et de la présence sur le territoire de ces populations : résidents actifs travaillant hors du territoire de résidence, retraités, touristes. Plus un territoire est attractif pour ces populations et plus la richesse disponible est importante.

Il semblerait donc que la présence de ces résidents permanents (actifs occupés ailleurs, retraités) et temporaires (touristes) soit un vecteur de développement non négligeable, car ils constituent des sources de revenus pour les territoires. Il s'agirait donc de développer l'économie fondée sur la présence de ces populations au sein de ces espaces : l'économie présentielle.

III. L'économie présentielle

1. Un concept nouveau

a) *Définition de l'économie présentielle*

L'économie qui repose sur la présence de touristes, de retraités et de résidents actifs travaillant hors du territoire est l'économie présentielle. Ce concept nouveau a été introduit par Laurent Davezies et prend en compte les mutations, observées dans l'économie des territoires, citées précédemment. Il faut bien noter que, de manière générale, l'analyse économique des territoires ne distingue que deux types d'économies :

- l'économie productive reposant sur les systèmes productifs industriels,
- et l'économie résidentielle regroupant les activités essentiellement destinées à la population résidente possédant donc sa résidence principale sur le territoire.

Cette vision dichotomique est remise en cause par un certains nombres d'auteurs. Ils voient la nécessité d'introduire ce nouveau concept d'économie présentielle prenant en compte la population réellement présente sur un territoire, qui génère une consommation et donc une activité économique. En effet, la population présente participant à la formation du revenu des territoires, peut être extrêmement variable selon les espaces considérés, à une échelle de temps donné, dans le contexte actuel de développement de la mobilité et de croissance du temps de loisir. La population présente un jour sur un territoire donné est définie de la manière suivante :

« La population résidente (-) les résidents en voyage ce jour et étant hors du territoire (+) les résidents temporaires présents ce jour (touristes, retraités) ». (Terrier, 2006)

De cette définition, il ressort immédiatement que l'économie présentielle est étroitement liée à l'économie résidentielle. Elles se distinguent néanmoins sur plusieurs points. Tout d'abord l'économie présentielle ne considère que l'apport des revenus extérieurs dans l'économie locale, alors que l'économie résidentielle ne prend pas en compte l'origine des revenus mais uniquement l'activité économique générée localement. L'économie présentielle permet donc de mesurer l'apport des flux de revenus extérieurs dans l'économie locale des territoires. Elle se distingue également de l'économie résidentielle par la nature même de la population qu'elle considère. Alors que l'économie résidentielle considère la population qui « habite » le territoire sans aucune distinction, l'économie présentielle considère la population qui y circule, ainsi que la population qui y habite mais apportant un revenu produit hors du territoire. Tout ceci dans une vision évolutive intégrant les variations de populations sur un territoire.

Pour autant, il ne faut pas considérer l'économie présentielle comme une fin en soi. Si cette économie semble permettre à des territoires de se développer sans qu'ils ne produisent de richesses, ces derniers sont dépendants des territoires productifs car ils captent les revenus créés sur ces espaces. L'économie présentielle est donc fortement liée à l'économie productive.

b) Les limites du concept de l'économie présentielle

• Difficulté d'évaluation de l'économie présentielle

Si on se base sur la définition précédente, l'économie présentielle est basée sur trois types de revenus :

- les revenus des actifs occupés résidants mais travaillant à l'extérieur du territoire considéré,
- les revenus des retraités,
- les revenus du tourisme.

Ces revenus produits à l'extérieur du territoire sont réinjectés dans des activités destinées à satisfaire les besoins des populations locales. Il s'agit essentiellement de : commerces, de services à la personne, de transports, du bâtiment, de restauration, hôtellerie, etc. Autrement dit, il s'agit d'activités résidentielles. Il est donc difficile de mesurer les retombées réelles de l'économie présentielle dans l'activité économique des territoires.

Actuellement, aucun traitement statistique ne permet de distinguer l'apport de l'économie présentielle et celle de l'économie résidentielle dans les activités locales. Par ailleurs, si cette analyse statistique existait, elle serait confrontée à des problèmes de définitions tels que dans le cas du tourisme.

Le touriste étant « *celui qui passe au moins une nuit hors de son environnement habituel* » (Terrier, 2006), quelques éclaircissements sont indispensables pour évaluer les retombées touristiques sur un territoire.

En effet, on peut s'interroger :

- quelles sont les services propres au secteur du tourisme ? Doit-on prendre uniquement les prestataires de services touristiques (hôtellerie, restauration, etc.) ou tous les secteurs stimulés par la demande touristique (commerces, etc.) ?
- comment peut-on évaluer le tourisme de proximité prenant en compte les employés qui mangent au restaurant à midi, ou les habitants qui sortent dîner en ville ?
- que fait on des bi-résidants tels que les retraités ? Quel est leur environnement habituel ? (Davezies, 2003)

• Une économie qui repose sur le revenu des résidants

L'économie présentielle repose sur la capacité des territoires à attirer des résidants possédants des revenus créés ailleurs. Ce concept présuppose que la présence des résidants permanents ou temporaires implique que ces derniers dépensent sur le territoire.

Or, il est possible que les actifs occupés ailleurs fassent leurs courses, scolarisent leurs enfants, pratiquent leurs loisirs...ailleurs. Le fait « d'habiter » un territoire n'implique pas que le résidant contribue à l'activité économique locale.

Il en est de même du touriste. Un territoire peut accueillir de nombreux touristes, mais s'il ne parvient pas à les garder plus longtemps que le temps d'une visite, les dépenses effectuées par ceux-ci peuvent être faibles. Enfin, la population des retraités est également intéressante si elle a un pouvoir d'achat suffisant. L'économie présentielle repose sur le fait que tout résidant présent est un consommateur afin que cette présence ait un réel impact dans la base économique des territoires.

Pour résumer, on peut dire que le concept d'économie présentielle est un terme à utiliser avec précaution. En effet, sa proximité avec l'économie résidentielle rend complexe son développement sur un territoire et son évaluation. Par ailleurs, elle part du principe que la présence de résidents permanents ou temporaires implique une consommation. Certes, les actifs occupés ailleurs, les retraités et les touristes ont une consommation, mais cette dernière peut être très variable en fonction des services présents, le temps de séjour des touristes, etc. et peut ne pas être un vecteur de développement pour l'espace considéré. Il est donc essentiel de combiner la présence de résidents permanents ou temporaires avec des services qui répondent à leurs besoins pour les inciter à consommer.

Pour autant, le débat sur l'économie présentielle ne se situe pas sur sa distinction avec l'économie résidentielle ou sur les principes considérés. Il s'agit de montrer aux territoires que l'enjeu du développement n'est pas dans la création d'emplois en développant des systèmes de productions mais dans la présence de résidents permanents ou temporaires. Ceci reste difficile à démontrer dès lors que les analyses économiques des territoires ont pour indicateur clé le PIB, et ne proposent qu'un modèle de développement territorial tourné vers le productif. Ces analyses sont donc essentiellement concentrées sur les avantages comparatifs des espaces et ne prennent pas en compte les évolutions qui ont eu lieu dans la formation du revenu des territoires. Il convient alors de trouver un nouveau mode d'analyse de l'économie des territoires.

2. Une analyse de l'économie des territoires par la théorie de la base

Dans l'analyse de l'économie des territoires, on distingue alors deux modèles d'analyse. Le premier, cité précédemment, qui tente de déterminer la contribution des territoires à la croissance nationale. Il s'agit de mobiliser les territoires comme facteur de croissance et de développer leur appareil productif. L'indicateur clé dans cette analyse est le PIB.

Quant au deuxième modèle, il s'intéresse aux revenus des territoires comme moteur de développement des espaces. Le développement local est au cœur de l'analyse avec pour indicateur clé l'évolution des revenus des ménages. Un modèle théorique existe pour mieux rendre compte de cette alternative de développement territorial, c'est la théorie de la base économique.

a) Définition de la théorie de la base économique

La théorie de la base économique a été formulée initialement, selon les auteurs, par Cantillon (*Essai sur la nature du commerce en général*, 1725), pour d'autres par Werner Sombart (*Der Moderne Kapitalismus*, 1916) ou encore Homer Hoyt (1954) qui a associé à cette théorie une méthodologie. Selon cette théorie : « le développement des villes dépend du montant des revenus externes qui viennent l'irriguer. L'économie des villes étant partagée entre deux secteurs, l'un contribuant à capter les revenus de l'extérieur, l'autre travaillant à satisfaire la demande locale. Le premier secteur, la « base économique » est inducteur du développement, le second « le secteur domestique » est induit, entraînant par effets multiplicateurs croissance du revenu, de l'emploi et du peuplement. » (Davezies, 2005).

Cette théorie a été longtemps controversée car elle exprimait l'enjeu du développement des territoires en termes de revenus alors que celui-ci avait toujours été exprimé dans les recherches en termes d'emplois. De plus, ce qui était avancé ne pouvait être prouvé car les données statistiques à l'échelon régional ou local sur les revenus des territoires n'existaient pas. Il était donc difficile de mesurer les flux de revenus entre les territoires et de montrer que tout l'enjeu du développement repose sur les revenus externes captés par ces espaces.

Homer Hoyt propose alors une méthode simple de mesure de la base économique des territoires en remplaçant les flux de revenus par l'emploi. L'emploi local est décomposé en emploi basique (résultant de l'économie productive) et domestique, et des coefficients de localisation sont posés par type d'emplois. Il en résulte alors une relation type : X d'emplois basiques induisent $Y \times X$ d'emplois domestiques. Ainsi, on revient à l'idée de départ, c'est l'économie productive qui est le moteur de développement des territoires car il induit la création des emplois domestiques. Ce modèle est alors appliqué à toutes les échelles nationales, régionales ou locales et cela ne fonctionne pas. En effet, il a été oublié qu'au centre de cette théorie il était question de flux monétaires dans l'espace.

Cette méthode d'application de la théorie de la base économique ne permettant pas de prévoir les différences de développement des territoires, puisqu'elle ne prenait pas en compte les flux de revenus non directement issus de la production locale, a été rejetée par les économistes américains. Elle ne pouvait expliquer le décalage observé entre la richesse produite et la richesse réellement disponible sur un territoire. (Davezies, 2008).

Il est donc essentiel de revenir au principe de départ de cette théorie en mesurant les flux de revenus dans l'espace.

b) Estimation de la base économique des territoires

L'approche de la théorie de la base économique par la mesure des flux de revenus était difficile à mettre en œuvre, du fait de la non disponibilité de statistiques sur les revenus des ménages à une échelle locale. Pourtant, aujourd'hui, des données sur les revenus localisés existent, bien que publiés tardivement en France. Les données d'impôts sur le revenu en France constituent une source majeure d'informations détaillées sur le montant et la structure des revenus des ménages et cela à toutes les échelles géographiques. La théorie de la base

peut donc être appliquée dans son acception initiale. Des tentatives ont été menées à l'initiative de Laurent Davezies au sein de l'Observatoire de l'Economie et des Institutions Locales (EIL). Ces dernières ont été appliquées sur les zones d'emplois françaises. Cette démarche requiert un certains nombres de conventions.¹

La base économique des territoires est décomposée de la manière suivante :

- la base productive marchande, qui correspond aux revenus du travail et aux capitaux des activités locales exportatrices ;
- la base publique, reposant sur les salaires des emplois publics ;
- la base résidentielle, constituée des revenus des retraites, des résidents actifs employés hors du territoire et des dépenses du tourisme ;
- la base sociale, composée des prestations sociales autre que la retraite.

La base résidentielle, au vu des populations qui la compose, peut être considérée comme une base « présenteielle ».

Les résultats de cette estimation donnent le poids moyen de chaque base dans les aires urbaines et les zones d'emplois de 1999.

| | Moyennes des aires urbaines | Moyennes des zones d'emplois |
|----------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Base productive Marchande | 24% | 19% |
| Base publique | 21% | 13% |
| Base résidentielle | 42% | 55% |
| Base sociale | 13% | 12% |
| Total Base économique | 100% | 100% |

Source : Davezies, 2008

On remarque que la base productive, qui est au centre de la littérature économique, ne pèse que ¼ dans le total de la base économique des aires urbaines et des zones d'emplois. Par conséquent, la base économique des territoires dépend de la base publique, sociale et résidentielle pour ¾ de ses revenus. Les activités productives ont donc un poids relativement faible dans la formation du revenu des ménages et donc des territoires.

Par ailleurs, on note également que la base résidentielle ou « présenteielle » est relativement importante dans la base économique. En effet, dans les aires urbaines elle constitue 42% de la base économique et dans les zones d'emplois plus de 50%. Il semblerait alors que les moteurs de développement des territoires ne soient plus le développement des activités productives mais soient liés à la présence de résidents.

Si l'analyse est poussée jusqu'à l'étude des activités économiques des territoires, il faut distinguer :

- les activités productives qui se localisent pour produire et non pour vendre. Ces dernières font vivre la base productive locale et leur présence est liée à la qualité des facteurs locaux de production. C'est donc dans cette catégorie que l'on retrouve les emplois délocalisables.
- les activités qui s'installent pour vendre. De manière générale elles sont privées, au service de la population et dépendent donc de celle-ci et de ses revenus.

¹ Eléments de méthode et conventions en annexe.

- les activités qui sont là pour servir. Il s'agit des activités publiques et médico-sociales. Au service de la population, elles dépendent de l'évolution démographique et des décisions politiques.

Les emplois créés étant relativement stables dans les deux dernières catégories d'activités.

Les trois types d'activités représentent chacun 1/3 de l'emploi français. Les activités privées et publiques au service de la population représentent donc 2/3 de l'emploi français, constituant la source la plus importante dans le revenu pour les ménages. (Davezies, 2008)

Ces résultats ouvrent de nouvelles perspectives pour les territoires non dotés d'avantages productifs. En effet, il semblerait que le moteur du développement ne réside plus dans les capacités de production d'un territoire mais dans sa capacité à accueillir des résidents. La stratégie pour ces territoires est donc de capter les revenus qui sont créés ailleurs afin d'assurer leur propre développement. Il s'agit donc d'accueillir les touristes, les retraités et les actifs travaillant dans les zones d'emplois proches qui par leur pouvoir d'achat font vivre les activités résidentielles.

L'économie présentielle apparaît donc pour ces territoires non productifs comme une opportunité de développement territorial. Cependant cette économie repose sur une stratégie d'accueil de population, cela suppose donc que le territoire doit être attractif.

Dans ce contexte, une stratégie reposant sur l'économie présentielle peut-elle permettre le développement des territoires périurbains et ruraux ?

3. Une nouvelle alternative de développement local pour les espaces à dominante rurale ?

De manière générale, les espaces à dominante rurale sont constitués des territoires périurbains et ruraux. Ces derniers, en position périphérique par rapport aux grandes métropoles, sont, pour la plupart, dotés de peu d'avantages comparatifs en termes d'activités productives. Par ailleurs, dans ce contexte de mondialisation, les activités productives se concentrent de plus en plus sur les quelques territoires présentant de bonnes conditions pour leur développement. Les territoires périurbains et ruraux sont alors déclarés sans avenir. Le rural est promis à l'abandon, à la désertification et aucun futur n'est envisageable pour les villes petites et moyennes. Dans cette analyse, les espaces sont considérés uniquement comme des supports de l'activité productive, mais à aucun moment ils ne sont pensés comme des territoires de vie. (Davezies, 2008)

Actuellement, on constate un divorce géographique entre les territoires de production et les territoires de vie. Les lieux de production n'étant plus systématiquement des lieux de bien-être cela pourrait constituer une opportunité de développement pour les territoires non productifs. Mais cette stratégie de développement est-elle adaptée aux problématiques rencontrées par les espaces périurbains et ruraux ?

a) Espaces ruraux : définitions et enjeux

Les territoires ruraux sont définis sous la dénomination « d'espace rural ». Selon le géographe Bernard Kayser : « l'espace rural se définit comme un mode particulier de l'espace de vie sociale. Il est donc caractérisé par :

- une densité relative faible des habitants et des constructions, faisant apparaître une prépondérance des paysages à couverture végétale ;
- un usage économique à dominance agro-sylvo-pastoral ;
- un mode de vie de ses habitants caractérisé par leur appartenance à des collectivités de taille limitée et par leur rapport particulier à l'espace ;
- une identité et une représentation spécifiques, fortement connotées par la culture paysanne.

Ainsi définie, la notion d'espace rural ne peut s'appliquer qu'à une certaine échelle : elle nécessite un minimum d'étendue et de continuité. Elle implique aussi un certain niveau d'organisation administrative et de contrôle par la collectivité territoriale ». (Kayser, 1990)

De nos jours, de nombreux espaces ruraux sont en perte de vitesse. Ils sont confrontés à une déprise démographique auquel se rajoute un vieillissement de la population et la disparition croissante des services privés et publics du territoire. Ces territoires sont en train de perdre leur rôle de lieu de vie, faute de ne pouvoir maintenir sur leur espace les populations et les services. Il est donc urgent de mener des actions pour maintenir les populations et les services présents et voire d'attirer de nouveaux résidents et de nouvelles activités.

Dans le contexte actuel où :

- les ménages acceptent de vivre de plus en plus loin de leur lieu de travail grâce à une amélioration des moyens de transport,
- la qualité de vie est un critère essentiel dans les choix résidentiels,
- la mondialisation a entraîné une concurrence renforcée entre les espaces « productifs » et ceux-ci n'étant plus toujours à même d'assurer la qualité de vie sur leurs territoires,
- les prix de l'immobilier sont de plus en plus élevés (notamment dans les aires urbaines)...

On remarque donc, que les ménages ont un regain d'intérêt pour les territoires périphériques, ruraux et périurbains. En effet, au sein de ces territoires les prix de l'immobilier sont plus abordables, le cadre de vie et l'environnement semblent y être de meilleure qualité...et font de ces espaces des terrains d'accueil potentiels pour les populations urbaines.

Le recensement général de la population de 1999, réalisé par l'INSEE atteste de ce regain d'intérêt pour les espaces périphériques ruraux et périurbains. On note même une croissance de la population dans les territoires du rural profond.

Ce regain d'intérêt pour les territoires ruraux constitue une opportunité pour ces derniers de s'ancrer dans une démarche d'accueil afin de maintenir leur rôle de lieu de vie. Cependant, une stratégie d'accueil nécessite que le territoire soit attractif pour les populations ciblées. Il est donc essentiel de mener des actions visant à mettre en valeur les ressources du

territoire et de s'organiser pour accueillir ces populations en termes de logements, d'équipements, de services, etc.

b) Espaces périurbains : définitions et enjeux

Le périurbain est l'espace entre le rural et l'urbain. Cet espace peut prendre différentes formes et est souvent considéré comme secondaire, voire marginal d'où la difficulté pour les aménageurs de le concevoir. La formation du périurbain résulte de la mobilité des populations et de la relocalisation des lieux de travail.

De manière générale, le périurbain se caractérise par :

- un espace essentiellement résidentiel où prédominent l'habitat individuel pavillonnaire et un bâti relativement récent,
- une forte proportion de migrations pendulaires liées à la dissociation entre le lieu de l'emploi et le lieu d'habitat pour un nombre croissant d'actifs,
- un espace qui est un sous-ensemble de la ville. (Yves Jean in Les communes périurbaines et le développement local : quels enjeux ?, 1995)

Le périurbain contrairement au rural présente déjà un accueil effectif des populations urbaines. Il est considéré comme un espace dortoir, accueillant les actifs occupés dans les pôles urbains. En effet, les prix de l'immobilier et du foncier y sont moins élevés et permettent aux actifs d'accéder à un degré de confort supérieur pour un investissement moindre par rapport aux prix pratiqués dans les pôles urbains.

La proximité avec un pôle urbain confère donc une certaine attractivité résidentielle aux espaces périurbains, mais elle le désavantage également en termes de services, d'animation et de vie culturelle, le pôle urbain concentrant déjà de nombreux équipements de services et de loisirs. On déplore donc, dans les territoires périurbains, une monofonctionnalité qui est celle d'habiter, fonction qu'on pourrait attribuer à un quartier de la ville centre.

Pour autant, l'estimation de la base économique des territoires montre bien que la base résidentielle participe largement à la formation du revenu des territoires (42% dans les aires urbaines² et 55% dans les zones d'emplois). Il n'est donc pas vain de nos jours de parier sur le développement « dortoir ». En effet, accueillir des résidents permanents sur un territoire y apporte des revenus. Dans un premier temps en termes de taxe d'habitation puis en termes d'activités au service de la population qui se développe pour répondre à leurs besoins.

Les enjeux pour ces espaces sont donc de :

- développer une offre de logement, de déplacement et de services adaptés aux demandes des résidents,
- accueillir de nouveaux habitants (en maîtrisant l'équilibre social et démographique),
- développer en fonction des ressources du territoire un tourisme de proximité lorsque ceci est possible.

² Les espaces périurbains sont intégrés dans les aires urbaines d'après la définition de l'INSEE :

« une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. »

Au vu des enjeux des territoires ruraux et périurbains, accueillir des résidents en développant une stratégie présentielle semble être une opportunité intéressante, notamment en raison du regain d'intérêt dont ils font l'objet.

De plus, pour se maintenir en tant que lieu de vie et conserver sa population, ces espaces sont dans l'obligation de mener une politique de développement rural. Les politiques de développement rural reposant sur l'installation d'unités de productions ne donnant que rarement des résultats, l'accueil peut être une autre alternative de développement pertinente dans le contexte actuel de mobilité des ménages et de concentration des unités de productions dans les espaces dotés d'avantages comparatifs.

Néanmoins, il ne faut pas occulter le fait que la stratégie présentielle se veut précise par la nature même de la population considérée. Il s'agit d'attirer des touristes, des retraités et des actifs pouvant bénéficier d'un cadre de vie paisible. Il est donc indispensable d'affirmer ou de renforcer les atouts du territoire d'un point de vue touristique (hôtels, restaurants, activités de loisirs et découvertes...), mais aussi de mettre en place des équipements (maisons de retraites,...) et des services à la personne performants en vue d'inciter la venue des retraités et des jeunes ménages. Concernant l'incitation des actifs à résider sur un territoire où ils ne travaillent pas, ceci dépend de la localisation du territoire par rapport à des bassins d'emploi ou à la proximité de grands axes de communication.

Le développement de l'économie présentielle sur un territoire nécessite donc des actions dans différents domaines (habitat, transport, services...) et peut être très lourde financièrement et techniquement pour un territoire rural ou périurbain. Par ailleurs, cette stratégie doit être tournée vers l'innovation afin d'être en adéquation avec les besoins mouvants des populations à accueillir.

4. Problématique et hypothèse de recherche

Au vu des problèmes auxquels sont confrontés les territoires à dominante rurale, l'économie présentielle semble être une alternative de développement pouvant leur apporter des solutions.

Dans ce cadre, la problématique de ce mémoire de recherche est de voir « **dans quelle mesure un projet de territoire dans un espace à dominante rurale peut reposer sur l'essor d'activités liées à l'accueil de résidents permanents ou temporaires ?** »

L'économie présentielle étant un concept nouveau, ce mémoire s'intéressera donc à comment la stratégie présentielle est appréhendée et traduite sur les territoires à dominante rurale.

On suppose qu'une stratégie de développement ne peut résider uniquement sur la recherche d'investissements productifs exogènes. Il est essentiel pour les territoires périurbains et ruraux, rencontrant déjà de nombreuses difficultés de déprise démographique et de perte de leurs services de base, de s'engager dans un processus de valorisation des atouts de leurs territoires. Il s'agit donc de permettre le maintien des résidents permanents ou

temporaires et des services présents en misant sur le renforcement de l'économie présentielle sur un territoire. L'avenir de ces territoires dépend donc de la mise en place d'une stratégie mixte qui associe l'économie présentielle et l'économie productive dans la mesure des atouts présents sur les territoires.

L'objectif de cette recherche étant d'élaborer un mémento de « comment mener une stratégie présentielle sur un territoire rural ou périurbain qui choisirait d'entreprendre cette démarche ? ». Il s'agira donc de mettre en évidence les portées et les limites d'une telle stratégie.

Récapitulatif de la démarche suivie pour ce problème de recherche

Domaine de recherche : Economie et Aménagement du territoire

Thème de recherche : L'économie présentielle

Problème général : Le rôle de l'économie présentielle dans le développement territorial des espaces à dominante rurale

Question générale : Dans quelle mesure un projet de territoire dans un espace à dominante rurale peut reposer sur l'essor d'activités directement liées à la présence de résidents permanents ou temporaires ?

Question spécifique : Comment une stratégie présentielle peut être appréhendée et traduite dans les espaces à dominante rurale ?

Hypothèse de recherche : Un développement de ces territoires uniquement fondé sur l'installation d'unités de productions venues de l'extérieur n'est pas viable. Il est essentiel pour ces territoires déprimés par la désertification et la déprise démographique de miser sur une stratégie présentielle pour se redynamiser.

But de la recherche : Elaborer un mémento de « comment mener une stratégie présentielle sur un territoire qui souhaiterait entreprendre cette démarche ». Il s'agit de mettre en évidence les portées et les limites d'une telle stratégie.

Bilan de la Partie I

Depuis toujours le développement territorial ou local est synonyme de développement de l'économie productive. En effet, tous les modèles économiques partent du principe que l'augmentation du PIB va de paire avec l'augmentation du revenu des ménages et donc du revenu disponible d'un territoire.

Aujourd'hui, cette relation n'est plus systématique et on observe que les territoires qui produisent le plus ne sont plus ceux dont le revenu augmente le plus. Il semblerait que d'autres sources de revenus interviennent dans la formation du revenu des ménages. Pour autant, ces autres sources sont invisibles à la lumière des analyses économiques existantes. En effet, elles ont pour indicateur clé le PIB et ne considèrent que les revenus provenant des activités productives.

Ces revenus « non productifs » intervenant dans la formation du revenu des territoires seraient, selon l'économiste Laurent Davezies :

- les transferts de revenus publics,
- les revenus des retraités,
- les transferts privés de revenus,
- les revenus du tourisme.

Ces derniers viennent alimenter le revenu des ménages et donc le revenu disponible au sein des territoires. Ils reposent pour l'essentiel sur des flux de revenus entre territoires (transferts de retraites, transferts privés et publics). Pour autant, l'analyse économique classique ne nous permet pas d'évaluer l'importance de ces revenus dans le revenu disponible des territoires, autrement dit dans la base économique de ces derniers.

Il semblerait que seule la théorie de la Base de Werner Sombart, fondée sur les flux de revenus entre territoires, permette d'évaluer l'apport de ces revenus dans la base économique des territoires.

L'estimation de ces revenus dans la base économique d'aires urbaines et de zones d'emplois montre que les bases résidentielle, publique et sociale alimentent près de 75% de la base économique des territoires, dont près de 50% qui proviennent de la base résidentielle.

L'enjeu du développement des territoires ne résiderait donc plus dans l'installation d'unités de production venues de l'extérieur mais plutôt dans la capacité de ceux-ci à attirer ces revenus résidentiels. Ces derniers reposent sur la présence au sein d'un territoire de retraités, de touristes, de résidents actifs travaillant ailleurs. Ceci pouvant constituer une opportunité de développement pour les territoires qui ne disposent pas d'atouts productifs tels que les territoires ruraux et périurbains.

Le développement territorial reposerait donc sur la présence de ces populations qui serait source de revenus pour les territoires. Il s'agit donc de développer l'économie présentielle de ces territoires.

l'économie présentielle repose sur le développement d'activités liées à la présence de résidents permanents ou temporaires sur un territoire. Les activités concernées sont les services privés et publics au service de la population. Le public ciblé est celui qui apporte un revenu produit hors du territoire. Autrement dit, il s'agit pour les territoires de capter les revenus créés ailleurs afin de se développer, les populations ciblées étant considérées comme des consommateurs potentiels contribuant à l'économie locale.

Dans le cadre de ce mémoire de recherche on essaiera donc de répondre à la question suivante :

« dans quelle mesure un projet de territoire dans un espace rural ou périurbain peut reposer sur l'essor d'activités liées à l'accueil de résidents permanents ou temporaires ? »

Partie II : Etude des stratégies d'accueil

I. Méthode d'étude des stratégies d'accueil

Une stratégie présentielle repose sur le fait de « faire venir » un public cible dont les revenus sont créés hors du territoire (permanent ou temporaire) de résidence. Dans les espaces à dominante rurale, la stratégie qui se rapproche le plus d'une stratégie présentielle est la politique d'accueil. Cette politique vise à « faire venir » sur un territoire de nouvelles populations et entreprises.

Pour répondre à la problématique et atteindre l'objectif fixé pour ce mémoire de recherche, la démarche adoptée sera d'étudier les stratégies d'accueil des territoires à dominante rurale.

De l'étude de ces stratégies, on souhaite élaborer une classification des orientations à prendre pour développer l'économie présentielle sur des territoires à dominante rurale.

1. Les territoires d'études

Pour réaliser ce travail trois Pays ont été choisis. Le choix de ces terrains d'étude se justifie selon les 2 critères suivants :

- ce sont des espaces à dominante rurale,
- ces espaces ont entrepris la mise en place d'une stratégie d'accueil sur leur territoire.

De plus, les Pays définis par la loi Voynet sont des territoires de projet qui sont les mieux à même de mener des actions de développement local. En effet, Le pays est défini comme un territoire présentant « une cohésion géographique, culturelle, économique ou sociale, à l'échelle d'un bassin de vie ou d'emploi » ayant vocation d'élaborer et de mener un projet commun de développement durable. Le projet du pays est formalisé dans une Charte.

Le pays a également l'obligation de créer un conseil de développement composé d'acteurs économiques, sociaux, culturels, etc. Ce conseil a pour mission d'organiser la participation des acteurs et de les associer à l'élaboration de la Charte de Pays. Cette structure favorise la mise en place d'une synergie d'acteurs, élément indispensable aux actions de développement local.

En outre, ce sont les structures à dominante rurale qui semblent le plus tournées vers des stratégies d'accueil de population et d'entreprises. Ces dernières étant formalisées dans des documents cadre. En effet, bien que certaines communautés de communes aient entrepris ce type de démarche, elle n'est pas toujours formalisée ce qui constitue un frein à l'analyse que l'on souhaite mener.

Les territoires choisis sont donc :

- le Pays de la Touraine Coté Sud,
- le Pays de La Châtre en Berry
- le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne.

Les Pays de Touraine Coté Sud et de La Châtre en Berry présentent un profil similaire : ce sont deux territoires en déprise économique et démographique. Ainsi, pour redynamiser leurs territoires, ils se sont engagés dans une stratégie d'accueil des populations et des entreprises. La différence entre ces deux territoires tient au fait que le Pays de La

Châtre en Berry a entrepris cette démarche dans le cadre de la programmation LEADER +³ 2000-2006 et que le Pays de Touraine Coté Sud l'entreprend dans le cadre de la nouvelle programmation 2007-2013. Le territoire de La Châtre en Berry a donc été choisi afin d'avoir les premiers résultats sur la stratégie menée.

A l'inverse, le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne est un territoire dynamique qui constate une arrivée de population sur son territoire. Ce dernier entreprend donc une stratégie d'accueil afin de gérer au mieux cet afflux de population. La stratégie de l'accueil du territoire a commencé avec le programme LEADER + 2000-2006 et continue dans la nouvelle programmation 2007-2013. Pour ce territoire, nous avons eu accès uniquement à la stratégie 2007-2013 qui sera menée, si elle est validée par le comité de validation des candidatures au programme LEADER. En effet, les stratégies pour la programmation LEADER 2007-2013 sont basées sur des programmes de candidatures qui ne sont pas encore validées.

2. Les documents analysés

De manière générale, les documents analysés sont les chartes de pays et les candidatures LEADER + pour les trois territoires. En effet, la stratégie suivie par le territoire dans le cadre du programme LEADER se doit d'être en accord avec la politique établie au sein de la charte de développement du Pays. Les stratégies d'accueil n'étant pas sur la même période, on dispose donc des documents suivants :

- pour le Pays de Touraine Coté Sud :
 - la Charte de développement du Pays pour la période 2005-2013,
 - le dossier de candidature pour le programme LEADER + 2007-2013,
- pour le Pays de La Châtre en Berry :
 - la charte de développement du Pays validée en 2004,
 - le dossier de candidature pour le programme LEADER+ 2000-2006,
 - le rapport d'évaluation à mi-parcours du programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry présenté en 2006
- pour le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne :
 - la Charte de développement du Pays validé en 2002
 - le dossier de candidature pour le programme LEADER+ 2007-2013.

Les chartes de développement des Pays seront étudiées afin d'établir un rapide diagnostic des territoires. Nous nous intéresserons plus précisément aux domaines en relation directe avec les stratégies d'accueil. Les candidatures à la programmation LEADER + permettront de compléter ce diagnostic et seront analysées ensuite afin de comprendre : « comment est appréhendée et traduite une stratégie d'économie présentielle au sein d'un territoire rural ». La méthode utilisée pour les documents relatifs au programme LEADER sera détaillée lors de leur analyse.

³ Ce programme est destiné aux zones rurales et permet de soutenir des territoires porteurs d'une stratégie qui s'organise autour d'un thème fédérateur.

II. Présentation des territoires d'études

Dans cette partie, un bref diagnostic sera fait des territoires d'études. L'ensemble des données proviennent des dossiers de candidature au Programme LEADER + et des chartes de développement de Pays pour chaque territoire.

1. Pays de Touraine Coté Sud

a) *Localisation géographique*

Le Pays de Touraine Coté Sud se localise au sein de la Région Centre et couvre le sud du département d'Indre et Loire. Ce territoire est composé de 68 communes organisées au sein de 4 communautés de communes. La superficie du territoire est donc de 1809Km² et son périmètre correspond aux limites du bassin d'emploi et de l'arrondissement de la commune de Loches.

Cet espace comprend 50 298 habitants (RGP⁴ 1999) soit 9% de la population du département. Ce pays est à dominante rurale comme le souligne sa faible densité qui est de 28 hab. /Km².

b) *Les dynamiques spatiales*

Situé en limite des départements de l'Indre et de la Vienne, le Pays est soumis à l'influence de deux agglomérations :

- l'agglomération de Tours au Nord,
- l'agglomération de Châtelleraut au Sud.

Le territoire est relativement bien desservi car dispose d'axes de communications majeurs : l'autoroute A10 (liaison Paris/Bordeaux), la Route départementale RD 943 (liaison de Tours/Châteauroux) pour l'axe Nord/Sud et l'autoroute A85 (Vierzon/Angers) sur l'axe Est/Ouest.



Fig.1 : Les axes de communication du Pays de Touraine Coté Sud

Source : <http://prefecture.indre-et-loire.newstoo.fr>

⁴ Recensement Général de la population de 1999

c) *L'organisation du Pays*

Le Pays est organisé autour de :

- deux pôles urbains constituant chacun un bassin économique :
 - le pôle de Loches, 10 000 habitants agglomérés, 2752 employés salariés (source Unedic sept. 2007), chef lieu d'arrondissement et principal pôle du Pays ;
 - le pôle de Descartes, 6000 habitants agglomérés, 1055 emplois salariés (source Unedic sept. 2007), second pôle du Pays en termes de population et d'activités économiques ;
- un pôle économique en émergence localisé au Nord du territoire le Node Park de Tauxigny qui gère 900 employés salariés (source Unedic sept. 2007) ;
- des pôles plus secondaires, chefs lieux de cantons.

d) *La situation démographique*

Des évolutions démographiques différentes sont constatées et permettent de distinguer trois sous ensembles :

- **le Nord Ouest du Pays**

Une population en augmentation constante sous l'effet d'un solde migratoire positif compensant ainsi un solde naturel négatif. L'influence de l'agglomération de Tours Plus se fait ressentir par une périurbanisation des franges Nord du Pays. Ce sous ensemble couvre 2 communautés de communes dont celle de Loches Développement et accueille près de 50% de la population totale.

- **Le territoire de Descartes**

Il dégage un solde naturel positif et une population plus jeune. Ce territoire comporte 20% de la population du Pays.

- **Les territoires plus périphériques du Sud et de l'Est**

Ce sont les territoires les moins peuplés (30% de la population du Pays) et les plus « vieillissants ». L'ouverture de l'échangeur de l'autoroute de l'A85 tend à inverser cette tendance. Pour autant, le Sud continue à perdre des habitants.

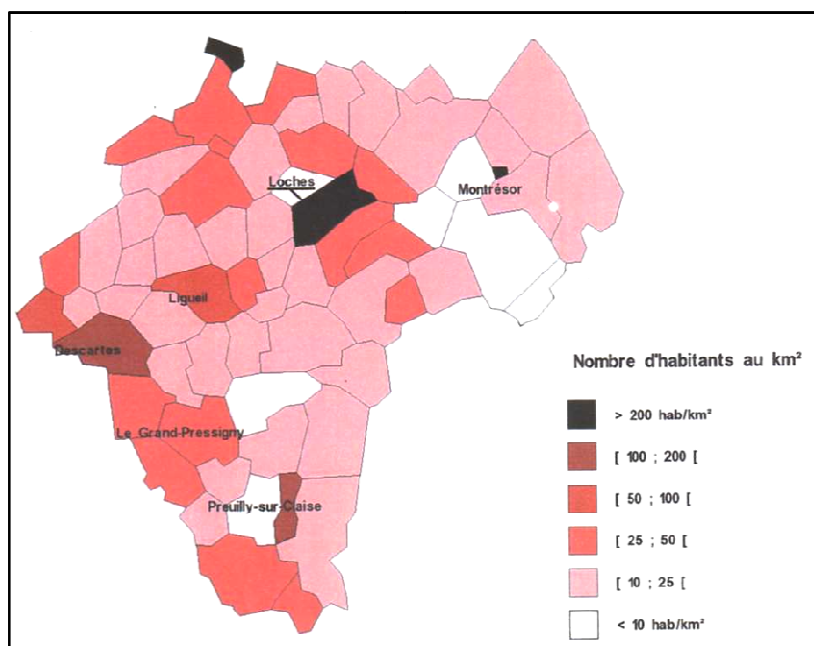


Fig.2 : Les densités de population au niveau communal en 1999

Source : Diagnostic statistique du territoire, 2004

Les moins de 20ans ont diminué entre 1982 et 1999 de 4,7% et constituent 22,1% de la population totale en 1999. Quant au plus de 60ans, ils sont en augmentation sur la même période, et représentent 30% de la population totale en 1999.

e) L'activité économique et l'emploi

Un territoire où l'agriculture et l'industrie sont ancrées, pour autant dans ces deux secteurs on note une baisse sensible de l'emploi. Le territoire s'est tourné depuis peu vers l'économie domestique : construction, commerce, services à la personne. Ces trois secteurs constituent 50% de l'emploi salarié du territoire.

Le territoire se caractérise par une forte densité artisanale et commerciale et notamment de Très Petites Entreprises (TPE), supérieure aux moyennes départementales et régionales.

Toutefois, les activités restent très localisées:

- La Communauté de Commune de Loches développement est le principal moteur du territoire (40% de l'emploi territorial en 1999, plus de 55% de l'emploi salarié privé, 55% de la surface de construction de locaux d'activités en 2003) ;
- L'espace aggloméré de Descartes, second pôle d'activités économiques, notamment dans le secteur industriel ;
- Des chefs lieux de cantons qui restent des pôles d'activités et de services de proximité.

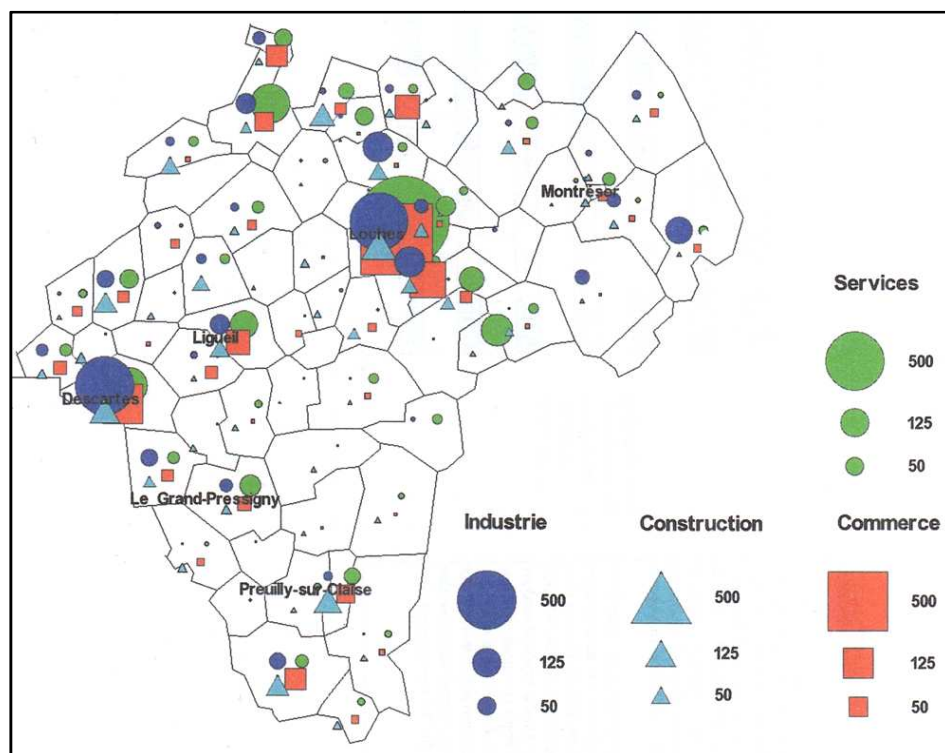


Fig.3 : Localisation de l'emploi salarié privé en 2001

Source : Diagnostic statistique du territoire, 2004

Enfin concernant les services à la personne, un double constat se dégage sur un territoire rural comme celui du Pays de la Touraine :

- des déséquilibres spatiaux de l'offre de service,
- la disparition ou la réduction d'activités de certains services : services publics, commerces.

Les déséquilibres spatiaux sont marqués par la polarisation des services sur les centres urbains (chefs-lieux de cantons principalement), et la raréfaction ou vulnérabilité des services dans les petites communes.

f) La charte de développement du Pays

Lors de la réactualisation de la Charte de Développement du Pays en 2004, deux diagnostics ont été élaborés. Le premier réalisé en interne qui correspond à un diagnostic classique reposant sur des statistiques dans les domaines démographiques, économiques, du transport, etc. Le second, un diagnostic à dire d'acteurs, qui a permis aux acteurs du territoire (élus, acteurs privés, société civile, chambres consulaires) de travailler pendant un an afin d'avoir une vision commune de leur territoire. Ces deux diagnostics ont permis de mettre en évidence les véritables enjeux du territoire et d'aboutir à la charte de développement du Pays pour la période 2005-2015.

Cette charte se structure donc de la manière suivante : une ambition et trois grands axes pour l'atteindre. L'ambition dégagée se décline en trois points :

- « - voir s'améliorer le niveau et la qualité de vie sur l'ensemble du territoire,
- voir la structure de la population se répartir harmonieusement aux plans social, géographique, et des classes d'âges,
- voir le territoire devenir plus attractif pour les visiteurs et les nouveaux résidents ».

Au regard de ces ambitions, les principes du Pays sont que :

- un développement démographique équilibré n'est pas possible sans emplois, donc sans activités locales et développement économique ;
- sans attractivité territoriale il n'y a pas de développement économique ;
- l'attractivité du territoire ne peut se construire sans la solidarité de ses forces vives.

Par conséquent les trois axes retenus pour le projet du Pays sont les suivants :

- ❖ Accompagner le développement de l'activité et de l'emploi
- ❖ Renforcer l'attractivité du territoire par la mise en valeur de sa qualité de vie
- ❖ Instaurer des solidarités géographiques, entre les secteurs publics et privés, suscitées par les collectivités locales.

(Projet de territoire 2005-2015 du Pays de Touraine Coté Sud, 2004).

C'est dans la continuité de ce projet que la candidature au programme LEADER 2007-2013 du Pays de la Touraine Coté Sud a été élaborée sur la thématique de l'accueil des populations et des entreprises.

2. Pays de La Châtre en Berry

a) Localisation géographique

Le Pays de La Châtre en Berry est situé dans la Région Centre, plus précisément dans le département de L'Indre. Il est composé de 4 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale recouvrant 51 communes et une superficie de 1204 Km².

La population s'élève à 29 129 habitants d'après le RGP de 1999 et la densité est de 24 hab. /Km².

Fig.4 : Localisation du Pays de la Châtre en Berry

Source : SGAR Centre – MP, 2006
GéoFLA IGN 1999 INSEE



b) Les dynamiques spatiales



Fig.5 : Les axes de communication du Pays de la Châtre en Berry

Source : <http://www.pays-lachatre-berry.com/tourisme/>

La commune la plus peuplée est La Châtre avec 4547 habitants. Cette commune est un pôle d'attraction fort au sein du Pays.

La proximité de Châteauroux, et de son bassin d'emploi, favorise le développement de la population active salariée dans la partie Nord du Pays. Quant à la zone Ouest du territoire, elle est plutôt attirée par le secteur d'Argenton sur Creuse.

Le Pays de La Châtre en Berry au Sud-est du département de l'Indre est un nœud de communication. En effet, il ya deux accès à l'autoroute A20 (direction Paris ou Toulouse), un accès à l'autoroute A75 (direction Paris).

De nombreuses départementales relient le territoire aux villes de Poitiers, de Bourges, de Châteauroux, de Limoges, etc. : ce territoire est relativement ouvert sur l'extérieur.

c) L'organisation du Pays et la situation démographique

Le Pays est structuré autour d'un pôle majeur, la commune de Châtre, et de pôles secondaires qui sont les chefs-lieux de cantons : Neuvy Saint Sépulchre, Aigurande et Sainte Sévère sur Indre.

La population se concentre pour l'essentiel dans ces 4 cantons. En effet, en % de la population totale :

- La Châtre accueille 46%,
- Neuvy Saint Sépulchre comprend 21%,
- Aigurande reçoit 21%,
- et Sainte Sévère sur Indre accueille 12%.

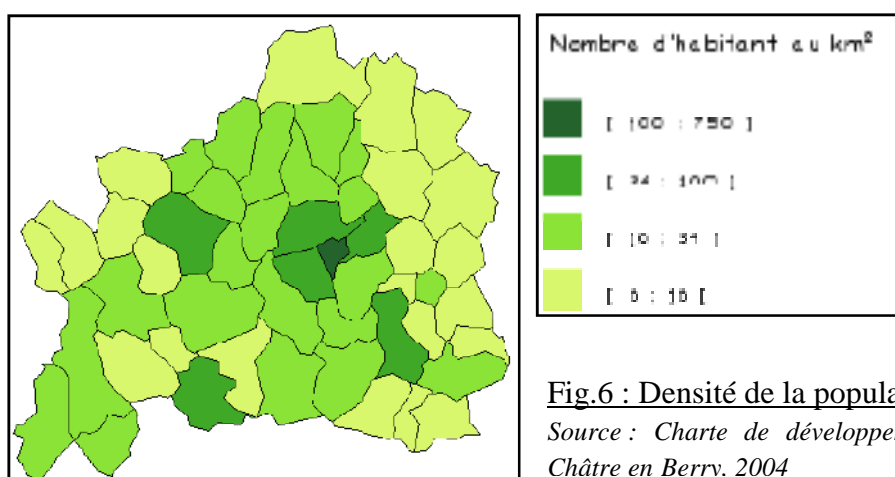


Fig.6 : Densité de la population en 1999

Source : Charte de développement du Pays de la Châtre en Berry. 2004

Par ailleurs, la population du territoire est vieillissante, en moyenne une personne sur trois a plus de 60ans. La moyenne d'âge est de 45ans en 1999 sur le Pays et est supérieure à celle du département qui est de 40ans. C'est le Sud qui comporte la population la plus âgée tandis que le Nord-Ouest regroupe les jeunes. En effet, les jeunes ménages qui arrivent sur le territoire s'installent dans la commune de La Châtre ou dans sa périphérie immédiate.

La population se caractérise également par des revenus faibles. En effet, les revenus moyens sont en moyenne 30% au dessous de la moyenne nationale. Approximativement un millier de personnes sont en situation de pauvreté, le revenu disponible étant par unité de consommation inférieur à 550€/ mois (données fournies par la CAF). On dénombre 193 bénéficiaires du RMI soit 0,7% de la population entre 1993 et 1997, (0,9% dans l'ensemble du département).

d) L'activité économique et l'emploi

Le Pays de La Châtre en Berry rencontre des difficultés économiques principalement dans les industries de transformation et les activités du secteur primaire. Par ailleurs, à ces difficultés s'ajoute la fragilisation de l'artisanat et des activités de commerce.

L'agriculture est un secteur encore très présent sur le territoire mais en perte de vitesse. On note une diminution des emplois dans ce secteur : de 25% des emplois totaux du Pays en 1990

à 15% en 1999. Par ailleurs, la diminution du nombre d'exploitations a des incidences fortes sur la préservation du paysage.

Quant au secteur des services, ce dernier est en hausse depuis 1990, de 38% on enregistre 47% de l'emploi total du Pays dans le secteur des services en 1999.

Enfin dans les secteurs de l'industrie et du bâtiment, on enregistre une légère baisse, environ une perte de 2,4% de l'emploi total du Pays.

Globalement les entreprises se répartissent de la manière suivante : 18,3% dans l'industrie, 40,4% dans le commerce et 41,3% dans les services. On note que la moitié des entreprises sont localisées sur la commune de La Châtre et sa périphérie. Les communes d'Aigurande et de Neuvy Saint Sépulchre en comptabilisent 40% et 10% se répartissent sur la commune de Sainte Sève sur Indre.

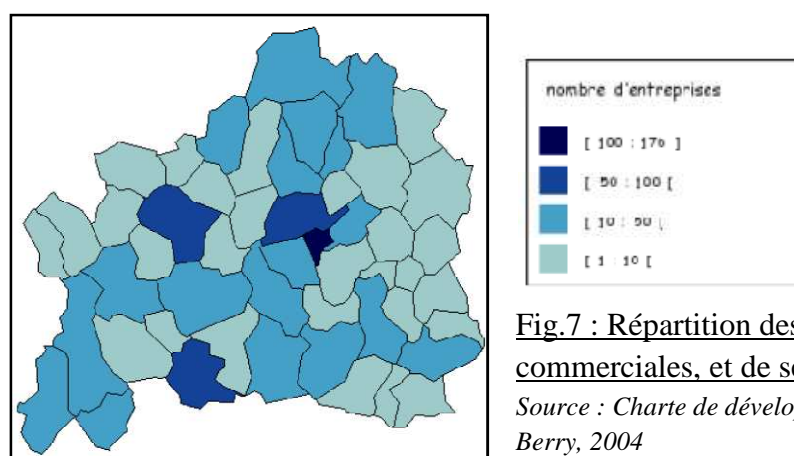


Fig.7 : Répartition des entreprises industrielles, commerciales, et de services

Source : Charte de développement du Pays de La Châtre en Berry, 2004

On observe de grandes disparités au sein du territoire quant à la répartition des entreprises. Les commerces, participant au désenclavement et au maintien des lieux de vie dans les territoires isolés, sont localisés essentiellement dans les principaux bourgs du Pays. On dénombre 15 communes sur 51 qui ont pu conserver au moins un commerce unique, soit 1 commune sur 3.

e) La charte de développement du Pays

La charte de développement du Pays de La Châtre en Berry validé en 2004 a fait l'objet d'un travail de concertation de 2 ans, associant les élus locaux du Pays et les membres du conseil de développement qui regroupe les partenaires socioprofessionnels, les institutionnels, les associations, etc. La stratégie du Pays s'est forgée autour d'une idée forte : **« vivre et accueillir aux Pays »**.

Cette stratégie se structure autour de 2 grands axes :

- ❖ Améliorer la qualité de vie
- ❖ Développer l'économie locale.

(Charte de développement du Pays de La Châtre en Berry, 2004)

Cette charte de développement a été élaborée dans la continuité du programme LEADER amorcée par le Pays durant la période 2000-2006. Cette dernière semble témoigner d'une prise de conscience des acteurs locaux du Pays de l'importance de développer l'accueil afin de conserver la fonction de lieu de vie de leur territoire.

3. Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

a) Localisation géographique

Le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne se situe dans la région Bretagne, plus précisément dans le département du Morbihan. Il est composé de 54 communes organisées dans 6 communautés de communes. Le territoire présente une superficie de 1264 Km² pour une population de 65 000 habitants selon le Recensement complémentaire de l'INSEE de 2006. La densité, de 48 hab. /Km², atteste du caractère rural du Pays.



Fig.8 : Localisation du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

Source : Candidature au Programme Leader+ du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne, 2007

b) Les dynamiques spatiales et l'organisation du territoire



Fig.9 : Organisation du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

Source : Candidature au Programme Leader+ du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne, 2007

Le Pays est un nœud de communication car il se situe à la croisée des autoroutes Renne-Lorient et Rennes-Vannes. Il bénéficie d'une bonne desserte routière et se structure autour de la ville centre, Ploërmel, commune la plus peuplée d'après le recensement de 2005, près de 9000 habitants. Autour de cette ville centre se dessine un réseau de pôles intermédiaires constitués de 5 autres chefs lieux : Guer, Malestroit, Josselin, Maunon et la Trinité-Porhoët, et des communes de Ménéac, Guégon et Sérent.

c) La situation démographique

Le territoire connaît un renouveau démographique. Dès 2002, par le biais du programme LEADER 2000-2006, le pays avait entamé une politique d'accueil de nouvelle population. Le recensement complémentaire de l'INSEE en 2006 et une enquête auprès des maires confirment que la population est passée de 60 835 habitants en 1999 à environ 65 000 habitants en 2006. Par ailleurs, le nombre de jeunes ménages s'accroît fortement. Pour autant, ces données ne permettent pas de savoir si cette augmentation de la population est favorable à tout le territoire. En effet, le Pays présente des disparités entre la moitié Nord-ouest et l'autre moitié Sud-est qui pourront sûrement être modérées par l'ouverture prochaine d'une 2x2 voies à proximité des territoires du Sud-est.

En 1999, le territoire compte peu de jeunes, 7,5% de jeunes dans la population totale pour une moyenne régionale de 9,1%. Ces derniers partent pour leurs études supérieures à Rennes ou à Vannes. Quant aux arrivants, 50% sont des actifs et 15% des retraités. Les nouveaux venus s'installent à proximité des axes de communication (Ploërmel-Vannes, Ploërmel-Josselin) menant aux zones d'emplois les plus proches. Ainsi, entre 1990 et 1999, on observe une augmentation de 5,6% de logements dans les communes proches des axes de communication, essentiellement à Ploërmel et à la Chapelle Caro. Pour autant, l'accueil de ces actifs posait problème car il y avait peu de logements vacants sur le territoire. La stratégie d'accueil menée a favorisé la construction de logements : 2500 logements construits entre 2003 et 2006 dont 2100 logements individuels. On note que 210ha de plus ont été dédiés à la fonction résidentielle et cela en 4ans, ce qui équivaut à la disparition d'une exploitation agricole par an. Par ailleurs, ce développement de l'habitat se fait de manière diffuse, avec des risques de mitage et de mise sous pression foncière.

Enfin, concernant la structure de la population, les plus de 60 ans constituent 27,1% de la population totale et la part des 40 ans, 49,2% en 1999. La population du territoire est donc vieillissante et se répartit dans la ville centre et les chefs lieux cités précédemment.

d) L'activité économique

Le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne est un territoire où l'agriculture est encore très présente. En effet, on compte 1200 exploitations en 2007, soit 66% de la surface totale du territoire qui correspond à de la Surface Agricole Utile (SAU). Pour autant, ce secteur présente quelques signes de fragilité, notamment en raison des crises successives qui ont touché les productions intensives sur lesquelles le Pays est spécialisé. Ce secteur engendre

une faible création de valeur ajoutée, les métiers agricoles attirent peu et il y a peu de candidats pour reprendre des exploitations. Ceci constitue un problème majeur car l'âge moyen des chefs d'entreprises est élevé et les exploitations sont soumises à une pression foncière de plus en plus forte en raison de l'arrivée de nouvelles populations.

L'industrie y est également bien développée et diversifiée. L'agroalimentaire génère 1/3 des emplois, le reste étant pourvu par de petites entreprises de sous-traitance, ce qui place le Pays à la 4^e place des zones ouvrières de Bretagne. Pour autant, ces activités dégagent peu de valeur ajoutée sur le territoire et des problèmes de reprises commencent à se poser pour les entreprises artisanales.

Afin d'anticiper les mutations économiques sur son territoire, une stratégie d'animation a été mise en œuvre à l'échelle du Pays : participations à des salons, démarche exploratoire à l'export, création d'un dispositif d'accompagnement des projets tertiaires et technologiques...

Quant aux services collectifs de proximité une nette amélioration de l'offre a été réalisée, notamment grâce au programme LEADER + 2000-2006 dans les secteurs de la santé et des services aux personnes. Concernant la petite enfance, les personnes âgées ou des personnes atteintes d'un handicap mental, des relais Parents Assistants Maternelles ont été créés sur les différentes communautés de communes, ainsi qu'un comité local d'information et de coordination de Pays et des relais gérontologiques intercommunaux.

Les 4 établissements hospitaliers du Pays se sont regroupés pour mettre en place une complémentarité hospitalière et un réseau santé est en élaboration afin de densifier les liens entre les soins de ville et le dispositif hospitalier.

Enfin, les structures d'accueil en direction des personnes souffrant d'handicap mental et de la petite enfance ont augmenté leur capacité d'accueil :

- on est passé de 5 places à 30 aujourd'hui dans le Service d'Education Spécialisé et de Soins A Domicile (SESSAD)
- une augmentation de 14% entre 2003 et 2007 des places dans les structures collectives et assistantes maternelles.

Mais cette offre reste insuffisante par rapport à l'évolution quantitative et qualitative de la population. (Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2007)

e) La charte de développement du Pays

La charte de développement du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne, validé en 2002, est fondée sur l'idée forte suivante : « Un Pays à forte identité, capable d'innover et d'attirer de nouvelles forces vives au service d'un développement solidaire, de qualité et respectueux de l'environnement ».

Cette charte s'articule donc autour de trois grands axes :

- ❖ Atteindre le plein emploi et accroître la valeur ajoutée des emplois en valorisant les atouts humains, économiques, touristiques culturels, et géographiques du territoire
- ❖ Améliorer collectivement notre cadre de vie et préserver l'environnement
- ❖ Réaliser une grande ambition de solidarité sociale.

(Charte de développement du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne, 2002)

La première programmation LEADER 2000-2006 sur le thème de l'accueil de nouvelles populations et de nouvelles entreprises a permis au territoire de mener un certain nombre de projets participant à l'attractivité du territoire, aux structures d'accueil, etc. En 2002, le cadre de vie et l'attractivité économique constituent deux priorités du territoire. Ainsi, la nouvelle programmation LEADER 2007-2013 est dans la continuité du premier programme 2000-2006 et de la Charte de développement du territoire.

III. Etude des stratégies d'accueil

Les stratégies étudiées sont des politiques d'accueil de populations et d'entreprises qui présentent des spécificités selon les territoires. Ces stratégies sont élaborées dans le cadre du programme LEADER 2007-2013 pour les Pays de Touraine Coté Sud et de Ploërmel-Cœur de Bretagne. Quant au Pays de La Châtre en Berry, la stratégie étudiée correspond à l'ancienne programmation LEADER 2000-2006.

Le Pays de Touraine Coté Sud a choisi d'élaborer une stratégie sur : « **Amélioration de l'accueil...Histoire de mieux vivre** ».

Le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne, après avoir mené un programme LEADER (2000-2006) sur la thématique de l'accueil des populations et des entreprises, continue sur cette thématique en mettant l'accent sur l'intégration du développement durable, le thème choisi étant : « **Pour un développement durable au service de l'accueil des nouvelles populations et entreprises** ».

Quant au Pays de La Châtre en Berry, sa candidature LEADER s'est construite sur le thème de : « **l'Accueil de nouveaux acteurs locaux et d'entreprises** ».

L'objectif de cette étude des stratégies d'accueil est d'établir une classification des orientations qui sont prises dans le cadre de cette politique afin de voir comment est appréhendée et traduite une stratégie d'économie présentielle sur un territoire rural. La stratégie d'accueil étant celle qui se rapproche le plus d'une politique de développement local se basant sur l'attractivité d'un territoire pour y « faire venir » de nouveaux résidents.

Par cette analyse, nous essayerons de répondre à plusieurs questions :

- Comment est élaborée cette stratégie ? Est-ce un véritable projet du territoire émanant des acteurs locaux ?
- Quelles sont les principaux axes d'une telle stratégie ? Quels sont les objectifs poursuivis ?
- Quels sont les moyens humains et financiers dédiés à la mise en œuvre de cette stratégie (ressources humaines et financières) ?

Pour répondre à ces questions, le choix a été fait d'étudier différents composants de la stratégie :

- la phase d'élaboration,
- la stratégie en elle-même qui est décrite dans le plan de développement de la programmation LEADER,
- les modalités de gestion, de suivi et d'évaluation afin de répondre aux interrogations quant aux ressources humaines et financières.

1. Elaboration de la stratégie

Le programme LEADER+ en termes d'élaboration des stratégies a mis en place un cadre à respecter par les territoires. En effet il est stipulé :

« LEADER soutient des projets ayant un caractère *pilote* à destination des zones rurales, c'est-à-dire fondés sur : la définition d'une stratégie locale de développement conçue pour un territoire rural [...] La définition d'une stratégie locale de développement, suppose que les acteurs locaux, représentatifs du territoire aient mené une analyse partagée des objectifs de développement à atteindre sur leur territoire, sur la base d'une analyse des forces et des contraintes du territoire. Cette analyse préalable permet d'identifier des enjeux et de définir une stratégie... ». (Région Centre, Programmation de développement rural 2007-2013 : Appel à projet LEADER, 2007)

Dans les parties qui suivent, nous verrons comment les territoires ont mené cette élaboration dans le cadre fixé par le programme LEADER+.

a) Les modalités d'élaboration de la candidature LEADER + 2007-2013 du Pays de la Touraine Coté Sud

Tableau 1 : Modalités d'élaboration de la stratégie LEADER du pays de Touraine Coté Sud

| Etapes du travail | Diagnostic-Projet du territoire | Définition de la priorité ciblée LEADER et de la stratégie | Définition des actions et formalisation de la candidature |
|---|---|---|--|
| Acteurs mobilisés | Elus, Conseil de Développement du Pays (CDP), associations, entreprises, particuliers, partenaires techniques et financiers | CDP et élus du Pays | Elus, Conseil de développement du Pays (CDP), associations, entreprises, particuliers, partenaires techniques et financiers |
| Modalités de mobilisation du partenariat | <ul style="list-style-type: none"> Diagnostic à dire d'acteurs <i>Objectif</i> : construire un diagnostic partagé La journée de « Pays souhaité » <i>Objectif</i> : communiquer sur les résultats attendus du projet de territoire en 2015 Le projet de territoire <i>Objectif</i> : construction partenariale sur la base | <ul style="list-style-type: none"> Journée réflexion du CDP <i>Objectif</i> : émettre les premières propositions sur la priorité ciblée et sa déclinaison Réunion du CDP <i>Objectifs</i> : lancement de la réflexion, organisation du travail en 7 groupes thématiques, définition des partenaires à associer et cadrage du calendrier | <ul style="list-style-type: none"> 1^{er} cycle de réunions des 7 groupes de travail <i>Objectifs</i> : partager et affiner le diagnostic, définir les enjeux et les problématiques, proposer des idées d'actions, de projets 2^e cycle de réunions des 7 groupes de travail <i>Objectifs</i> : affiner le contenu opérationnel des actions, envisager les |

| | | | |
|----------------------|--|---|---|
| | <i>du diagnostic et des résultats attendus</i> <ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic et projets de services <i>Objectifs : informer les acteurs, mettre en évidence les enjeux du territoire et créer un comité de pilotage partenarial</i> | | <i>maîtrises d'ouvrage et de financements</i> |
| Communication | Médias locaux, Assemblées Générales, lettres annuelles de Pays et affichage en mairie. | Médias locaux, Assemblées Générales, lettres annuelles de Pays. | Médias locaux, Assemblées Générales, lettres annuelles de Pays. |
| Période | 2004-2006 | Juin à Octobre 2007 | Octobre à Janvier 2008 |

Source : GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader 2007-2013, dossier de candidature, 2008

Auteur : Moutoussamy C.

Lors de l'élaboration de la stratégie au titre de la candidature LEADER+, le territoire s'est appuyé sur le diagnostic réalisé dans le cadre de la réactualisation de la charte de développement en 2004 et le processus d'implication des acteurs mis en place à cette période. Ce processus témoigne de la volonté du territoire d'associer les acteurs locaux à la construction du projet de territoire afin de définir un projet commun et partagé par l'ensemble des acteurs. De plus, ce travail repose sur la base d'un diagnostic partagé par l'ensemble des acteurs (un diagnostic statistique et un diagnostic « à dire d'acteurs »).

On peut noter également le dispositif de communication mis en place autour de ce processus qui permet d'informer autant les acteurs publics, privés, que la population locale, sur ce qui se prépare sur le territoire. A la fin de ce processus, près de 176 acteurs du territoire avaient été mobilisés.

b) Les modalités d'élaboration de la candidature LEADER+ 2000-2006 du Pays de La Châtre en Berry

Tableau 2 : Modalités d'élaboration de la stratégie LEADER du pays de La Châtre en Berry

| Etapas du travail | Présentation du programme LEADER+ et mise en œuvre des actions de mobilisation | Définition et validation des enjeux du développement du programme LEADER+ | Elaboration et validation de la stratégie territoriale au titre de LEADER+ | Elaboration et validation du plan de développement et du partenariat du GAL⁵ | Validation du programme LEADER+ et de la composition du GAL |
|---|---|---|--|--|---|
| Acteurs mobilisés | Elus, Conseil de développement du Pays, associations, acteurs privés, partenaires techniques et financiers | | | | |
| Modalités de mobilisation du partenariat | <i>Objectifs : informer les acteurs du territoire sur le programme LEADER+ et créer les bases du futur partenariat pour l'élaboration du dossier de candidature</i> | <i>Objectifs : à partir d'un diagnostic du territoire (préalablement préparé par le Conseil de développement), définir et valider les enjeux, amorcer la réflexion quant à la stratégie à adopter</i> | <i>Objectifs : valider la stratégie LEADER, organisation du travail en 2 groupes thématiques</i> | <i>Objectifs : validation des axes et sous-axes du plan de développement, arrêter les modalités de fonctionnement du GAL</i> | <i>Objectif : valider le programme LEADER+ et la composition du GAL</i> |
| Communication | Réunions du comité syndical du Pays, articles dans le journal du Pays, presse locale et informations dans les conseils municipaux | | | | |
| Période | 1 journée par étape de Novembre 2001 à Février 2002 | | | | |

Source : Candidature au programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2002

Auteur : Moutoussamy C.

L'élaboration de la stratégie LEADER, dans le cas du Pays de La Châtre en Berry, s'est déroulée sur 5 journées « LEADER+ ». Ces journées ont été réalisées sur les 4 cantons du Pays afin de couvrir l'ensemble du territoire. Au fur et à mesure des débats et des orientations choisies de nouveaux acteurs se sont associés à la démarche. Au final, cette démarche a mobilisé environ 50 acteurs du territoire.

La concertation des acteurs dans le cas de ce Pays a concerné davantage les étapes d'élaboration de la candidature au programme LEADER+ que la définition et la construction d'un projet de territoire.

⁵ GAL : Groupe d'action Local mis en place dans le cadre d'une candidature au programme LEADER+.

c) *Les modalités d'élaboration de la candidature LEADER + 2007-2013 du Pays de la Ploërmel-cœur de Bretagne*

Tableau 3 : Modalités d'élaboration de la stratégie LEADER du pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

| Etapas du travail | 1ere phase de concertation élargie | Un calibrage technique | 2° phase de concertation élargie | Finalisation technique |
|--|--|--|---|---|
| Acteurs mobilisés | Elus, Conseil de développement du Pays, associations, acteurs privés, partenaires techniques et financiers | Elus et Conseil de développement | Elus, Conseil de développement du Pays, associations, acteurs privés, partenaires techniques et financiers | Elus et Conseil de développement |
| Modalités de mobilisation du partenariat | <ul style="list-style-type: none"> • Elaboration d'un diagnostic territorial et recensement de pistes d'actions auprès des acteurs du Pays <p><i>Objectifs :</i> connaître les évolutions du territoire, définir les enjeux et des pistes d'actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • 12 réunions thématiques et plusieurs groupes de travail spécifiques <p><i>Objectifs :</i> faire remonter des remarques au niveau du diagnostic et des idées d'actions</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Travail en interne du conseil de développement <p><i>Objectifs :</i> reprendre les propositions de la 1ere étape afin d'aboutir à une priorité ciblée pour le programme LEADER+ et une stratégie articulée autour des axes</p> | <ul style="list-style-type: none"> • 4 rencontres thématiques <p><i>Objectifs :</i> approfondir les débats et mise en perspective par des « dire d'experts », prévoir l'organisation des groupes de pilotage</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation générale des principaux éléments de la candidature <p><i>Objectif :</i> informer les acteurs locaux sur la formalisation de la candidature LEADER+</p> | <ul style="list-style-type: none"> • Consultation et validation en interne entre le conseil de développement et le comité syndical |
| Communication | - | | | |
| Période | Avril à Juillet 2007 | Juillet à Septembre 2007 | Octobre à Décembre 2007 | Décembre à Février 2007 |
| <p>Source : Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2008</p> <p>Auteur : Moutoussamy C.</p> | | | | |

Le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne s'est appuyé sur les travaux menés dans le cadre de la préparation du Contrat de Pays 2006-2012 pour amorcer le processus d'implication des acteurs, dès l'automne 2006. Les réunions thématiques de la 1^{ère} phase de concertation partant du diagnostic territorial réalisé en 2006 et des pistes d'actions recueillies. L'implication des acteurs, comme pour le Pays de la Touraine Coté Sud, intervient dans l'étape de définition des enjeux du territoire et des pistes d'actions, le travail de calibrage et de synthèse étant réalisé par le conseil de développement du Pays. Ce processus a engagé près de 160 participants du territoire : élus, membres de la société civile, acteurs privés du territoire, etc., sur une période de 10 mois. Concernant les modalités de communication, elles n'ont pas été fournies dans le document étudié.

En résumé, l'élaboration des stratégies d'accueil des trois territoires étudiés suivent les mêmes étapes :

- la définition des enjeux à partir d'un diagnostic du territoire,
- la définition de la priorité ciblée dans le cadre du Programme LEADER,
- l'élaboration de la stratégie d'accueil (axes prioritaires, pistes d'actions),
- la validation de cette stratégie par le Syndicat Mixte de chaque Pays.

Ces différentes étapes peuvent être menées en interne ou en concertation avec les acteurs du territoire. Dans le cas des Pays de Touraine Coté Sud et de Ploërmel-Cœur de Bretagne, les étapes de définition des enjeux et de l'élaboration des stratégies sont menées en concertation, la priorité ciblée et les étapes de validation faisant l'objet d'un travail en interne.

A l'inverse, le Pays de La Châtre en Berry a associé les acteurs à chacune des étapes. De manière générale, sur les Pays étudiés ces concertations ont pris la forme d'entretiens, de réunions et de travail en groupes thématiques.

Les travaux pour la candidature ont duré entre 3 et 10 mois selon les territoires d'étude. Toutefois, il faut noter que les travaux pour les diagnostics, dans les cas du Pays de Touraine Coté Sud et du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne, ont débuté bien avant, étant effectués dans le cadre du renouvellement de la charte de développement ou de contractualisation du Pays avec la Région. On peut souligner la démarche innovante du territoire de la Touraine Coté Sud qui a mené un diagnostic « à dire d'acteur » pour compléter son diagnostic statistique et qui a permis d'amorcer le travail de concertation. Ce diagnostic « participatif » a été mené sur une période d'un an associant des phases de concertation et des entretiens avec l'ensemble des acteurs locaux du territoire (élus, acteurs privés...).

Les conseils de développement de chaque Pays étudié ont joué un rôle important dans cette phase étant chargés de mener ces travaux en interne et d'organiser la collaboration plus ou moins large (selon les territoires) avec l'ensemble des acteurs locaux (élus, acteurs privés, membre de la société civile, ...).

On peut donc conclure sur le fait que la phase d'élaboration semble être une étape importante dans la formalisation de la stratégie de d'accueil et cela à plusieurs titres :

- c'est durant cette phase que les enjeux du territoire sont identifiés, que la stratégie est élaborée et validée ;

- elle permet lorsque que la concertation est choisie avec les acteurs locaux (publics et privés) d'établir une vision partagée, un projet de territoire commun et de mettre en place les bases d'une future coopération entre les acteurs ;

- elle permet de rechercher des partenaires techniques et financiers.

Ainsi la phase d'élaboration de la stratégie est déterminante car elle pose les bases de la politique d'accueil et de la création d'un réseau de partenaires (publics, privés, techniques, financiers...) indispensable pour une mise en œuvre rapide du programme d'actions.

C'est donc durant cette phase qu'une véritable stratégie locale de développement peut être développée.

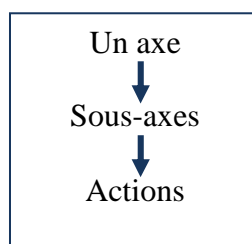
2. La stratégie d'accueil : une stratégie de développement de l'économie présenteielle ?

L'objectif de l'étude des stratégies d'accueil est de mettre en évidence les orientations à prendre quand un territoire à dominante rurale entreprend une politique de développement fondée sur l'accueil de nouveaux résidents et de nouvelles entreprises.

Il faut noter que le programme LEADER+ impose aux territoires candidats d'avoir une stratégie fondée sur :

- une approche globale « multisectorielle » présentant une interaction entre acteurs et projets issus de différents secteurs de l'économie des espaces ruraux,
- la mise en œuvre d'approches innovantes en termes de contenu et/ou de méthodes,
- la mise en œuvre de projets de coopération entre territoires
- la diffusion des projets exemplaires réalisés, notamment dans le cadre de la mise en réseau des acteurs. (Programmation de développement rural 2007-2013 : Appel à projet LEADER)

Les stratégies d'accueil étudiées sont développées dans le plan de développement défini pour le programme LEADER. De manière générale, dans les trois cas étudiés la stratégie est hiérarchisée de la manière suivante :



Les stratégies étudiées comprennent entre 3 et 4 axes, entre 6 et 11 sous-axes et de nombreuses actions sont prévues au titre de chaque sous-axe⁶.

⁶ Les plans de développement des Pays de Touraine Coté Sud et de Ploërmel-Cœur de Bretagne développés en annexe. Le plan de développement du Pays de la Châtre en Berry sera développé dans la suite du présent document.

Nous avons choisi dans cette étude de nous intéresser uniquement aux axes et sous-axes qui représentent les principales orientations données pour les stratégies. Les actions ne seront pas détaillées au vu de leurs nombres mais aussi parce que les actions inscrites au titre de chaque sous-axe ne sont pas nécessairement réalisées. En effet, la réalisation dépend, dans la plupart des cas, des porteurs de projets.

Les plans de développement seront donc présentés par domaine (développement économique, accueil de nouvelles populations, promotion du territoire...) avec pour chaque territoire :

- L'importance accordée au domaine. Pour cela on pose l'hypothèse que si le domaine correspond à un axe ou un sous-axe la priorité accordée n'est pas la même. L'orientation est d'autant plus importante qu'elle constitue un axe ;
- Le nom de l'axe ;
- Les objectifs poursuivis pour le développement de ce domaine ;
- La part du budget total attribuée à ce domaine.

a) Le développement économique

Dans ce domaine, on ne considère pas le secteur des services à la personne. Ce dernier sera traité dans le domaine de l'accueil aux nouvelles populations. Des actions en faveur de l'économie sont prévues pour chacun des territoires étudiés.

Tableau 4 : le développement économique dans les stratégies LEADER

| Thème : développement économique | | |
|---|--------------------------|---|
| Pays de Touraine Coté Sud | Degré de hiérarchisation | Axe |
| | Intitulé | Entreprendre en Touraine |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Encourager la création et le développement des TPE. • Conforter le secteur des TPE par une mise en réseau et une coopération inter-entreprise. • Conforter la dynamique entrepreneuriale dans le secteur agricole (innovation par l'expérimentation de nouvelles filières et favoriser la reprise des entreprises agricoles). |
| | Part du budget total | 26% |
| Pays de La Châtre en Berry | Degré de hiérarchisation | Sous-axe |
| | Intitulé | Appui à l'émergence de lieux d'accueil structurants |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Créer de nouveaux outils permettant d'avoir une bonne connaissance du territoire : gestion, promotion et commercialisation du foncier et de l'immobilier d'entreprises, etc. • Accompagner les filières dans l'innovation (réaliser des études, créer des outils d'accompagnement). • Accompagner les nouveaux résidents dans leur insertion professionnelle. • Favoriser la transmission-reprise des entreprises du territoire. • Créer de nouveaux sites d'accueil pour les résidents temporaires (hébergements). |
| | Part du budget total | 11% |
| Pays de Ploërmel- Cœur de Bretagne | Degré de hiérarchisation | Axe |
| | Intitulé | Dynamiser les potentialités de création d'emplois et d'activités économiques nouvelles à plus forte valeur ajoutée |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • S'ouvrir à de nouveaux marchés. • Doter le territoire d'une ingénierie économique innovante et performante. |
| | Part du budget total | 23% |

Source : GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader 2007-2013, 2008 ; Candidature au programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2002 ; Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2008 - *Auteur :* Moutoussamy C.

- ***Le pays de Touraine Coté Sud***

Concernant le Pays de la Touraine Coté Sud, cet axe est le premier du plan de développement et s'intitule : « **Entreprendre en Touraine Coté Sud** ». Les sous axes sont :

- 1) Appui à la création et au développement des TPE et à la coopération inter entreprises,
- 2) Appui à la création et au maintien de l'emploi salarié dans les TPE et les entreprises agricoles,
- 3) Organisation et valorisation de la filière biomasse locale à des fins énergétiques,
- 4) Appui à l'installation et à la reprise des entreprises agricoles.

L'intervention économique porte donc sur le secteur des Très Petites Entreprises (TPE) et sur le secteur agricole. Le Pays fait le choix de miser sur les TPE pour son développement économique car :

« Il s'agit aujourd'hui d'un secteur d'activité en capacité de jouer un rôle moteur sur le développement économique, notamment dans les secteurs les plus enclavés de notre territoire :

- moteur car déjà générateur de plus de la moitié de l'emploi salarié du territoire
- moteur parce que c'est dans la petite entreprise, que se trouve un potentiel d'innovation en termes d'activité (niches) et d'organisation de travail
- moteur parce que vecteur d'une identité territoriale forte ». (GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader 2007-2013, 2008)

Pour conforter ce secteur sur le territoire, une mise en réseau et une coopération inter-entreprise seront favorisées (sous-axe 1). Concernant le secteur agricole, composante importante du territoire aussi bien au niveau économique que social, le territoire souhaite concentrer ses efforts sur l'innovation par le développement de la biomasse et le maintien de l'existant en favorisant la reprise des entreprises agricoles (sous-axes 3 et 4).

Cet axe correspond à près de ¼ du budget total pour l'ensemble de la stratégie.

- ***Le pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne***

Le pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne a un tissu économique dynamique et diversifié mais quelques fragilités se font sentir : des entreprises qui dégagent peu de valeurs ajoutées et une activité agricole de plus en plus en crise, une difficulté de reprise des entreprises agricoles et artisanales. Pour faire face à ces problèmes, le Pays s'est doté d'un axe : « **dynamiser les potentialités de création d'emplois et d'activités économiques nouvelles à plus forte valeur ajoutée** ».

Le territoire semble se tourner vers l'innovation en termes d'ingénierie de projet, de coopération entre la recherche et le secteur privé, et vers l'expérimentation de nouveaux marchés et de nouvelles filières. Les secteurs ciblés sont l'agriculture, les activités tertiaires et technologiques avec un souci permanent pour le développement durable.

Pour mettre en œuvre cet axe ; les investissements correspondent à 23% du budget total.

- ***Le pays de La Châtre en Berry***

Le développement économique fait l'objet d'un sous-axe dans la stratégie du territoire de La Châtre en Berry. Ce sous axe s'intitule : « Appui à l'émergence de lieux d'accueil structurants » et s'intègre dans le 1^{er} axe de la stratégie du territoire : « Constituer des produits d'appel pour l'accueil ».

Ainsi, les actions économiques contenues dans ce sous-axe sont orientées dans la mise en place de structures d'accueil et d'accompagnement des nouveaux résidents d'un point de vue économique. Il s'agit donc de développer des structures assurant des missions de veille en termes de foncier, d'immobilier d'entreprises,..., mais également en termes d'accompagnement les nouveaux résidents dans la réinsertion professionnelle, etc.

Le territoire de La Châtre en Berry a fait le choix pour cette stratégie d'accueil de s'équiper pour accueillir et accompagner au mieux les nouveaux résidents d'un point de vue de la création/reprise d'entreprises du territoire, et de l'insertion professionnelle des nouveaux arrivants.

En résumé, on peut dire que dans le domaine du développement économique les trois territoires étudiés, dans le cadre d'une stratégie d'accueil de résidents et d'entreprises, adoptent des orientations différentes.

Le Pays de la Touraine axe son développement sur l'innovation dans les TPE et en agriculture. L'objectif du Pays étant d'accueillir de nouveaux résidents qui **habitent et qui travaillent** sur le territoire, avec une démographie équilibrée. La philosophie du Pays étant : « ...pas de démographie équilibrée, sans emplois, donc sans activité économique... »

(Projet de territoire 2005-2015 du pays de la Touraine Coté Sud, 2004)

Le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne se concentre sur les nouveaux marchés et l'innovation en ingénierie économique. Comme il a été dit précédemment, le tissu économique du Pays est dynamique mais composé de petites entreprises dégageant peu de valeur ajoutée. La stratégie est donc d'ancrer ces entreprises aux territoires par l'innovation afin de prévenir les mutations économiques et conserver l'emploi et la population.

Quant au territoire de La Châtre en Berry, il mise sur des modalités d'accueil et d'accompagnement de qualité afin d'attirer de nouveaux résidents et de maintenir les activités existantes. Cette orientation consomme environ ¼ du budget total du plan de développement pour les territoires de Touraine Coté Sud et de Ploërmel-Cœur de Bretagne et seulement 11% du budget total pour le Pays de La Châtre en Berry.

Pour autant, on peut noter ce souci, sur les trois Pays, de l'innovation et de l'expérimentation pour se redynamiser, répondre au mieux aux nouveaux besoins et se rendre plus attractif. De plus, les orientations choisies reposent sur les ressources existantes des territoires (les TPE, les petites entreprises à reprendre,...) à maintenir ou à développer par l'innovation, la restructuration des filières, etc. Dans les trois cas d'étude, il y a une volonté forte de se rendre attractif en maintenant et en s'appuyant sur l'existant avec des stratégies adaptées aux territoires.

Il s'agit bien de faire venir de nouveaux résidents qui habitent et travaillent sur le territoire, soit parce que ces derniers ont créés une activité (porteurs de projets), soit parce qu'ils ont repris une activité existante.

En conséquence, cette orientation ne suit pas la « philosophie » de l'économie présentielle. Le principe de l'économie présentielle consiste à faire venir des résidents sur un territoire, qui par leurs revenus créés hors de celui-ci, participent au fonctionnement des activités « résidentielles » du territoire. Ici, il s'agit de faire venir de nouveaux résidents qui vont participer au maintien des activités du territoire par leur présence en utilisant les services collectifs de proximité, mais aussi par leur travail en créant de nouvelles activités ou en reprenant des activités existantes.

b) L'accueil de nouvelles populations

Ce thème est au cœur des stratégies LEADER+ élaborées par les territoires. L'arrivée de nouveaux résidents est l'occasion de redynamiser ces espaces en perte de vitesse d'un point de vue économique et démographique. Les Pays de Touraine Coté Sud et La Châtre en Berry sont dans cette configuration. A l'inverse, le territoire de Ploërmel-Cœur de Bretagne, en raison de sa localisation favorable (zones d'emplois proches, bonne desserte routière,...) observe une arrivée de population. Ce flux de population n'est pas sans incidence sur le fonctionnement du territoire notamment en termes de services, de transport, de logements, etc. Il est donc indispensable de mener une stratégie d'accueil sur le territoire afin de gérer ce flux de population.

Tableau 5 : Le thème de l'accueil dans les stratégies LEADER

| Thème : l'accueil de nouvelles populations | | |
|---|--------------------------|--|
| Pays de Touraine Coté Sud | Degré de hiérarchisation | Axe |
| | Intitulé | Bien vivre en Touraine |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les facteurs de cadre de vie pour développer une offre d'accueil globale. Des actions en matière de transport, du logement, des services de proximité et du tissu associatif, doivent être menées. |
| | Part du budget total | 46% |
| Pays de La Châtre en Berry | Degré de hiérarchisation | Axe |
| | Intitulé | Développer des modalités d'accueil des nouveaux arrivants |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> Accompagner les nouveaux résidents dans leur installation et leur vie quotidienne (mise en place de structure d'accompagnement dans la recherche de logement, ...) |
| | Part du budget total | 49,5% |
| Pays de Ploërmel Cœur de Bretagne | Degré de hiérarchisation | Axe |
| | Intitulé | Réussir l'intégration des populations |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> Moderniser les services de proximité Coopérer pour mieux valoriser la créativité, la qualité culturelle et sportive du territoire. |
| | Part du budget total | 27,5% |

Source : GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader 2007-2013, 2008 ; Candidature au programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2002 ; Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2008

Auteur : Moutoussamy C.

- Le pays de Touraine Coté Sud***

Afin de renforcer la qualité du cadre de vie, le programme de développement porte sur :

- l'élaboration d'une politique de transport à concevoir avec l'ensemble des acteurs du territoire ;
- le développement de nouveaux modes de garde et de service pour la petite enfance ;
- le développement de nouveaux services en direction des personnes dépendantes et de leurs aidants ;
- l'amélioration de l'adéquation entre l'offre et la demande de logements ;
- l'amélioration de l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs.

Ces mesures constituent les sous-axes de l'Axe décrit dans le tableau précédent.

On peut remarquer que l'offre d'accueil touche différents secteurs : le transport, le logement, les services et les loisirs et correspond à près de la moitié du budget total prévu pour ce plan

de développement. Il semble que cet axe soit relativement important dans la stratégie du territoire.

- ***Le pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne***

Pour favoriser l'intégration des populations les priorités du territoire de Ploërmel-Cœur de Bretagne se porte sur :

- l'adaptation et la densification de l'offre de service notamment en direction de la petite enfance, de la santé, de la mobilité des individus et de la connaissance ;
- une identification des services à faciliter (se doter d'outils pour répondre à l'évolution des besoins) ;
- les savoir-faire culturels, sportifs identitaires à transmettre et un territoire à ouvrir particulièrement vers l'Europe,
- des moyens d'actions à mutualiser (travail avec l'ensemble des acteurs).

Tout comme le Pays de Touraine Coté Sud, le territoire a pour but d'améliorer les services à la personne, la mobilité, les activités associatives et de loisirs. D'autres points sont mis en avant, tels que faciliter l'accès à la connaissance (quelque soit leur localisation), s'ouvrir vers l'Europe et mutualiser les moyens afin de répondre au mieux aux besoins des populations.

Cet axe correspond à 1/3 des dépenses totales prévues pour le plan de développement du Programme LEADER+.

- ***Le Pays de La Châtre en Berry***

Le territoire de La Châtre en Berry afin de faciliter l'installation de nouveaux résidents et l'accompagnement de ces derniers dans leur vie quotidienne avait pour priorités :

- la mise en place d'un guichet d'accueil pour l'ensemble du territoire ;
- la mise en relation de l'offre et de la demande de logements à favoriser ;
- la professionnalisation du secteur de l'accueil par la mise en place de formations spécifiques ;
- le développement de nouvelles formations sur le territoire.

Le territoire mise véritablement sur un accueil et un accompagnement des nouveaux résidents lors de leur installation. En effet, le constat fait par le territoire est le suivant :

« Le Pays de La Châtre en Berry possède un maillage de centres bourgs, où *il fait bon vivre*, bien structurés, dynamiques et animés autour de La Châtre qu'il est nécessaire de maintenir afin de lutter contre la dévitalisation du territoire. Ces centres bourgs offrent donc toutes les conditions nécessaires (services, commerces,...) pour accueillir de nouveaux habitants ».

(Dossier de candidature au programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2002)

Ce constat explique le fait qu'il n'y ait pas d'action pour l'amélioration ou le développement de services à la personne. Pour autant, cet axe couvre près de la moitié des dépenses totales établies au titre du plan de développement de la stratégie LEADER+.

En bilan, on peut remarquer que le choix de l'accueil comme axe de développement implique que le territoire doit mener une action globale. En effet, l'accueil de nouvelles populations pose la question du logement, des services, du transport, des activités de loisirs, etc. La question de l'emploi n'étant pas un élément déterminant dans le choix de mobilité

résidentielle des ménages, les premiers critères sont le cadre de vie et la qualité de vie. (Berger M., Brun J., 2006)

Le Pays de Touraine Coté Sud essaye de proposer une offre globale de l'accueil prenant en compte toutes les dimensions qui interviennent dans ce domaine. Le Pays de La Châtre en Berry, considérant que les services répondent en quantité et en qualité aux besoins des nouveaux arrivants mise sur le développement de structures spécialisées dans l'accueil et l'accompagnement, sur le logement et le développement de formations au sein du territoire.

Quant au territoire de Ploërmel-Cœur de Bretagne qui doit gérer un flux de population effectif, il met l'accent sur le développement et l'amélioration de ces services. Par ailleurs, le territoire s'inscrit dans l'anticipation en souhaitant se doter d'outils permettant d'identifier les besoins et en misant sur un travail commun des acteurs concernés par ce secteur.

Cette orientation consomme près de la moitié du budget total pour les Pays de La Châtre en Berry et de Touraine Coté Sud, et 1/3 du budget total pour le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne. On suppose que cette différence de budget alloué à la thématique de l'accueil s'explique par le fait que le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne a mené des actions en termes d'accueil depuis la précédente programmation LEADER 2000-2006.

De ces trois cas étudiés, on déduit que cette orientation se doit de prendre en compte toutes les dimensions de la fonction : habiter un territoire. Il est indispensable de pouvoir proposer une offre de logement en adéquation avec les demandes des nouveaux résidents. Il s'agit également de prendre en compte les besoins quotidiens des résidents en termes de services de proximité, de service à la personne (petite enfance, école,..., services d'aide aux personnes âgées) mais aussi en termes de mobilité et de loisirs.

Cette orientation qui a pour but d'attirer des résidents permanents sur le territoire en développant des services « résidentiels » s'inscrit complètement dans le cadre d'une stratégie de développement de l'économie présenteielle. En effet, il s'agit de faire venir des ménages pouvant consommer sur le territoire et ainsi maintenir les services collectifs de proximité et en développer de nouveaux.

c) La promotion et la communication sur le territoire

Ce thème est développé seulement dans les stratégies d'accueil des territoires de Touraine Coté Sud et de La Châtre en Berry.

Tableau 6 : la promotion et la communication du territoire dans les stratégies LEADER

| Thème : la promotion et la communication du territoire | | | |
|---|--------------------------|--|--|
| Pays de Touraine Coté Sud | Degré de hiérarchisation | 2 Axes | |
| | Intitulé | <ul style="list-style-type: none"> • Visiter la Touraine Coté Sud...Histoire de mieux y revenir • Diffusion de l'offre d'accueil et de services du territoire | |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Structurer l'offre touristique (mise en réseau des acteurs, ...) • Innover dans la création de nouveaux produits touristiques • Faire connaître les dispositifs d'accueil et de services du territoire | |
| | Part du budget total | 16% | |
| Pays de La Châtre en Berry | Degré de hiérarchisation | Axe et sous axe | |
| | Intitulé | <ul style="list-style-type: none"> • Axe : faire connaître et promouvoir • Sous axe : valorisation de la notoriété culturelle du Pays | |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Axe : communiquer sur le territoire afin de promouvoir son image et faire connaître le Pays • Sous-axe : Animation du territoire d'un point de vue touristique, culturel et patrimonial | |
| | Part du budget total | 31,6% | |

Source : GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader 2007-2013, 2008 ; Candidature au programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2002

Auteur : Moutoussamy C.

• ***Le pays de Touraine Coté Sud***

La promotion du territoire se fait par la mise en valeur des atouts touristiques, culturels et patrimoniaux du territoire, donc essentiellement en direction de l'activité touristique. Le territoire de la Touraine Coté Sud, forte d'un précédent programme LEADER+ (2000-2006) portant sur le développement touristique, souhaite concentrer ses efforts sur :

- l'animation et la mise en réseau des acteurs touristiques du territoire
- la structuration de l'offre
- l'innovation dans la création de nouveaux produits touristiques.

La volonté du territoire étant d' : « ...utiliser le potentiel touristique comme une vitrine... ». (GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader 2007-2013, 2008)

Il s'agit bien d'attirer les touristes sur le territoire pour visiter et voir les inciter à revenir et/ou à s'installer sur le territoire.

Un deuxième axe vient soutenir ces actions en menant des opérations de diffusion de l'offre d'accueil et de services proposée sur le territoire.

La part du budget attribuée à ces deux axes est à hauteur de 16% du budget total prévu pour le programme LEADER.

- ***Le Pays de La Châtre en Berry***

Pour cette orientation, le territoire s'inscrit, tout comme le Pays de Touraine Coté Sud, dans la valorisation de son potentiel touristique, culturel et patrimonial. Pour se faire, les actions prévues visaient à développer et à organiser des manifestations, des animations et de nouveaux produits en direction des touristes. Ce sous-axe étant appuyé par un axe sur la communication visant à l'élaboration d'un plan de communication sur le territoire.

En termes de budget, ces actions correspondent à 1/3 du budget prévu pour l'ensemble du programme LEADER.

Pour conclure sur « la promotion et la communication sur le territoire », il en ressort des stratégies étudiées que cette orientation est majoritairement tournée vers l'offre touristique du territoire (structuration et promotion). Il s'agit de faire connaître le territoire aux touristes dans l'hypothèse que certains reviendront visiter et voire s'installer sur le territoire. Les stratégies suivies par les deux territoires diffèrent peu. Toutefois, on peut noter que le Pays de la Touraine Coté Sud, en plus de l'organisation de l'offre touristique, porte un souci particulier à :

- la mise en réseau des acteurs du tourisme afin de renforcer la structuration de l'offre
- et l'innovation dans les produits touristiques.

Cette orientation s'inscrit complètement dans le cadre d'une stratégie de développement de l'économie présentielle sur un territoire car elle vise à attirer une des populations cibles du concept présentiel : les touristes.

d) La coopération interterritoriale

Ce thème est imposé dans le cahier des charges du programme LEADER+ 2007-2013, ce qui explique que le Pays de La Châtre en Berry n'ait pas développé ce thème en tant qu'axe. Pour autant, la coopération est développée dans la stratégie du territoire de La Châtre en Berry au titre du volet « mise en réseau » des acteurs.

Tableau 7 : la coopération interterritoriale dans les stratégies LEADER

| Thème : la coopération interterritoriale | | |
|---|--------------------------|--|
| Pays de Touraine Côté Sud | Degré de hiérarchisation | Axe |
| | Intitulé | Coopération avec d'autres territoires |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Développer une véritable culture de la coopération • Amplifier les retombées de certaines actions |
| | Part du budget total | 1% |
| Pays de Ploërmel Cœur de Bretagne | Degré de hiérarchisation | Sous-axe |
| | Intitulé | Coopération interterritoriale et transnationale |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Ouvrir le territoire sur l'Europe (participer à la construction d'une culture européenne) • Echanger de bonnes pratiques et partager des expériences • Elargir les partenariats • Optimiser et valoriser les talents locaux • Permettre aux acteurs locaux d'acquérir de nouvelles compétences |
| | Part du budget total | 11% |
| Pays de La Châtre en Berry | Degré de hiérarchisation | Volet 3 de la programmation LEADER+ 2000-2006 |
| | Intitulé | Mise en réseau |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Diffusion • Capitalisation • Echanges d'expériences entre territoires |
| | Part du budget total | - |

Source : GAL du pays de la Touraine Côté Sud : Programme Leader 2007-2013, 2008 ; Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2008

Auteur : Moutoussamy C.

- ***Le Pays de Touraine Coté Sud***

Cette orientation de coopération doit permettre de :

- développer des relations avec les territoires voisins,
- développer des partenariats avec d'autres territoires européens,
- pratiquer l'échange d'expériences en vue d'enrichir les réflexions territoriales,
- gagner en cohérence sur des actions méritant d'être développées à une échelle plus vaste, en dépassant les limites administratives.

Il s'agit donc de développer une culture de la coopération entre les territoires sur des thématiques communes, voire de mener des partenariats à une échelle plus vaste. Concernant la thématique de l'accueil, de nombreux Pays ont déjà entrepris cette démarche notamment dans le cadre des programmes LEADER, des partenariats avec ces territoires pourraient permettre une amélioration de l'accueil sur le territoire de la Touraine Coté Sud. Quant au partenariat avec d'autres territoires européens, le Pays y voit une opportunité d'ouvrir de nouvelles perspectives en matière de projets et de mobilisation d'autres acteurs.

Les actions relatives à cet axe feront l'objet de 1% du budget total.

- ***Le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne***

Le programme LEADER+ précédent a permis au Pays de mesurer toute « la richesse méthodologique et humaine » de la démarche de coopération, notamment entre acteurs publics et privés. Pour cette nouvelle programmation, le territoire souhaite continuer cette démarche, en orientant cette coopération sur les actions développées précédemment (la valorisation des richesses culturelles, patrimoniales, sportives, l'intégration du développement durable dans le développement du territoire,...) et en élargissant la coopération à d'autres territoires. (Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2008)

Il s'agit de renforcer la collaboration des acteurs sur les différentes orientations choisies pour ce document stratégique à l'échelle du territoire et à l'échelle interterritoriale. Ce sous-axe correspond à 11% du budget total prévu pour le plan de développement.

- ***Le Pays de La Châtre en Berry***

Dans ce volet, le territoire souhaite développer la coopération avec d'autres territoires menant des stratégies d'accueil afin de diffuser, capitaliser et échanger des expériences. Toutefois, il faut noter qu'aucun financement n'est prévu dans le cadre de ce volet.

Pour conclure sur l'orientation « coopération interterritoriale », la présence de cet axe dans la stratégie de développement semble témoigner d'une réelle volonté de travailler en partenariat avec d'autres territoires. Les effets attendus pour les territoires étudiés sont de développer ou de renforcer une culture de coopération afin partager des expériences, de mener des réflexions sur des sujets communs et voire de mener des projets à une échelle plus vaste. Pour autant le budget alloué à cette orientation varie fortement d'un Pays à un autre (1 à 11%).

La question des relations interterritoriales dans le cadre des Pays étudiés se pose donc en termes de coopération avec des territoires travaillant sur des thématiques similaires dans le but de diffuser, d'échanger et de capitaliser des expériences.

Elle ne se pose pas en termes d'attractivité, de proximité avec un espace dynamique, dont le territoire pourrait profiter en termes de migration de population. Pourtant, les trois territoires étudiés bénéficient de la présence de population sur au moins une partie de leur territoire en raison d'un bassin d'emploi proche, de la proximité d'aires urbaines dynamiques. Dans le cadre du développement d'une stratégie d'économie présentielle, ces relations avec les territoires les plus dynamiques sont importantes car contribuent à l'attractivité des territoires. Elles peuvent être pensées en termes de mobilité, d'accessibilité mais aussi en termes de projets communs ayant des effets sur la vie quotidienne des résidents (loisirs, culture, transports...).

e) L'intégration du développement durable dans le développement territorial

Tableau 8 : le développement durable dans les stratégies LEADER

| Thème : l'intégration du développement durable dans le développement territorial | | |
|---|--------------------------|---|
| Pays de Ploërmel Cœur de Bretagne | Degré de hiérarchisation | Axe |
| | Intitulé | Refonder le lien entre l'activité humaine et l'environnement naturel local |
| | Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les populations et les acteurs aux enjeux du patrimoine et des ressources locales • Anticiper et structurer durablement une gestion concertée de l'espace |
| | Part du budget total | 23,1% |

Source : Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2008

Auteur : Moutoussamy C.

La volonté du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne est de mettre, pour cette nouvelle programmation LEADER+, le développement durable au service de l'accueil des nouvelles populations et des entreprises. En effet, l'accueil de population pose la question de la maîtrise de ce flux sur le territoire et des conséquences sur l'environnement naturel et paysagé.

Les actions proposées dans le programme LEADER+ reposent fortement sur « la sensibilisation des populations et des acteurs économiques aux enjeux de la maîtrise des ressources naturelles » et sur l'anticipation des besoins et de leurs conséquences.

Les actions portent donc sur :

- le conseil des populations, des collectivités et des entreprises sur les énergies renouvelables,
- la valorisation des bonnes pratiques,
- la préservation des ressources en eau et la responsabilisation des populations,

- la mutualisation de l'information pour anticiper les besoins dans les secteurs de l'habitat et du foncier (observatoire de l'habitat, Système d'Information Géographique...),
 - une organisation durable de l'espace en favorisant l'accès au conseil.
- Pour cette orientation, 23% de la part du budget total est prévu.

Cette orientation dans la programmation LEADER+ du territoire témoigne de la volonté des acteurs locaux de s'inscrire dans un développement territorial durable. Cet axe est encore trop peu présent dans les stratégies d'accueil établies dans le cadre des programmes LEADER+. En effet, il semblerait que les territoires aient des difficultés à penser l'attractivité du territoire durablement ce qui se traduit par des problèmes de gestion du foncier, de l'habitat, etc. (Collectif Ville Campagne, 2008)

Cette orientation n'est pas en contradiction avec les principes de développement de l'économie présentielle. Attirer des résidents sur un territoire nécessite la mise en place d'un certain nombre de structures en relation avec l'animation, l'accueil, le logement, les équipements, etc., au sein du territoire. Il est donc indispensable de penser ces actions sur la durée afin d'anticiper les impacts négatifs sur l'environnement naturel et paysagé que peuvent entraîner l'afflux de nouvelles populations.

3. Le pilotage, le suivi et l'évaluation de la programmation

Ces trois étapes sont indispensables à une mise en œuvre rapide et efficace des différentes opérations prévues au titre des stratégies d'accueil. Dans cette partie, nous verrons les modalités prises par les territoires étudiés pour assurer le pilotage, le suivi et l'évaluation de la programmation.

a) *Le Pays de Touraine Coté Sud*

Tableau 9 : Les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de la stratégie LEADER du Pays de Touraine Coté Sud

| Territoire | Pays de la Touraine Coté Sud |
|---|---|
| La structure porteuse du GAL | Le syndicat Mixte du Pays (70 membres dont 33 élus du comité syndical et 37 du conseil de développement) |
| Le comité de programmation | Issu du GAL (29 membres +15 participants dont au moins 8 appartenant au collège privé). |
| Les outils pour piloter la programmation | <ul style="list-style-type: none"> • Des principes de sélection des projets définis préalablement • Projets présentés par les porteurs de projets eux-mêmes lors des réunions du comité de programmation • Visite ou présentation de réalisations soutenues chaque année • Un site internet qui permet d'informer des réunions, ordre du jour à destination des membres du comité |
| Les ressources humaines dédiées à la gestion, animation et mise en œuvre | <ul style="list-style-type: none"> • 1 personne chargée de la mise en œuvre • 1 personne chargée du fonctionnement administratif • Animation du programme : comité technique du Pays |
| Les modalités de suivi | <ul style="list-style-type: none"> • tableau de bord à suivre pour le comité de programmation • rapport annuel des actions menées |
| Les modalités d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation à mi-parcours • Evaluation finale |
| Part du budget total allouée | 9,2% |

Source : GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader 2007-2013, 2008

Auteur : Moutoussamy C.

b) Le pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

Tableau 10 : Les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de la stratégie LEADER du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

| Territoire | Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne |
|---|--|
| La structure porteuse du GAL | Le syndicat Mixte du Pays |
| Le comité de programmation | 35 membres (40% d'acteurs publics et 60% d'acteurs privés) |
| Les outils pour piloter la programmation | <ul style="list-style-type: none"> • Mener des séances in situ (chez un porteur de projet qui a bénéficié de financements au titre du programme) • Utilisation de supports variés pour animer les réunions |
| Les ressources humaines dédiées à la gestion, animation et mise en œuvre | <ul style="list-style-type: none"> • 8 personnes dont : -3 personnes s'occupant de la cellule Europe -5 personnes chargées de l'animation du programme. |
| Les modalités de suivi | <ul style="list-style-type: none"> • Fiches d'évaluation remplies par les porteurs de projets chaque année • bilan annuel d'activités |
| Les modalités d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation à mi-parcours • Evaluation finale |
| Part du budget total allouée | 17,6% |

Source : Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER, 2008

Auteur : Moutoussamy C.

c) Le pays de La Châtre en Berry

Tableau 11 : Les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de la stratégie LEADER du Pays de La Châtre en Berry

| Territoire | Pays de La Châtre en Berry |
|---|---|
| La structure porteuse du GAL | Le syndicat Mixte du Pays |
| Le comité de programmation | Le GAL composé de 43 membres (dont 18 acteurs publics et 24 acteurs privés) |
| Les outils pour piloter la programmation | <ul style="list-style-type: none"> • 3 commissions (essentiellement des acteurs privés, composition évolutive) |
| Les ressources humaines dédiées à la gestion, animation et mise en œuvre | <ul style="list-style-type: none"> • 3 personnes au GAL dont : -1 personne chargée de la mise en œuvre du programme - 1 personne chargée de la coordination du programme avec les autres programmes du |

| | |
|-------------------------------------|--|
| | territoire -1 personne chargée des financements LEADER <ul style="list-style-type: none"> • 6 personnes au sein de l'équipe opérationnelle chargées de l'animation, de la gestion du programme, de la coopération, des plans de financement dans les secteurs du tourisme, économie, habitat... |
| Les modalités de suivi | <ul style="list-style-type: none"> • Un tableau de bord à suivre pour le comité de programmation • Fiches suivi-évaluation remplies par les porteurs de projets • contrôle du « service-fait » : vérification comptable des opérations financées et de la réalisation du projet par une visite de terrain |
| Les modalités d'évaluation | <ul style="list-style-type: none"> • Evaluation à mi-parcours • Evaluation finale |
| Part du budget total allouée | 8% |

Source : Candidature au programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2002

Auteur : Moutoussamy C.

d) Bilan du pilotage, du suivi et de l'évaluation sur les 3 territoires d'étude

• Le pilotage de la stratégie

On observe que les trois territoires étudiés présentent des structures identiques en termes de pilotage de la programmation : un Groupe d'Action Local et un comité de programmation.

En effet, dans le cahier des charges du programme LEADER, il est spécifié que les projets soutenus devront être fondés sur :

« - Un partenariat public-privé chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de développement et rassemblée au sein du Groupe d'Action Locale (GAL)

- une approche ascendante : le GAL est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie, en particulier par l'intermédiaire d'un comité de programmation... ».

(Région Centre Programmation de développement rural 2007-2013 : Appel à projet LEADER ; 2007)

Pour autant, le programme LEADER ne fixe pas de méthodes ou d'outils pour accompagner le comité de programmation dans le choix des projets. Les trois territoires étudiés présentent des méthodes différentes. En effet, le Pays de Touraine Coté Sud souhaite instaurer des principes de sélection des projets qui seront préalablement définis.

Par ailleurs, chaque projet sera soutenu lors des réunions du comité par les porteurs de projet eux même, afin de permettre une plus grande proximité entre les porteurs de projets et le comité de programmation.

Enfin les projets ayant été financés par le programme LEADER seront visités chaque année.

Concernant le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne, il est souhaité que le comité de programmation mène des séances *in situ*. Il s'agit de mener des réunions chez un porteur de projet qui a bénéficié de financements au titre de la programmation LEADER. Ainsi, les membres du comité peuvent s'assurer du bon usage des fonds, cela favorise les échanges et permet de maintenir un niveau de présence plus important lors des réunions.

Par ailleurs, il préconise également de travailler avec des supports variés afin de pallier la monotonie des dossiers.

Enfin le Pays de La Châtre en Berry, s'est muni pour le programme LEADER précédent de trois commissions thématiques qui suivent les 3 axes du plan de développement :

- une commission « produits d'appel »,
- une commission « accueil »
- une commission « promotion ».

Ces trois commissions doivent pré-instruire les dossiers, participer à l'animation du programme, mener des réflexions et faire des propositions en fonction de leur thématique.

Les moyens humains dédiés à la mise en œuvre de cette stratégie sont variables d'un territoire à un autre. Les GAL étudiés s'appuyant sur une partie du personnel du Pays (ex : comité technique du Pays de Touraine Coté Sud).

• ***Le suivi de la stratégie***

Concernant le suivi du programme, il est mené sur les trois territoires par le comité de programmation et les animateurs chargés de la mise en œuvre sur le terrain.

Différents outils assurent ce suivi :

- le tableau de bord qui permet de suivre les opérations réalisées et les financements alloués par axe,
- le rapport d'activités annuel grâce auquel le comité de programmation peut faire le bilan,
- les fiches de suivi-évaluation remplies par les porteurs de projets.

Seul un ou deux des ces outils est utilisés selon le Pays étudié.

Enfin le territoire de La Châtre est le seul à mentionner le contrôle du « service fait » qui consiste à vérifier d'un point de vue comptable que les fonds alloués à un projet ont été utilisés pour ce projet uniquement. Cette vérification comptable est complétée par une visite de terrain permettant de s'assurer que le projet a bien été réalisé.

• ***L'évaluation***

L'évaluation est une étape obligatoire car tout apport de fonds européens doit faire l'objet d'une évaluation afin :

- de rendre compte de l'utilisation des fonds,
- de mesurer les apports des fonds européens sur le développement du territoire,
- de mesurer la valeur ajoutée des programmes communautaires sur les pratiques locales de développement.

Afin de répondre à ces objectifs, les trois Pays étudiés ont fait le choix de mener 2 évaluations l'une à mi-parcours et l'autre à la fin du programme. L'évaluation à mi-parcours doit permettre de faire un bilan et donner des perspectives d'ajustements. Quant à l'évaluation

finale, elle doit mesurer l'ensemble des effets produits par la mise en œuvre de la stratégie. Le Pays de La Châtre en Berry a choisi de faire appel à un prestataire extérieur pour ces 2 évaluations.

La part du budget attribuée à la gestion, l'animation, le suivi et l'évaluation de la stratégie, sur les territoires d'études varie entre 8 et 17,6% de la part du budget total prévu. Ceci se comprend aisément, les dispositifs et les moyens humains dédiés à la mise en œuvre de la stratégie n'étant pas les mêmes.

Bilan de la partie II

Les trois stratégies d'accueil étudiées sont issues de candidatures au programme LEADER+ pour les périodes 2000-2006 et 2007-2013 ce qui leur confèrent certaines caractéristiques. En effet, pour postuler à ce programme il est nécessaire de répondre à un certain nombre de critères : modalités d'élaboration de la stratégie, approche globale multisectorielle, modalités de gestion fixées, etc. Ces critères participent à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de développement local sur un territoire.

La première étape, l'élaboration de la stratégie constitue un moment clef dans la conception de cette politique qui se veut être une politique de développement local. En effet, c'est le moment où les acteurs du territoire sont réunis pour construire une vision partagée de leur territoire, dégager les enjeux et décider d'une stratégie à suivre. Cette phase est également l'occasion de poser les bases futures d'une coopération entre tous les acteurs (acteurs publics-acteurs privés, acteurs privés-acteurs privés), et ainsi de créer un réseau d'acteurs.

Par ailleurs, développer une politique d'accueil sur un territoire à dominante rural, en direction des populations et des entreprises nécessitent des actions dans de nombreux domaines : l'habitat, le transport, les commerces, les services collectifs de proximité, les services à la personne,...

Globalement les orientations prises dans les stratégies d'accueil sont :

- le développement économique et l'accueil des entreprises,
- le développement de l'accueil des populations,
- la promotion et la communication sur le territoire,
- la coopération interterritoriale.

Ce sont donc des stratégies globales, multisectorielles et transversales. L'objectif poursuivi pour les trois territoires étudiés étant de conserver un rôle multifonctionnel en tant que lieu de vie, lieu de travail et lieu de loisir. Les orientations prises dans les différentes stratégies témoignent de cette volonté des territoires à ne pas être simplement un territoire où on habite mais aussi un territoire où l'on travaille.

La mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la stratégie se font selon les modalités fixées par le programme LEADER (GAL, Comité de programmation) et par le territoire lui mêmes (moyens humains et financiers alloués).

De cette étude, il ressort également que les trois stratégies reposent sur les ressources existantes du territoire. Ceci explique le fait que certaines orientations soient plus financées que d'autres. La stratégie d'accueil est donc construite comme une stratégie de développement local reposant sur une synergie et un réseau d'acteurs et un projet partagé par ces derniers basé sur les ressources du territoire. Ainsi, il n'y a pas de stratégie type mais autant de stratégies que de territoires.

Au regard des principes de l'économie présentielle, la stratégie d'accueil ne poursuit pas exactement les mêmes objectifs qu'une stratégie purement présentielle. La stratégie présentielle mise sur le développement de l'attractivité des territoires afin d'attirer une catégorie de résidents : ceux dont le revenu n'est pas créé sur le territoire (touristes et/ou résidents travaillant ailleurs

et/ou retraités). L'objectif est de faire habiter de manière temporaire ou permanente les populations accueillies mais en aucun cas de les faire travailler sur le territoire. L'ambition de la stratégie présentielle se cantonne à la venue de résidents permettant aux activités liées à la présence de populations de se maintenir, voire de se développer. Il s'agit bien de miser sur le « territoire-dortoir » et les revenus que cela génère.

Les stratégies d'accueil de nouvelles populations et d'entreprises étudiées, porte l'ambition de faire de ces Pays ruraux de véritables lieux de vie, où toutes les fonctions sont présentes : habiter, travailler, se divertir. Le développement de la fonction « travailler » ne fait pas partie des objectifs de la stratégie présentielle. Pour autant, ces deux stratégies ne sont pas incompatibles puisqu'une stratégie d'accueil répond aux objectifs d'une stratégie présentielle quant au développement des activités reposant sur la présence de résidents permanents ou temporaires. On peut dire que la stratégie d'économie présentielle est intégrée à la stratégie d'accueil, notamment dans les orientations relatives à :

- l'accueil de nouvelles populations,
- la promotion et la communication sur le territoire
- l'intégration du développement durable.

Concernant les relations interterritoriales, elles doivent être pensées au-delà du simple échange d'expériences entre territoires confrontés aux mêmes problématiques. En effet, le concept d'économie présentielle reposant sur l'attraction de populations dont le revenu est créé ailleurs, il est indispensable que les territoires créent des relations avec ces espaces plus dynamiques dans le but de renforcer leur propre attractivité.

A partir des trois territoires d'études, on peut dire que la mise en œuvre d'une stratégie de développement de l'économie présentielle sur un territoire se traduit dans la mise en œuvre d'une stratégie d'accueil de nouvelles populations. Pour autant, comme il a été dit précédemment la stratégie d'accueil va au-delà des ambitions « préSENTIELLES » puisqu'elle vise à développer également les secteurs de l'économie en milieu rural (agriculture, artisanat,...).

Partie III : Retour d'expérience sur les stratégies d'accueil

Dans la partie précédente, l'étude des stratégies d'accueil nous a permis de voir comment une stratégie présenteielle pouvait être appréhendée sur des espaces à dominante rurale. Pour autant, ces documents étant des documents stratégiques, ils ne couvrent pas la réalité de la mise en œuvre d'un tel programme. Il nous a donc semblé judicieux de compléter cette étude des stratégies d'accueil par l'évaluation à mi-parcours de la programmation LEADER 2000-2006 du Pays de La Châtre en Berry, et par des entretiens avec des acteurs travaillant sur ce type de stratégie. L'objectif de cette partie est de donner la vision des acteurs locaux sur la stratégie et sa mise en œuvre.

I. Evaluation à mi-parcours de la stratégie d'accueil du Pays de La Châtre en Berry

Il s'agit d'une évaluation des deux premières années de la mise en œuvre de la programmation LEADER+ 2000-2006, réalisée par un prestataire extérieur au territoire. Cette évaluation porte donc sur la période 2002-2004 de la mise en œuvre de la stratégie du Pays dans le cadre de ce programme.

1. Le plan de développement du programme Leader + du Pays de La Châtre en Berry

Dans la partie précédente, des axes et des sous-axes de la stratégie du territoire ont été développés. Pour autant, il convient de voir la stratégie dans sa globalité avant de passer à son évaluation.

Le thème fédérateur de cette stratégie est : « Accueil de nouveaux acteurs et de nouvelles entreprises ». L'objectif étant de « renforcer l'attractivité du territoire pour faire de l'accueil, et notamment économique, un axe de développement à part entière dans la stratégie de développement du territoire ».

Le plan de développement du territoire dans le cadre de la programmation LEADER + est donc le suivant :

AXE 1 : Constituer des produits d'appel pour l'accueil

Sous-axe 1 : Valorisation de la notoriété culturelle du Pays

Sous-axe 2 : Appui à l'émergence de lieux d'accueil structurants

AXE 2 : Développer des modalités d'accueil des nouveaux arrivants

- Sous-axe 3 : Service d'accueil et d'orientation sur le territoire

- Sous-axe 4 : Mise en relation de l'offre et de la demande de logements

- Sous-axe 5 : Mise en place de formations

AXE 3 : Faire connaître et promouvoir

-Sous-axe 6 : Plan de communication

AXE 4 : Développer un partenariat pour mettre en œuvre le programme

- Sous-axe 7 : Animation du programme
- Sous-axe 8 : Gestion du programme
- Sous-axe 9 : Suivi de l'évaluation.

(Dossier de Candidature au programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2002)

L'évaluation à mi-parcours porte principalement sur les actions menées dans le cadre des 6 premiers sous axes, car l'analyse des sous-axes 7, 8, et 9 a un intérêt limité dans le cadre de l'analyse du programme d'action. (Rapport d'évaluation à mi-parcours du programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry, 2006)

2. Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la stratégie d'accueil du Pays

Cette évaluation à mi-parcours a pour objectif de vérifier les impressions et les hypothèses apparues durant les deux premières années, de faire apparaître des réussites et les échecs du programme et d'en déterminer les causes. Enfin, il est aussi demandé à la structure s'occupant de l'évaluation de définir des propositions pour l'amélioration de la conduite du programme.

La méthode suivie a donc été une analyse des opérations relatives aux 6 premiers sous-axes selon les critères généraux suivants :

- définition et typologie des projets,
- recensement des porteurs de projets,
- recensement des projets initialement prévus, réalisés et non réalisés,
- bilan financier du sous-axe.

Ces projets sont aussi analysés par le biais de critères spécifiques :

- évaluation du lien avec la thématique de l'accueil,
- évaluation du lien avec l'objectif du sous axe,
- évaluation du lien avec les spécificités LEADER+.

Les résultats qui vont suivre sont issus du Rapport d'évaluation à mi-parcours du programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry.

a) Avancement du programme par sous axe

Les actions menées sur le territoire ont surtout concerné les sous-axes 1 et 3. Les projets du sous-axe 2 (développement économique) ont du mal à démarrer, pourtant ce sont des orientations importantes du programme. Après deux ans de programmation, les financements européens au titre du programme LEADER ont été consommés à hauteur de 30%.

Les sous-axes 1 et 3 ayant consommé respectivement 60% et 30% du montant total prévu pour la réalisation du programme, une demande de réabondement des financements a été faite en 2005. Seuls les sous-axes 3 et 4 ont été réabondés et cela a permis de compenser la consommation initiale des financements. Ainsi le déséquilibre des deux premières années a été compensé.

b) Le bilan de la politique d'accueil

Pour faire le bilan sur la politique d'accueil menée par le biais de ce programme 54 porteurs de projets ont été sollicités, seuls 32 porteurs ont répondu au questionnaire. A la question : « votre projet contribue t-il à l'accueil de nouveaux résidents et/ou de nouveaux acteurs économiques ? » les réponses ont été :

- « oui tout à fait » pour 5 personnes,
- « oui plus tôt » pour 19 personnes
- « Non pas vraiment » pour 5 personnes.

Sachant que 3 personnes ont refusé de se prononcer, on remarque que la majorité des acteurs sont d'accord pour dire que leur projet contribue à l'accueil.

Pour autant cela ne signifie pas que la politique d'accueil voulu par le territoire constitue un véritable objectif pour les acteurs locaux.

En effet, le bilan des projets réalisés montre que l'objectif premier des porteurs de projets est de mettre en valeur le territoire. Le second étant le développement de nouveaux services. Il semblerait que l'accueil de nouveaux acteurs et de nouvelles entreprises ne soit pas considéré comme un objectif principal mais comme une conséquence permettant aux projets de s'inscrire dans le cadre du programme LEADER+ du territoire.

On remarque que les projets réalisés dans le cadre des sous-axes 1 et 3 relèvent de la valorisation du patrimoine culturel et du développement de nouveaux services mais pas à améliorer l'accueil et l'intégration de nouveaux arrivants.

Le rapport d'évaluation à mi-parcours du programme LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry conclut sur le fait que les projets menés sur la période 2002-2004 ont contribué à rendre plus attractif et plus attrayant le territoire. Pour autant, il n'est pas certain qu'ils aient rendu le territoire plus accueillant.

Les porteurs de projets semblent avoir du mal à mettre cette thématique au cœur de leurs projets, ceci peut s'expliquer par un manque d'appropriation du thème.

Ainsi, il est proposé au territoire de mener des actions :

- de sensibilisation à la thématique de l'accueil comme outil de développement rural et non comme une finalité,
- d'incitations à la réalisation de projets liés directement à la politique de l'accueil,
- de mobilisations et de formations pour les porteurs de projets sur l'accueil.

c) La répartition des actions

Durant les deux premières années de mise en œuvre du programme, 169 projets ont été réalisés, à l'initiative de 84 porteurs de projets (60 porteurs privés et 24 publics). Cependant, le rapport d'évaluation met en évidence que l'ensemble du territoire ne bénéficie pas du programme LEADER+. En effet, sur 51 communes, seules 22 communes ont vu se dérouler au moins un projet financé par le programme.

Les cantons de La Châtre et de Neuvy Saint Sépulchre comptent l'essentiel des projets réalisés, avec une initiative importante des porteurs de projets privés :

- 25 projets mis en œuvre pour le canton de La Châtre
- 15 réalisations pour le canton de Neuvy Saint Sépulchre. Ceci est dû au réseau associatif important sur ces deux cantons.

A l'inverse, les cantons de d'Aigurande et de Sainte-Sévère profitent peu du programme. Le canton d'Aigurande compte 8 réalisations portées essentiellement par les municipalités (seuls 2 projets ont été à l'initiative de porteurs de projets privés). Quant au canton de Sainte-Sévère, 5,5 réalisations ont abouti dont 2 études portées par la Communauté de commune de La Châtre Sainte-Sévère. Ceci ne traduit pas un manque de besoin mais un manque de porteur de projet.

Il est donc proposé au Pays de mener une communication spécifique auprès des territoires où il y a peu de projets afin d'informer sur le programme. Chaque habitant étant considéré comme un porteur de projet potentiel, il s'agit d'inciter au montage de projet en accord avec le thème de l'accueil.

d) Les résultats de l'intégration de nouvelles formes de travail

Le programme LEADER+ dans son cahier des charges stipule qu'il soutient les projets fondés sur : - le partenariat local,

- une approche globale multisectorielle,
- la mise en œuvre d'approches innovantes,

- la mise en œuvre de projets de coopération entre territoires. (Région Centre, Programmation de développement rural 2007-2013 : Appel à projet LEADER, 2007)

Les projets réalisés durant les deux premières années de mise en œuvre de la stratégie du Pays de La Châtre en Berry respectent ils ces principes ?

Pour vérifier l'intégration de ces principes dans les projets, la question suivante a été posée : « votre action aurait elle vu le jour sans le soutien du programme LEADER ? »

Sur les 32 porteurs de projets, 2/3 répondent « non ». Le caractère financier de ce programme semble déterminant dans la réalisation des projets.

Pour s'en assurer, il est demandé aux porteurs de projet : « l'apport financier a-t-il été le seul bilan du programme pour vous ? » Seuls 1/3 des porteurs de projets répondent que le programme LEADER+ a modifié leurs façons de faire.

Concernant le travail en partenariat, 8 ont effectué des recherches de partenaires dans le cadre de montage de projet et 23 pensent que le réseau de partenaires s'est agrandi. On compte environ 30 projets ayant adopté une démarche multipartenaire (échanges, mutualisation de savoir et de compétences,...) sur 169.

Quant à l'innovation, la quasi-totalité des porteurs de projets pense que leurs actions sont innovantes. Toutefois, il s'agit davantage de nouveautés que d'innovations car les deux types d'innovations les plus cités sont : nouveaux services aux habitants et nouvelles actions inspirées d'un autre territoire.

Il faut noter également, que les démarches multisectorielles dans les projets sont rares, excepté dans les secteurs qui travaillent déjà ensemble, tels que le tourisme et le secteur culturel. Peu de projets témoignent de réels échanges entre acteurs travaillant dans différents secteurs d'activités. Par ailleurs, les projets sont limités en termes d'étendue car le fait qu'il y ait peu de structures travaillant sur l'ensemble du Pays, des projets à cette échelle ont du mal à voir le jour, notamment dans le secteur économique.

Enfin, la coopération ; dans le programme LEADER+ précédent (2000-2006), n'est pas inscrite comme orientation dans le plan de développement mais fait l'objet d'un autre volet. Ainsi, il n'y a pas de financement prévu pour la coopération entre les territoires. Les porteurs de projets qui recherchent dans ce programme essentiellement une source de financement semblent avoir un intérêt limité pour la coopération. Au bout des deux ans de programmation, il n'y a eu aucune réalisation et peu de perspectives se présentent.

Au total, on peut dire que l'apport du programme LEADER, selon les porteurs de projets, s'inscrit dans « l'ambition et la qualité du projet, ainsi que dans la durabilité des actions ». Pour autant, en termes d'intégration de nouvelles formes de travail, peu de porteurs de projets ont construit leurs projets en fonction des spécificités du programme LEADER. De plus, une large majorité de ceux-ci déclare que le programme n'a pas changé leur manière de travailler.

Il est donc proposé au GAL du Pays de La Châtre en Berry de faire une sélection plus stricte des projets proposés et d'inciter les porteurs de projets à s'essayer dans de nouvelles démarches de travail.

e) Bilan de l'animation du programme et de son efficacité

Pour effectuer ce bilan, les structures et les outils ayant un rôle dans l'animation et la mise en œuvre du programme ont été analysés.

Le Conseil de développement intervient dans l'animation du programme en présentant les dossiers des porteurs de projets et en orientant le programme lors des réunions stratégiques avec le Comité de programmation. Concernant sa première mission, aucun problème n'a été relevé. A l'inverse, l'orientation du programme durant les réunions avec le Comité de programmation est source de conflit. Le conseil de développement n'est pas consulté lors de la prise de décision, il n'a aucun pouvoir de décision.

Ceci peut engendrer des risques de démobilisation des membres du conseil de développement qui sont aussi des partenaires privés.

Le comité de programmation chargé de la mise en œuvre du programme, décide des projets à réaliser et des orientations à donner au programme. Le comité est composé de 27 membres : 19 acteurs privés et 8 acteurs publics (2 élus par canton). On remarque que dans la composition du Comité de programmation : 2/3 des représentants du secteur privé sont du canton de La Châtre dont 9 de la commune de La Châtre.

Cette répartition géographique de la provenance des membres du comité pourrait jouer un rôle dans le faible nombre de projets réalisés sur certains cantons. En effet, il faut prendre en compte que les membres du comité de programmation sont les « ambassadeurs » du programme auprès des acteurs locaux et sont à l'initiative de projets sur leur territoire. En effet, il est constaté que 1 membre du comité sur 2 a déposé un dossier de projet LEADER+.

Le comité de programmation rencontre également un autre problème quant au choix des projets. Le thème de l'accueil étant très large, les projets participant à l'accueil sont nombreux. Au bout des deux ans de programmation, le comité ne dispose comme outil d'aide à la décision que d'une liste détaillant les projets éligibles et non éligibles au titre de la stratégie ce qui explique les difficultés rencontrées.

Toutefois, un point positif dans l'animation et la mise en œuvre de la stratégie d'accueil du Pays est dans les ressources humaines allouées au programme. Le choix de mettre deux personnes à temps plein sur cette stratégie est coûteux mais payant car beaucoup de projets émergent et contribuent à la consommation totale de l'enveloppe attribuée pour ce programme.

De plus, les porteurs de projets témoignent d'un accompagnement satisfaisant : 25/32 déclarent être satisfaits et 6/32 se disent satisfaits par l'aide technique reçue lors du montage de dossier.

Enfin, dans l'animation du programme il est indispensable de communiquer. Cette communication doit se faire à deux niveaux :

- en interne entre les acteurs travaillant sur l'animation, la mise en œuvre et le suivi,
- en externe, en direction des acteurs locaux et de la population locale.

Le Pays a mené une action de communication en début de programme (1500 plaquettes d'information pour les partenaires du programme). Cette opération n'a pas été renouvelée depuis et on constate que les porteurs de projets ont eu connaissance du programme par les mairies, les réseaux professionnels et personnels.

Il est donc proposé au Pays de communiquer davantage et d'utiliser la presse qui constitue un moyen peu coûteux et à diffusion large.

Pour conclure sur les deux années de mise en œuvre de la stratégie d'accueil du Pays de La Châtre en Berry, on peut dire que le territoire présente un bilan à mi-parcours mitigé. En effet, 169 projets ont été conclus par 84 porteurs de projets. Toutefois ces projets sont réalisés, pour la plupart, dans le cadre de 2 sous-axes du plan de développement. Les actions dans les 4 autres sous-axes sont peu nombreuses faute de porteurs de projets. Par ailleurs, l'ensemble du territoire ne bénéficie pas de la programmation puisque l'essentiel des projets sont localisés sur 2 des 4 cantons du Pays.

Les projets réalisés permettent également de noter que les acteurs locaux du territoire ne se sont pas appropriés le thème de l'accueil, qu'ils appréhendent comme une conséquence de leur action et non comme l'objectif principal. On retrouve cette difficulté chez les membres du comité de programmation qui sont les porteurs de la stratégie. En effet, dans la sélection des projets, il est difficile de faire un choix car le thème de l'accueil touche de nombreux secteurs et un grand nombre d'actions peuvent contribuer à rendre plus attractif et plus accueillant le territoire.

Quant aux nouvelles formes de travail que souhaite instaurer le programme LEADER+, le bilan est également mitigé : le partenariat tend à s'améliorer, les projets présentant une approche multisectorielle sont peu nombreux, et il n'y a pas de réelle innovation au sein des projets, la coopération entre territoires est à l'arrêt.

Enfin, en termes d'animation et mise en œuvre, les outils et structures du territoire fonctionnent bien mais des améliorations sur la sélection des projets doivent être menées, notamment pour permettre la réalisation de projets dans l'ensemble des sous-axes du programme.

De cette évaluation à mi-parcours, au total le Pays de La Châtre en Berry a un certain nombre de réajustements à mener afin d'atteindre l'ensemble de ses objectifs concernant l'ensemble du programme.

On peut remarquer également que le bilan n'est fait que par rapport au nombre de projets financés. Pour autant, une politique d'accueil sur un territoire a d'autres impacts que la réalisation de projets tels qu'un accueil effectif de résidents permanents ou temporaires, un développement de la culture de l'accueil sur le territoire, etc. L'évaluation ne considérant que les projets mis en œuvre, elle ne permet pas de mesurer les retombées de la stratégie en termes de populations, d'entreprises créées ou reprises, de changement de mentalité (développement d'une culture de l'accueil sur le territoire). Ces éléments sont pourtant au cœur de la stratégie.

II. « Dire d'acteurs »

L'objectif de cette partie est de donner une vision globale des stratégies d'accueil menées sur les territoires à dominante rurale : les points positifs et négatifs de cette politique relevés par des acteurs impliqués dans ce type de stratégie.

Pour ce faire 5 entretiens semi-directifs et téléphoniques ont été menés avec des acteurs travaillant sur ce type de stratégie en milieu à dominante rurale, dont 2 avec des acteurs des territoires de La Châtre en Berry et de Touraine Coté Sud⁷. Ces entretiens ont été complétés par des témoignages recueillis lors de la journée de Pré-rencontre Régionale de l'Université Européenne de l'Accueil à Clermont-Ferrand qui a eu lieu le 25 Avril 2008 à Loches⁸. Cette journée organisée par le Pays de Touraine Coté Sud et le Collectif Ville Campagne avait pour thème :

« Quelle communication pour quel accueil des porteurs de projets de moyennes et très petites entreprises ? »

De nombreuses structures travaillant sur cette stratégie étaient présentes ainsi que des territoires travaillant sur cette thématique et des acteurs privés du Pays de Touraine Coté Sud.

L'ensemble des témoignages recueillis par les entretiens et lors de cette journée est présenté sous forme de synthèse.

1. Les principes de base d'une stratégie de l'accueil

Les stratégies d'accueil sont vues, avant tout, comme des politiques de développement rural, basées sur l'offre du territoire. Elles sont également pensées comme des politiques de développement local impliquant une synergie des acteurs du territoire.

Globalement, 3 conditions apparaissent nécessaires pour mener une stratégie d'accueil :

- une bonne connaissance de son territoire,
- la mise en place de conditions de réceptivité des populations et des entreprises,
- l'adaptabilité et la réactivité du territoire et de sa population par rapport à la demande des nouveaux arrivants.

Les politiques d'accueil sont également perçues comme des politiques structurantes qui comprennent plusieurs dimensions :

- la transversalité,
- le multipartenariat (synergie d'acteurs variés, partenariat public-privé),
- l'interterritorialité (les relations avec les territoires environnants),
- la temporalité (les actions doivent être pensées sur du long terme, prospective et durabilité sont indispensables).

Les territoires sont encore en phase d'apprentissage par rapport à ces nouvelles formes de travail nécessaires à la mise en œuvre des politiques d'accueil. En effet, il s'agit de mettre en place un véritable changement de culture de travail, un changement de mode de pensée

⁷ Questionnaire des entretiens et liste des personnes interrogés en annexe.

⁸ Programme de la journée de Pré-rencontre Régionale de l'Université Européenne de l'Accueil à Clermont Ferrand

(penser dans la globalité et non par secteur). Ce changement de culture et cette réflexion globale nécessite la participation de tous les acteurs du territoire : élus, techniciens, acteurs de la société civile, etc.

Par ailleurs, les stratégies d'accueil sont tournées vers l'innovation et exigent donc des territoires, de la réactivité pour répondre aux besoins des populations et des entreprises.

La difficulté principale des stratégies d'accueil réside dans l'évaluation. Il existe peu d'outils permettant d'évaluer les effets induits de cette stratégie en termes de démographie, de culture de travail, de développement de la culture de l'accueil, de changement de mentalité. Ces effets ne peuvent être mesurés par des statistiques, les évaluations actuelles se concentrant principalement sur le nombre de projets réalisés.

Quant au suivi de la stratégie, celle-ci est menée au fil de l'eau, en fonction des élus, du budget, des besoins des populations et des entreprises.

2. Une stratégie de développement local

Un autre constat qui ressort de l'ensemble des témoignages recueillis est que les stratégies d'accueil reposent sur les potentialités des territoires.

Pour illustrer ce propos, on peut citer l'exemple du territoire de Vienne Glane, dont la stratégie d'accueil repose sur l'accueil de commerces. Ancien espace industriel, ce territoire connaît encore un certain dynamisme et est attractif pour les entreprises commerciales. Ces commerces sont attractifs pour les résidents des territoires proches qui viennent faire leurs courses et participent ainsi à l'économie locale de la Communauté de Commune. De plus, en raison de sa proximité avec l'aire urbaine de Limoges, le territoire accueille de plus en plus de résidents actifs travaillant ailleurs. Pour autant, l'accueil de population n'est pas une orientation prévue au titre de la stratégie d'accueil car la communauté de commune n'a pas de compétences en urbanisme. L'accueil des populations est donc laissé à la gestion des communes.

Les secteurs touristiques, des services à la personne, etc., ne sont pas développés dans cette stratégie. Le territoire de Vienne Glane a donc choisi de miser sur le développement économique par rapport aux potentialités du territoire et des compétences de la Communauté de Commune. (Regeasse A., communauté de commune de Vienne-Glane)

Par ailleurs, en termes de modes de travail on remarque que certains territoires ont choisi de mener des politiques d'accueil formalisées et inscrites dans des documents cadre et d'autres qui choisissent de travailler à partir d'une stratégie décidée en interne (élus et techniciens). Les acteurs interrogés travaillant sur des politiques d'accueil non formalisées disent que la stratégie menée est davantage tournée vers l'opérationnel et l'absence de cadre stratégique donne davantage de liberté pour s'adapter et innover face aux besoins qui sont en constante évolution.

Le principal atout des stratégies formalisées semblerait être dans la communication avec l'ensemble des acteurs locaux. Elles permettent donc d'inscrire le territoire dans une politique cadrée avec des actions pensées dans le temps.

Le choix de la formalisation de la stratégie semble dépendre des territoires, des élus et de leur culture de travail. « C'est une histoire d'hommes » et ceci est un des principes fondateur du développement local.

3. Les objectifs poursuivis

L'objectif poursuivi par ces espaces à dominante rurale est de conserver leur rôle de lieu de vie. Les jeunes, les actifs, les porteurs de projets de PME et/ou de TPE, constituent le public visé pour les territoires interrogés.

Les actions menées dans le cadre de la stratégie touchent de nombreux secteurs : l'habitat, les services, la qualité de vie, la création d'entreprises innovantes...Il s'agit de « faire venir » des populations qui vivent et travaillent sur le territoire. Les territoires à dominante rurale s'engageant dans des stratégies d'accueil font le pari du lieu de vie multifonctionnel et non celui de la « cité dortoir ».

Par ailleurs, on note qu'aucune des stratégies mise en place sur les territoires (territoire où les témoignages ont été recueillis) ne sont pas formalisées comme étant des politiques de développement de l'économie présentielle. Ce concept est peu connu et même si les territoires sont dans des stratégies d'accueil qui participent au développement de l'économie présentielle, à aucun moment certains axes ne sont présentés comme des mesures de développement de l'économie présentielle.

Il faut bien noter que pour certains élus ruraux le développement rural est encore synonyme d'installation d'unités de production et leurs actions se concentrent donc sur la création de zones d'activités. Il est difficile de changer les mentalités et de montrer que l'accueil peut constituer une voie de développement. On comprend alors les réticences de certains des techniciens interrogés de parler d'économie présentielle à leurs élus, d'un développement tourné uniquement sur le développement des activités résidentielles.

4. Les outils de la stratégie

Les outils développés dans cette partie sont en direction des porteurs de projets qui souhaiteraient s'installer en milieu rural. L'ensemble des témoignages ont été recueillis lors de la Pré-rencontre Régionale de l'Université Européenne de l'Accueil.

a) Accompagnement des porteurs de projets et entreprises

De nombreuses structures telles que le Chambre des Commerces et d'Industrie, la Chambre des métiers, proposent des dispositifs d'accompagnement et d'aide aux porteurs de projets. Ces aides permettent d'accompagner les porteurs dans la définition de leur projet et les informer sur les aides financières possibles. Pour autant, les porteurs de projets peuvent rapidement être découragés par l'éparpillement des organismes qui gèrent ces aides. La nécessité de créer un guichet unique regroupant l'ensemble des organismes intervenant dans l'accompagnement des porteurs de projets se fait de plus en plus pressante.

Toutefois, ce ne sont pas seulement les porteurs de projets qui ont besoin d'un accompagnement. Les entreprises existantes sur le territoire ont également besoin d'aide lors des montages de dossiers où quand de nouveaux marchés doivent être développés (export, nouveau produit, etc.). Les demandes des entrepreneurs se font donc à deux niveaux :

- d'un point de vue administratif pour le montage des dossiers
- d'un point de vue des formations afin de mieux appréhender les nouvelles voies dans lesquelles ils souhaitent se lancer.

Il est donc essentiel de développer une ingénierie des projets permettant d'accompagner les porteurs de projets. Il est à noter également que les entrepreneurs souhaitent plus d'échanges avec les collectivités afin de favoriser l'adéquation des outils mis en place et les besoins des entrepreneurs. Les témoignages des trois entrepreneurs du Pays de Touraine Coté Sud ont montré que la décision de l'installation en milieu rural dépendait davantage de la volonté des entrepreneurs que des services d'accueil proposés en termes d'accompagnement sur le territoire.

b) Les outils de prospection des porteurs de projets

Les outils développés dans le cadre des stratégies d'accueil sont : les sessions d'accueil et les concours de porteurs de projets.

• *Les sessions d'accueil*

Les sessions d'accueil sont des journées organisées par le territoire d'accueil où les porteurs de projets potentiels sont accueillis pour prendre connaissance du territoire, visiter les activités devant être reprises et définir leurs projets avec des acteurs travaillant dans le développement économique (Chambre de Commerce et d'Industrie, experts comptables, banques,...). L'objectif de ces sessions est de faire connaître les potentialités du territoire et ainsi attirer de nouveaux acteurs locaux ayant des projets à développer en milieu rural.

La mise en place d'une session d'accueil demande du temps pour travailler avec les élus quant à l'organisation, le budget, le type de session d'accueil, les partenaires techniques et financiers à associer, la communication autour de la session afin que les porteurs de projets s'inscrivent à la session.

Il faut noter qu'il existe différents types de session d'accueil : session avec sélection des porteurs de projets, session avec des propositions concrètes de reprises d'activités et session où on accueille le porteur de projet et on l'aide à définir son projet. Dans tous les cas, les porteurs de projets sont accompagnés plusieurs jours sur le territoire et en fin de session ils décident de s'installer ou non pour développer leur projet.

Le territoire de La Châtre en Berry a mené 2 sessions d'accueil en 2007. Lors de la première session, 8 porteurs de projets étaient intéressés pour une installation sur le territoire. Aujourd'hui ces personnes ne sont toujours pas installées et aucun suivi n'a été mené pour savoir s'ils souhaitent encore s'installer sur le territoire. Ceci à cause d'un manque de moyens humains dédiés au suivi des sessions d'accueil. Pour autant, il semblerait que la durée entre la session d'accueil et l'installation réelle sur le territoire soit de 1 an et demi. (J-Y. Pineau, Collectif Ville Campagne)

Quant à la deuxième session d'accueil, elle a été annulée car aucun porteur de projet ne s'était inscrit.

Néanmoins, sur le territoire de La Châtre en Berry, l'organisation de ces deux sessions a des points positifs : - permettre partenariat entre les acteurs privés et publics,

- contribuer au développement d'une culture de l'accueil,

- communiquer sur le territoire. (Natalie Robin Lamotte, pays de La Châtre en Berry)

- ***Le concours de porteurs de projets***

Cet outil a été utilisé au sein du Parc Naturel Régional (PNR) de la Brenne. Il s'agit d'un concours pour la création d'entreprises organisé par la maison des entreprises de la Brenne. Une large communication a été réalisée autour de ce concours, notamment par le biais de prospectus distribués au sein du PNR et dans un rayon relativement large en dehors.

A ce concours, il y a eu 23 dossiers éligibles parmi lesquels on compte :

- 90% de dossiers provenant de personnes issues du territoire,

- 10% de dossiers provenant de personnes qui connaissaient déjà le territoire après avoir passé des vacances et qui souhaitaient s'y installer.

Toutefois, le prix du concours ne suffisait pas pour motiver les gens à déménager dans la Brenne donc peu de projets ont été réalisés malgré le nombre de demandes ayant émergé lors de ce concours. Le nombre de candidature au concours peut s'expliquer par la communication importante qui s'est faite autour de ce projet.

Bien que peu de projets aient vu le jour, ce concours a eu des points positifs :

- en termes de communication pour savoir comment toucher un public large (prospectus dans les boîtes aux lettres)

- un travail en synergie avec les acteurs qui étaient déjà bien entamé auparavant.

Le territoire de la Brenne est surtout un territoire touristique, des outils à destination de ces derniers pourraient être développés tels que « les vacances constructives ». Il s'agit de donner la possibilité aux touristes de rencontrer les acteurs économiques du territoire durant leur séjour.

Pour conclure sur ces outils, il semble que le principal inconvénient réside dans le fait que la stratégie d'accueil étant peu évaluable, il est difficile de savoir si les outils utilisés sont pertinents et à pérenniser. Par ailleurs, le manque d'ingénierie au service de la politique d'accueil ne permet pas de mener un suivi des porteurs de projets prospectés et de rendre leur installation effective. Enfin, la communication semble être indispensable à ces démarches de prospection. (Cécile Gagnot, PNR de la Brenne)

En définitive, les acteurs de terrain semblent percevoir les politiques d'accueil comme étant des politiques de développement rural. Elles sont également appréhendées comme des politiques de développement local car reposent sur les potentialités et les acteurs des territoires. Toutefois, quelque soit les cultures de travail du territoire, les stratégies d'accueil semblent nécessiter des actions transversales, un travail multipartenaire et interterritorial et

enfin une planification des actions sur le long terme. Il s'agit donc d'intégrer de nouvelles formes de travail afin :

- d'avoir une bonne connaissance de son territoire,
- de mettre en place des conditions de réceptivité des populations et des entreprises,
- d'être adaptable et réactif par rapport à la demande des acteurs locaux (populations locales, entreprises,...). Ceci étant indispensable dans toute politique d'accueil.

Les témoignages recueillis montrent que territoires sont encore en phase d'apprentissage par rapport à cette stratégie.

Les acteurs s'accordent sur le fait que l'objectif poursuivi par ces politiques est de maintenir la multifonctionnalité au sein de ces espaces à dominante rurale afin que les populations puissent y vivre et travailler. Les territoires ne misent pas sur la « cité-dortoir » mais sur un accueil de potentiels porteurs de projets ou de repreneurs d'entreprises existantes.

On note également que le terme d'économie présentielle n'est pas mentionné, dans la majorité des cas parce qu'il n'est pas connu. Dans d'autres cas, il n'est pas évoqué car il est déjà difficile pour les élus d'abandonner l'idée du développement rural par le biais de l'installation d'unités de production pour accepter un développement rural fondé sur l'accueil de population.

Enfin concernant les outils de prospection des porteurs de projets dans les stratégies d'accueil, ils permettent de mettre en œuvre les nouvelles formes de travail, pour autant la difficulté d'évaluation des politiques d'accueil ne permet pas de juger de leur pertinence.

A cette difficulté s'ajoute un manque d'ingénierie en termes d'animation du programme et d'accompagnement des entreprises.

Bilan de la Partie III

Pour conclure sur la perception des stratégies d'accueil, on remarque que ces dernières sont appréhendées par les acteurs locaux comme des politiques de développement local et rural. Toutes les dimensions sont prises en compte : la transversalité, le multipartenariat, l'interterritorialité et la durabilité. L'objectif étant de faire de ces territoires de véritables lieux de vie, où les résidents « habitent et travaillent ».

Concrètement sur le terrain, il est difficile pour les acteurs locaux de prendre en compte toutes ces dimensions. C'est le cas, notamment des porteurs de projets qui parfois présentent des difficultés quant à l'appropriation du thème de l'accueil. Celui-ci est davantage perçu comme une conséquence de l'action alors qu'il devrait être au cœur des projets en tant qu'objectif premier de l'action à mener. De plus, les changements dans la culture de travail des acteurs se font avec parcimonie, très peu d'acteurs travaillent en partenariat sur des projets innovants touchant plusieurs secteurs.

Les membres du comité de programmation pourraient permettre une meilleure appropriation du thème auprès des porteurs de projets en sélectionnant des projets dont l'objectif premier est l'accueil. Cependant, ceux-ci éprouvent déjà des difficultés à sélectionner des projets car le thème étant très large, de nombreux types de projets peuvent contribuer à l'attractivité des territoires et donc à améliorer l'accueil.

Par ailleurs, peu de recul peut être pris sur la mise en œuvre de ces stratégies d'accueil car tous les effets induits en termes de l'accueil de nouveaux acteurs, de changement de culture de travail, du développement de la culture de l'accueil,..., sont difficilement évaluables par les statistiques classiques.

Concernant l'économie présentielle, ce terme est peu mis en relation avec la stratégie d'accueil. Il faut noter que le concept « présentiel » est récent et qu'il diffère du concept de « l'accueil » sur deux points principalement :

- la population ciblée,
- le développement économique du territoire fondé sur l'essor d'activités de services à la personne.

Le développement présentiel repose sur le fait de « faire venir » une population ciblée qui dépend des potentialités du territoire (potentiel touristique, cadre et qualité de vie, proximité des zones d'emplois,...). La présence de ces populations résidentes étant source de revenus pour le territoire. Il s'agit donc d'un développement fondé principalement sur la fonction résidentielle du territoire. Or, ces espaces à dominante rurale ont à cœur de maintenir la multifonctionnalité de leur territoire.

Pour passer à un développement rural uniquement fondé sur le développement de la fonction résidentielle cela nécessite un changement de mentalité des élus ruraux. De nos jours, certains territoires ruraux misent encore sur la mise en place de zones d'activités pour se développer économiquement et ont du mal à penser un développement rural qui se ferait par le biais de l'accueil. En conclusion, mener une stratégie présentielle stricte sur ces territoires n'est pas encore possible et nécessite un changement de mentalité des acteurs locaux.

Partie IV : Conclusions de la recherche empirique

I. L'appropriation du concept d'économie présentielle

L'étude concrète des stratégies d'accueil par le biais de documents stratégiques et par le recueil de témoignages montre qu'il n'y a pas d'appropriation du concept de développement territorial par l'économie présentielle. Ce concept, du fait de sa nouveauté est peu connu. Par ailleurs, les modèles de développement territorial, fondés sur le développement de l'économie productive, sont encore bien ancrés dans les esprits des élus. Ces derniers envisagent donc difficilement un développement rural qui n'inclurait pas le développement de l'économie productive.

Dans les espaces à dominante rurale, la stratégie qui s'apparente le plus à une stratégie de développement fondée sur du « présentielle » serait la stratégie d'accueil de nouveaux acteurs locaux (populations et entreprises). Pour autant, cette stratégie a pour ambition d'accueillir des populations sur les territoires à dominante rurale afin de conserver la multifonctionnalité de ces espaces. Il s'agit donc d'accueillir de nouveaux acteurs qui vont « vivre et travailler » sur le territoire et non de faire le pari de « cité dortoir » comme le suggère la stratégie de développement de l'économie présentielle. Ainsi, les populations ciblées par la stratégie d'accueil n'est pas aussi restreint que dans la stratégie présentielle car l'objectif n'est pas d'attirer des revenus créés ailleurs mais d'attirer principalement des populations qui vont créer leurs revenus sur le territoire (jeunes, des actifs porteurs de projets).

Pour autant, la stratégie d'accueil participe au développement de l'économie présentielle de ces territoires par le développement d'activités liées à la présence de résidents permanents ou temporaires, des enseignements pour la mise en place d'une stratégie présentielle peuvent donc en être tirés.

II. Les enseignements résultants des études de stratégies d'accueil

L'observation des stratégies d'accueil a montré que le développement de l'accueil repose avant tout sur une politique de développement rural fondée sur l'offre du territoire. Par ailleurs, l'accueil de population et d'entreprises étant un thème très large, il fait l'objet de politique de développement local. Ainsi, la construction d'une politique d'accueil se fait à partir d'une volonté et d'une vision communes des acteurs locaux pour leur territoire.

La mise en œuvre d'une politique d'accueil nécessite donc des projets conçus en partenariat avec d'autres acteurs, multisectoriels, et innovants. Ainsi, cette stratégie implique de l'ensemble des acteurs l'acquisition de nouveaux modes de travail afin de mener une stratégie globale et transversale sur le territoire.

Par ailleurs, il faut bien noter que le développement de l'accueil exige que les conditions de réceptivité soient développées, ainsi que les capacités d'adaptabilité et de réactivité par rapport aux besoins des nouveaux arrivants. Ces capacités nécessitent de nombreuses actions et un changement de mentalité et de culture de travail. Ainsi, les politiques de développement de l'accueil doivent être pensées dans le temps car ce sont des processus longs. En outre, il faut prendre en compte que l'arrivée de populations n'est pas sans incidence sur l'organisation et le fonctionnement au sein du territoire et sur les relations

interterritoriales (migrations pendulaires entre territoire de vie et territoire de travail). Il est donc indispensable de penser les actions de manière durable en intégrant à la réflexion autour de l'accueil de la prospective et le développement durable.

Dans les stratégies d'accueil observées, les orientations relatives au développement de l'accueil des populations étaient : - l'accueil de nouvelles populations,

- la promotion et la communication sur le territoire (notamment en direction du tourisme),

- l'intégration du développement durable dans les projets.

Ces orientations visent à mettre en place les projets indispensables à l'accueil en termes de structures d'hébergements, de transports, de services à la personne, de services de proximité,..., de promotion touristique avec un souci pour le développement durable en termes d'énergie et de protection des ressources naturelles et paysagères.

Ces actions répondent aux besoins de tous les publics : petite enfance, personnes âgées et handicapées,...

Les stratégies de développement de l'économie présentielle misent sur le développement de l'accueil de résidents permanents et temporaires au sein des territoires, afin de développer les activités qui sont liées à la présence de ces derniers. L'accueil de population, quelque soit la stratégie présentielle ou d'accueil d'acteurs locaux, nécessite les mêmes conditions de développement. Il s'agit pour le territoire, dans le cas des deux stratégies, de développer des conditions de réceptivité, ainsi que des capacités d'adaptabilité et de réactivité face aux besoins des nouveaux résidents.

On en déduit que les stratégies préSENTIELLES, reposant sur l'attractivité des territoires en matière d'accueil de population, s'inscrivent dans les politiques de développement local. De ce fait, elles doivent faire l'objet d'une construction et d'une mise en œuvre associant l'ensemble des acteurs du territoire (publics, privés et population locale). La mise en œuvre d'un tel projet est donc l'occasion pour les espaces à dominante rurale de construire un projet partagé et impliquant l'ensemble des secteurs économiques et de la population du territoire. C'est également une opportunité pour ces espaces de penser leur développement en relation avec les autres territoires. Ces relations permettent d'échanger des expériences entre territoires développant ce type de stratégie. Elles peuvent également être pensées comme facteurs d'attractivités pour les territoires d'accueil proches de territoires dynamiques.

Le développement à partir de l'économie présentielle se révèle être une chance pour les territoires ruraux car il contribue au maintien de ces espaces en tant que lieu de vie. Néanmoins, cette stratégie est difficilement évaluable et les impacts positifs et négatifs de l'accueil de nouvelles populations ne sont pas toujours mesurés. Ainsi, les territoires appliquant ces stratégies manquent de visibilité pour gérer cette politique d'accueil qui peut avoir des incidences néfastes sur l'organisation et le fonctionnement des espaces, l'environnement, le paysage, etc.

Enfin, on peut dire qu'un projet de développement fondé sur l'essor d'activités liées directement à la présence de résidents permanents ou temporaires, dans un espace à dominante rurale, est possible dans la mesure où ce projet est associé à des mesures de

développement économique et que le développement de l'attractivité du territoire est au cœur des actions menées.

III. Les limites de la méthode de recherche

- ***Cas particulier des stratégies LEADER***

Les stratégies étudiées ont été élaborées dans le cadre de programmation LEADER+. Ce programme impose aux territoires candidats des modalités d'élaboration de leur stratégie qui permettent de construire une politique de développement local. Il encourage également les actions innovantes, partenariales et multisectorielles et la coopération entre territoires. On peut alors se demander si les projets des stratégies d'accueil non formalisées répondent aux mêmes critères.

- ***Echelle d'étude***

Les observations ont été menées uniquement à l'échelle des Pays. Pour autant des stratégies d'accueil sont également portées par des Communauté de commune. Il serait intéressant de voir comment les politiques d'accueil sont menées selon les échelles, les compétences des structures responsables et d'en relever les différences et les points communs.

- ***Problème d'évaluation***

Les stratégies d'accueil étudiées n'étaient pas toutes évaluées. A ce problème s'ajoute le fait que les évaluations actuelles de ce type de stratégie ne permettent pas de mesurer les effets induits en termes de changement de mentalité, de développement de la culture de l'accueil au sein du territoire, etc. Ainsi, il était difficile de juger de la pertinence des orientations choisies et donc d'évaluer les impacts réels d'une telle stratégie.

- ***Trop peu de cas observés***

Seuls 3 documents stratégiques ont pu être étudiés, ce qui ne permet d'aboutir à des résultats généralisables. Par ailleurs, l'utilisation d'entretiens semi-directifs et de témoignages recueillis au cours d'une conférence ont donné des résultats peu comparables car le contenu de ces « dire d'acteurs » étaient très différents.

- ***Limite du travail de recherche et hypothèse***

L'objectif fixé qui était d'élaborer un mémento de « comment mener une stratégie présentielle sur un territoire qui souhaiterait entreprendre cette démarche » n'est pas atteint. En effet, la méthode de recherche choisie ne donne que les grandes caractéristiques et orientations à prendre lors de l'élaboration d'une stratégie présentielle.

Les résultats de ce travail de recherche sont donc à approfondir par l'étude d'autres stratégies préSENTIELLES formalisées dans des documents cadre, non formalisées, et à diverses échelles.

Pour autant l'hypothèse de recherche est validée. En effet, dans le contexte actuel de mondialisation et de métropolisation, seules quelques métropoles disposent d'atouts productifs leur permettant d'attirer les unités de productions. Les espaces à dominante rurale sont peu compétitifs, ne peuvent prétendre à un développement fondé sur l'installation d'unités de production. Par ailleurs, on observe également que les territoires développant des stratégies d'accueil de nouvelles entreprises ont peu de résultats. L'installation d'entreprise dans les espaces à dominante rural est d'abord due à la volonté des entrepreneurs et non aux structures d'accompagnement mises en place au sein de ces territoires. Ce choix s'explique par la qualité et le cadre de vie des espaces à dominante rurale. Ainsi, un développement fondé sur la qualité et le cadre de vie est une alternative de développement local qui semble apporter de meilleurs résultats qu'une politique de développement de l'économie productive. En conclusion, il apparaît qu'une stratégie reposant sur la mise en valeur des ressources naturelles, patrimoniales et humaines, en direction de l'accueil de nouveaux résidents, est essentielle au développement territorial de ces espaces.

Conclusion générale

Dans un contexte de mondialisation et de métropolisation, la concurrence s'intensifie entre les territoires, valorise les critères de localisation (proximité des axes de transport, de communication) et concentre les hommes et les activités dans quelques grandes métropoles. Ainsi, les territoires à dominante rurale, peu attractifs pour les unités de production par rapport aux métropoles, sont dits sans avenir et promis au déclin.

Pour autant, une nouvelle perspective de développement se présente pour ces territoires fondée sur le développement de l'économie présentielle. Cette économie repose sur les capacités d'un territoire à attirer à lui les revenus provenant de l'extérieur pour se développer. Ces revenus dépendent de la présence de populations précises (touristes, retraités, résidents actifs occupés ailleurs) sur un territoire, qui consomment et participent donc à l'économie locale. Une nouvelle opportunité de développement qui n'est pas fondée sur le développement de l'économie productive s'offre donc aux territoires à dominante rurale.

Un projet de territoire, qui est fondé sur le développement des activités directement liées à la présence de résidents permanents et temporaires, repose sur la capacité des espaces à attirer des populations et à les accueillir. Les espaces à dominante rurale, pour certains en déprise démographique et économique, ne sont pas considérés comme des lieux attractifs. Le développement de l'économie présentielle exige donc de développer les capacités de réceptivité, d'adaptabilité et de réactivité des territoires, car l'accueil de population repose sur l'offre du territoire. La construction de cette dernière nécessite des interventions multiples dans de nombreux secteurs (habitat, transport, offre de services du territoire, loisirs, cadre de vie,...). Ces actions doivent donc être coordonnées et organisées pour développer une offre d'accueil structurée. Ainsi, une politique de développement fondée sur l'économie présentielle, en milieu à dominante rurale, implique que le développement rural soit pensé de manière globale et transversale.

Pour penser ces politiques de l'accueil et de l'amélioration de l'attractivité des territoires, les acteurs de ces espaces ont fait le choix de construire ces stratégies comme de véritables plans de développement local. Ainsi, ces stratégies naissent d'une volonté forte des acteurs locaux (publics, privés, population locale), s'appuient sur une synergie d'acteurs pour leur mise en œuvre et reposent sur les ressources du territoire. Le développement territorial basé sur l'économie présentielle apparaît donc comme une chance pour ces territoires de fonder un véritable projet de territoire reposant sur les ressources matérielles et immatérielles de ces espaces.

Néanmoins, le développement rural fondé sur l'essor d'activités liées à la présence de résidents n'est pour l'heure possible que lorsque les mesures de développement de l'accueil de populations sont combinées à des orientations en direction du développement de l'économie productive. Ceci s'explique aisément, du fait que depuis toujours le développement territorial est fondé sur le développement de l'économie productive des territoires. Le passage à un développement territorial qui n'inclurait pas des mesures en termes de développement productif nécessite un changement de mentalité, changement qui nécessite du temps.

Toutefois, l'économie présentielle soulève des interrogations quant aux problèmes de mitage, d'étalements urbains et de protection de l'environnement. Cette stratégie se doit d'être

pensée dans le temps car l'accueil de populations n'est pas sans incidences sur l'organisation et le fonctionnement des espaces. La pérennité de ce développement peut également être mise en doute dans le contexte actuel où l'utilisation de la voiture par les ménages sera de plus en plus difficile. Il sera donc handicapant pour ces derniers d'habiter de plus en plus loin de leur de travail si des transports collectifs ne sont pas mis en place, au sein du territoire mais également en liaison avec les espaces environnants.

Le développement de l'économie présentielle semble donc être une chance pour les espaces à dominante rurale de créer de nouvelles conditions pour leur développement. Il permet également une meilleure répartition des hommes sur le territoire et entame peut être un long processus de rééquilibrage entre les territoires centraux et les territoires périphériques. Pour autant, le développement de l'économie présentielle conforte les dissociations constatées entre territoires de vie et territoires de production et renforce la spécialisation des territoires. Ainsi, l'économie présentielle ne semble pas dissociable d'un certain modèle de développement qui demande lui-même à être interrogé.

Annexe

Annexe 1 : Méthode d'estimation des bases économiques des aires urbaines

Annexe 2 : Les conventions établies pour la mise en œuvre de l'estimation des bases économiques de l'aire urbaine

Annexe 3 : Stratégie du GAL de Touraine Coté Sud, Candidature Leader 2007-2013

Annexe 4 : Stratégie du GAL de Ploërmel-Cœur de Bretagne, Candidature Leader 2007-2013

Annexe 5 : Programme de la Pré-rencontre Régionale de l'Université Européenne de l'Accueil à Clermont Ferrand et listes des personnes présentes

Annexe 6 : Questionnaires des entretiens semi-directifs et listes des personnes interrogés

ANNEXE I

Méthode d'estimation des bases économiques des aires urbaines (Davezies, 2005)

Afin de construire le tableau des revenus basiques des aires urbaines françaises, on a dans un premier temps, et à l'aide de clefs de répartition, calculé puis additionné les différents éléments du revenu des fractions d'aires urbaines appartenant aux différents départements.

1- Les *traitements et salaires*, qui comprennent les allocations de chômage, ont été répartis à l'aide des données du recensement sur la population salariée, privé et publique, et sur la population des chômeurs. Plusieurs conventions ont été adoptées: (i) une égalité, au sein des départements, de salaire moyen public et privé (alors que les salaires moyens publics sont généralement plus élevés que ceux du privé), (ii) des prestations de chômage en moyenne d'un tiers du salaire moyen et des salaires agricoles de 2/3 du salaire moyen.

2- Les *pensions de retraite* départementales ont été réparties à l'aide des données du recensement sur les retraites, ajustées par les données de revenu fiscal.

3- Le *bénéfice agricole* départemental a été réparti au prorata du nombre d'exploitants

4- Les *bénéfices industriels et commerciaux* ont été répartis au prorata du nombre d'entrepreneurs indépendants.

5- Les *bénéfices non commerciaux* ont été répartis au prorata des professions libérales.

6- Les *revenus des capitaux mobiliers* ont été négligés.

7- Les *revenus fonciers et autres revenus* ont été négligés.

Une fois opérés ces calculs, il a fallu, dans un deuxième temps (i) estimer la part de ces revenus qui est basique, c'est à dire qui provienne de l'extérieur des aires urbaines considérées et (ii) ajouter les autres types de revenus basiques des territoires qui ne sont pas compris dans les revenus déclarés des ménages: (a) les prestations sociales non imposables et (b) les dépenses de tourisme dans ces territoires.

On a opéré un regroupement des différents types de base en quatre catégories: les bases productives privées, les bases publiques, les bases résidentielles et les bases sociales.

(a) Ont été considérés comme basiques:

8- les salaires privés des secteurs produisant des biens et services vendus hors des aires urbaines considérées. Ces secteurs ont été repérés à partir des données Unedic en Naf 700, sur la base d'une méthode modifiant celle proposée par Hoyt (application de coefficients de localisation à tous les secteurs). Ont été considérés comme domestiques tous les secteurs "purs" de services au ménages. Les secteurs "touristiques" (les codes 55. De la Naf: hôtellerie, restauration, cafés,...) ont été considérés comme intégralement domestiques, car induits par la base que constitue les dépenses touristiques comptées par ailleurs. Ce point peut faire l'objet de débat dans la mesure où l'on considère souvent que les activités touristiques sont exportatrices, mais les compter dans l'emploi basique aurait fatalement amené à faire des doubles comptes avec les dépenses touristiques. Le fait que certains de ces secteurs soient sur-représentés dans telle ou telle agglomération n'a pas été considéré comme un signe d'exportation hors de la ville mais plutôt comme une sur-consommation urbaine liée à la

présence de consommateurs non résidents dont les revenus basiques seront comptés dans le poste "dépenses touristiques". Pour les autres secteurs, on a appliqué un coefficient de localisation (part de l'emploi) afin d'identifier et de mesurer les emplois excédentaires considérés comme exportateurs. La sur-représentation d'un secteur d'une aire urbaine donnée est le fait de tout emploi excédentaire par rapport à la moyenne arithmétique de la part de ce secteur dans l'emploi des 354 aires urbaines. Par exemple, le secteur de l'horlogerie occupe en moyenne 0,0143% de l'emploi des aires urbaines. Cela signifie que dans une aire urbaine comme celle de Besançon où cet emploi occupe 1,824% des salariés privés (1006 emplois), on considèrera que l'emploi de ce secteur se partage en deux parties: l'une pesant 1,810% de l'emploi salarié local correspondant à l'emploi basique du secteur horlogerie (soit 998 emplois salariés en 1999) et l'autre, pesant 0,0143% de l'emploi salarié local, représentant l'emploi domestique du secteur de l'horlogerie (soit 8 emplois salariés en 1999). On a ainsi calculé pour l'ensemble des aires urbaines le nombre d'emploi salariés basiques et domestiques et réparti les salaires privés entre ces deux secteurs ce qui a permis d'évaluer le montant de salaires productifs privés générés localement par le secteur basique privé.

9- Sur la base d'une convention d'homogénéité des comportements résidentiels des actifs, on a, sur la base des données Mirabelle, évalué la part des employés du secteur basique local qui y résident. Ce qui revient à retrancher des salaires basiques privés ceux qui travaillent dans l'aire urbaine sans y résider. En revanche, on a considéré comme basiques l'ensemble des salaires d'actifs de l'aire urbaine employés ailleurs. Qu'ils travaillent, ailleurs, dans un secteur basique ou domestique ne change rien au fait que du point de vue de l'aire urbaine considérée ils constituent un apport de revenu venu de l'extérieur. Ce type de revenu basique a été rangé dans la catégorie "résidentielle" dans la mesure où le revenu de ces actifs employés ailleurs vient irriguer l'économie de l'aire urbaine considérée par ce qu'ils y vivent et non par ce qu'il y travaillent. Le montant de cette base "résidentielle" qui se révèle extrêmement élevé (de l'ordre de 600 milliards de francs au total) est évidemment très sensible à la définition géographique de l'aire urbaine. Faire varier le seuil des actifs travaillant dans l'aire urbaine de 40% à 25%, par exemple, aurait un impact important sur ce montant et le réduirait considérablement tout en augmentant le poids de la base productive privée. On peut vérifier ici encore l'extrême sensibilité des analyses économiques territoriales aux changements d'échelle...

10- Les revenus de l'agriculture - évidemment faibles dans les aires urbaines- ont été considérés comme intégralement basiques, en dépit du fait que l'on sait que le montant des subventions publiques à l'agriculture est du même ordre de grandeur que le revenu de ses actifs... Les bénéfices industriels et commerciaux, qui, on l'a vu, pèsent aussi de peu de poids dans le revenu local, ont été considérés également comme basiques (on ne dispose pas d'une nomenclature sectorielle permettant de répartir ces bénéfices industriels et commerciaux comme les salaires privés), et, comme on l'a dit, on a, dans une perspective de discussion des résultats et d'amélioration ultérieures des méthodes de calcul, systématiquement préféré maximiser le poids de la base productive privée des aires urbaines. Les bénéfices non commerciaux, qui sont le fait des professions libérales largement mais pas seulement tournées vers la demande locale ont été répartis conventionnellement sur une base 1/3-2/3 entre secteur basique et domestique. Les revenus mobiliers et fonciers ont été considérés comme intégralement basiques.

11- Les dépenses touristiques ont été estimées sur la base des montants régionaux publiés par le Ministère du Tourisme et estimées dans les aires urbaines par des clefs de

répartition fondées sur la part des résidences secondaires (Insee) et de l'emploi salarié touristique (Unedic).

12- Les prestations sociales non soumises à l'impôt ont été recueillies dans les annuaires de statistiques départementalisées du Ministère des Affaires Sociales: allocations familiales, remboursement monétaires de frais médicaux, minima sociaux,... sur la base d'années diverses mais proches de 1999. Parce que ces montants ont évolué sur le territoire d'une façon que l'on ignore, on a renoncé à appliquer un inflateur ou un déflateur à ces données, ce qui aurait donné abusivement un caractère rigoureux à un exercice qui reste encore nécessairement impressionniste et qui a pour but non d'établir des comptes mais de repérer les grandes masses des flux de revenu moteurs du développement local. Ces prestations sociales ont été réparties à l'aide de clés de répartition de la population non adulte (allocations familiales) ou de la population (dépenses de santé) ou encore des populations pauvres de la Cnaf (minima sociaux).

ANNEXE II

Les conventions établies pour la mise en œuvre de l'estimation des bases économiques de l'aire urbaine (Davezies, 2005)

Les aspects conventionnels d'une telle démarche :

- Le revenu « basique » n'est pas le revenu total des ménages d'un territoire. Il ne s'agit que des flux « entrants » dans ce territoire.

- Il ne s'agit pas de comptes locaux proprement dit mais plutôt d'une première tentative, perfectible, d'évaluation des grandes masses du revenu basique afin de typer quelques familles de formes de développement des territoires français. Les défauts multiples de cette évaluation, et qui est le propre de ce type d'exercice, n'empêchent cependant pas de traiter de façon pertinente et, nous le pensons, robuste, la question qui justifie ces travaux.

- Les montants de base présentés dépendent fortement des conventions territoriales adoptées. Les bases de la commune de Lyon n'ont pas la même structure que celles de son agglomération ni de sa zone d'emploi. Tout déplacement de la frontière d'un territoire fait varier le montant et la nature des flux de revenu venus de l'extérieur. Un emploi basique lyonnais, exportant vers l'Ile d'Abeau devient un emploi domestique si la Ville Nouvelle est intégrée au périmètre lyonnais. A cet égard, la notion d'aire urbaine et celles de zone d'emploi, qui sont supposées tracer au sol la frontière d'un espace maximisant lieu de vie et de travail des populations n'y parviennent, bien sûr, que partiellement. En moyenne, 12% des actifs résidants dans les aires urbaines françaises et 15% de ceux des zones d'emploi de Province ; vont travailler ailleurs, ce qui donne à leurs revenus le statut de revenu basique résidentiel de leur aire urbaine ou de leur zone d'emploi (ils sont considérés comme des actifs occupés ailleurs). Le même exercice portant sur des aires urbaines dessinées avec un seuil de 25% (contre les 40% adoptés par l'Insee) aurait évidemment un effet sur les résultats de ces calculs et sur la structure de la base des villes.

- Les données présentées n'ont de sens que vis à vis de l'espace local. Une addition des différents types de bases visant à obtenir un total national des bases territoriales n'a que peu ou pas de sens. En effet, une part importante des revenus basiques des territoires est le fait de transferts interterritoriaux de revenus. Le revenu basique (ou domestique) d'ici va alimenter, via les dépenses touristiques par exemple, le revenu basique de là. Un total national n'aurait de sens que s'il y avait *consolidation* des bases territoriales. Dit autrement, la somme des bases des territoires français n'a rien à voir avec la base du territoire national. Plus l'échelle géographique grandit (plus l'espace est découpé finement), plus les bases locales sont résidentielles. Plus l'échelle diminue, plus les bases productives prennent du poids. A l'extrême, à l'échelle nationale, l'essentiel de la base est productive (les revenus d'exportation ou de rapatriement de revenus liés à des activités à l'étranger), il n'y a plus ni base publique, ni base sociale, et seulement la fraction de base résidentielle correspondant aux touristes étrangers.

- Toute addition, locale ou nationale, des différents éléments de la base ne renseigne que sur leur base et sur rien de plus. Additionner par exemple des salaires publics et des dépenses de touristes d'une aire urbaine donnée permet d'apprécier le montant des flux monétaires qui franchissent sa frontière sans offrir la moindre indication des propensions respectives de ces flux à stimuler l'économie locale. Les "propensions à consommer localement" d'un ménage de retraités ou de jeunes actifs sont sûrement très différentes, mais

le sont aussi de celle d'un touriste qui, parce que l'on mesure ses dépenses locales, est proche de 100%, sans que l'on sache clairement distinguer pourtant la part de ses dépenses qui va bénéficier à l'économie locale de celle qui va repartir immédiatement vers d'autres territoires, par exemple via des achats locaux de produits industriels fabriqués ailleurs (les Tours Eiffel *made in China*!). L'analyse présentée ici ne vise qu'à mesurer l'ampleur et la structure des flux de revenus pénétrant dans nos territoires afin de typer leurs enjeux de développement. La nature des mécanismes d'entraînement des différents types de base est un sujet important -qui du reste suscite actuellement le démarrage de plusieurs projets de recherches- mais qui reste encore largement ignoré.

ANNEXE III

Stratégie du GAL Touraine Coté Sud, Candidature LEADER 2007-2013

Priorité ciblée : ...« histoire de mieux vivre en Touraine Coté Sud ».

AXE 1 : Entreprendre en Touraine Coté Sud

- Sous-axe 1 : Appui à la création et au développement des TPE et de la coopération inter entreprises
- Sous-axe 2 : Appui à la création et au maintien de l'emploi salarié dans les TPE et les entreprises agricoles
- Sous-axe 3 : Organisation et valorisation de la filière biomasse locale à des fins énergétiques
- Sous-axe 4 : Appui à l'installation et à la reprise des entreprises agricoles

AXE 2 : Bien vivre en Touraine Coté Sud

- Sous-axe 1 : Se déplacer en Touraine Coté Sud
- Sous-axe 2 : Développement des nouveaux modes de garde et de services pour la petite enfance
- Sous-axe 3 : développement de nouveaux services en direction des personnes dépendantes et de leurs aidants
- Sous-axe 4 : Amélioration de l'adéquation entre l'offre et la demande de logements
- Sous-axe 5 : Amélioration de l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs

AXE 3 : Visiter la Touraine Coté Sud...Histoire de mieux y revenir

- Sous-axe 1 : Animation et mise en réseau des acteurs touristiques du territoire au service de la structuration de l'offre
- Sous-axe 2 : Innovation dans la création de nouveaux produits touristiques

AXE 4 : Diffusion de l'offre d'accueil et de services du territoire

AXE 5 : Coopération avec d'autres territoires

Animation/ fonctionnement du GAL

ANNEXE IV

Stratégie du GAL de Ploërmel-Cœur de Bretagne, candidature LEADER 2007-2013

Objectif : impulser une dynamique sur des thèmes jusqu'à présent « inexplorés » : gestion concertée de l'espace, énergies renouvelables, mobilité,...

AXE 1 : Réussir l'intégration des populations

- Sous-axe 1 : Moderniser les services de proximité visant à conforter la cohésion sociale
- Sous-axe 2 : Coopérer pour mieux valoriser la créativité et la qualité culturelle et sportive du territoire

AXE 2 : Refonder le lien entre l'activité humaine et l'environnement naturel local

- Sous-axe 1 : Sensibiliser les populations et les acteurs aux enjeux du patrimoine et des ressources naturels (ressources énergétiques et eau)
- Sous-axe 2 : Anticiper et structurer durablement une gestion concertée de l'espace

AXE 3 : Dynamiser les potentialités de création d'emplois et d'activités économiques nouvelles à plus forte valeur ajoutée

- Sous-axe 1 : S'ouvrir à de nouveaux marchés
- Sous-axe 2 : Doter le territoire d'une ingénierie économique innovante et performante

Sous-axe « Coopération interterritoriale et transnationale ».

Sous-axe « Assistance technique du GAL »

ANNEXE V



Pré-rencontre Régionale de l'Université Européenne de l'Accueil à Clermont Ferrand

**25 Avril 2008 à LOCHES
Moulin des Cordeliers**

PROGRAMME DETAILLE

**Quelle communication pour quel accueil des porteurs
de projets de moyennes et très petites entreprises ?**

Programme de la Journée :

9 heures 30 – Accueil

10 heures – Introductions au débat.

Jean Yves PINEAU - Collectif Ville Campagne,

- Les politiques d'accueil
- Leader et l'attractivité territoriale

Delphine AVRAMOUGLOU - CNASEA,

Aline CHASSINE - Région Centre.

11 heures – Présentation de l'expérience de deux entreprises qui se sont installées sur le territoire de la Touraine Côté Sud.

Intervenants – Société P4X à Loches, Société Cap Monétique à Descartes. Toutes deux ont débuté sur le territoire comme TPE. Elles se sont positionnées sur une niche et connaissent une phase de développement importante en termes d'activité. Elles interviendront donc :

- sur les conditions de leur installation sur le territoire comme TPE. Les raisons de leur choix d'installation sur Loches et Descartes. Comment elles ont été accompagnées dans leur installation/développement d'entreprise et par qui ?
- leur regard critique sur ce parcours.

DEBAT

12 heures 30 – Déjeuner.

14 heures – Atelier n°1 L'accueil des porteurs de projets. Le point sur ce qui existe. Quel accompagnement proposer ? Quelle synergie entre structures et territoires ?

Eric BOULAY - Conseil Général d'Indre-et-Loire Agence de Développement de la Touraine,

Chambre de Métiers et de l'Artisanat d'Indre et Loire,

Jérôme VAUGOYAU – Communauté de Communes du Castel Renaudais – Renaudais Espace Entreprises.

DEBAT

15 heures 30 - Atelier n°2 La prospection des porteurs de projet d'entreprises. Quels médias ? Quels outils ?

Nathalie ROBIN LAMOTTE – Les Journées d'accueil du Pays de La Châtre en Berry,
Cécile GAGNOT – Le concours de création et reprise d'entreprises de la Maison
des Entreprises de la Brenne.

DEBAT

ANNEXE VI

Questionnaire des entretiens semi-directifs téléphoniques et liste des personnes interrogées

- 1/ Qu'est ce qui a motivé le pays de se lancer dans une démarche d'accueil ?
 - (- Arrivée effective de population
 - ou déprise démographique du territoire)
- 2/ Quel type de diagnostic avez-vous mené en amont de ce projet ?
 - (- diagnostic participatif
 - diagnostic classique)
- 3/ Quel sont vos axes stratégiques principaux ?
- 4/ Quel est l'objectif poursuivi par cette stratégie ?
 - (- renforcer l'attractivité territoriale
 - accompagner l'attractivité constatée)
- 5/ Quel est le public ciblé ?
- 6/ quels sont les besoins exprimés par les nouveaux arrivants ?
- 7/ Quels sont les domaines où vous devez fournir des efforts ?
- 8/ Les ressources humaines qui sont dédiés à l'accueil ? Les structures mises en place ?
- 9/ le budget consacré à l'accueil ?
- 10/ la stratégie est elle évaluée ?
 - quels sont vos critères d'évaluations : nombre de dossiers traités, efficacité de la programmation financière ?
 - avez-vous des données en termes démographiques, en termes de nombre d'entreprises qui se sont installées... ?
- 11/ Quels sont les indicateurs qui vous permettent de piloter votre stratégie d'accueil ?
 - (- reprise ou la création d'entreprises,
 - visiteurs des sites touristiques
 - Evaluation/emploi)
- 12/ quels sont les limites de la stratégie d'accueil selon vous ?
 - des moyens humains limités ?
 - (-diffusion difficile de la culture de l'accueil ?
 - difficultés à trouver des actions innovantes dédiées à l'accueil ?
 - préserver l'équilibre environnemental ?
 - absence de stratégie globale de l'accueil ?
 - réticences à la mixité sociale ?
 - inadéquation entre les actions à mener et les ressources humaines dédiées au projet ?
 - des difficultés à diffuser la culture de l'accueil sur le territoire ?)

13/ Selon vous qu'est ce que cette la stratégie d'accueil apporte de plus que les autres initiatives de développement local ?

Liste des personnes interrogées :

- Mme Braconnier Stéphanie, directrice du Pays de Touraine Coté Sud
- M. Le Provost Franck, directeur du Pays de centre Bretagne
- M. Pineau Jean Yves, directeur du Collectif Ville Campagne
- Mme Régeasse Aurélie, chargée du développement économique à la Communauté de Commune de Vienne Glane
- Mme Robin Lamotte Natalie, chargée de l'animation du programme LEADER+ au Pays de La Châtre en Berry

Bibliographie

Ouvrages

BERGER (M.), BRUN (J.). 2006- Mobilités résidentielles, navettes et recomposition des systèmes résidentiels en région parisienne.-Paris : La défense.- (160p.).-Recherches (Paris).

DAVEZIES (L.). 2008- La république et ses territoires : la circulation invisible des richesses.- Paris : Edition du Seuil et La république des idées.- (112p.).-collection dirigée par P. Rosanvallon et T. Pech.

GODET (M.), MOUSLI (M.). 2006- Viellissement, activités et territoires à l'horizon 2030. – Paris : DIACT- (296p.).- La documentation française

HOUÉE (P.). 1996- Les politiques de développement rural: Des années de croissances au temps d'incertitudes.-Paris : INRA_Economica.- (249p.).-Collection Economie agricole et agro-alimentaire.

KAYSER (B.). 1989- La renaissance rurale.-Paris : A. Colin.- (316p.).-collection U, série sociologie.

MERLIN (P.), CHOAY (F.). 2000- Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement.-Paris : Presses universitaires de France.- (902p.).-3^e édition revue et augmentée.

PECQUEUR (B.). 2002- Le développement local : 2eme édition revue et augmentée.-Paris : Syros.- (132p.).- Collection Alternatives économiques.

TERRIER (C.). 2006- Mobilité touristique et population présente.- Direction du tourisme.- (128p.)

Revues

CAZALDA (C.), LE BLANC (F.). 2006 –« Attractivité résidentielle : les résidences secondaires allemandes en Lorraine ».-Economie et statistiques, n°49.-p.1 à 8

DAVEZIES (L.). 2004 -«Développement local : le déménagement des français. Dissociation des lieux de production et de consommation».-Futuribles, n°295.

DAVEZIES (L.). 2004 –« De la question sociale à la question spatiale ».- Lien social et politique, n°52.-p.47 à 53

ENTREPRISE TERRITOIRE ET DEVELOPPEMENT.- 2005 – « L'attractivité territoriale dans les projets d'agglomérations et de pays ».- Les notes de l'observatoire.-p.1 à 26

GOBILLON (L.). 2001 -«Emploi, logement et mobilité résidentielle».-Economie et statistiques, n°349-350.-p.77 à 98

GODET (M.). Le 03/11/2006-«Plaidoyer pour l'économie présente».-Les Echos.-p.15

KHIATI (A.), SYLVANDER (M.), TERRIER (C.). 2005 -« En haute saison touristique, la population présente double dans certains départements ».-Insee Première, n°1050.-p.1 à 4

LAMY (J-J.). 2004 – « L'accueil de nouvelles population, chance et défi pour les territoires ruraux ».- Pouvoir Locaux, n°63 IV.- p.9 à 13

OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE ET DES TERRITOIRES DE TOURAINE. 2007-«2007, un bilan positif malgré un ralentissement en fin d'année».-Ecoscopie 37, n°169.-p.1 à 12.

TOURAINE COTE SUD. Décembre 2006-La lettre du pays, n°3.-p.1 à 4.

TOURAINE COTE SUD. Décembre 2007-La lettre du pays, n°4.-p.1 à 8.

Thèses, Mémoires, Rapports inédits

ARNOULD (F.), BAUDRIER (B.), BLONDEL (B.), CARAYOL (M.), MABILLE (A.).- 2007 - Elaboration d'une stratégie de développement économique pour la Communauté de Vienne Glane (87). - (149f.)

Rapport de stage de groupe.-Tome I: Aménagement du territoire.-Université de Tours : Département Aménagement.

COLLECTIF VILLE CAMPAGNE. 2008- Attractivité des territoires ruraux et accueil de nouvelles populations dans le programme LEADER +.- (104f.)
Etude.

DAUTY (F.), TAHAR (G.), VERNIERES (M.). 2007 – Ressources humaines et territoires ruraux.- (17f.)

Communication au colloque « Héritages et trajectoires rurales en Europe », Montpellier.

DAVEZIES (L.). 2003 – Concentration et ségrégation, dynamiques et inscriptions territoriales : Un train peut en cacher un autre, derrière l'économie productive, attention à l'économie présentielle.- (15f.)

XXIXème Colloque de l'Association de Science Régionale De Langue Française.

DAVEZIES (L). 2003-2004- Formes de développement des territoires et pauvreté.- (21f.)

Les travaux de l'observatoire.

Œil-Université Paris 12 : Institut d'urbanisme de Paris _ Créteil.

DAVEZIES (L). 2005- Vers une macroéconomie locale. Le développement local entre économie productive et présentielle.- (67f.)

Région Limousin

DAVEZIES (L). 2007- Diagnostic « productivo-résidentiel » des territoires de la région Centre.- (114f.)

Rapport de l'Œil-Université Paris 12

EDOUARD (J-C.). 2007 – Dossier d’Habilitation à Diriger les Recherches en Géographie.-
Volume 2. – (291f.)
Géographie.-Université Blaise Pascal.

LA CHÂTRE EN BERRY. 2004 – Charte de développement du Pays de La Châtre en Berry.-
(177f.)

LA CHÂTRE EN BERRY. 2002 – Dossier de Candidature au programme LEADER+ du
Pays de La Châtre en Berry. – (48f.)

LA CHÂTRE EN BERRY. 2006 – Rapport d’évaluation à mi-parcours du programme
LEADER+ du Pays de La Châtre en Berry. – (27f.)

PLOËRMEL-COEUR DE BRETAGNE. 2007 – Candidature du Pays de Ploërmel-Cœur de
Bretagne : FEADER 2007-2013, Programme LEADER. – (69f.)

PLOËRMEL-COEUR DE BRETAGNE.- 2002- Charte de développement du Pays de
Ploërmel-Cœur de Bretagne. – (70p.)

REGION CENTRE. 2007- Programmation de développement rural 2007-2013 : Appel à
projet LEADER. – (20f.)

TOURAINNE COTE SUD. 2004- Diagnostic à dire d’acteurs.-87f.

TOURAINNE COTE SUD. 2004- Diagnostic statistique du territoire.-53f.

TOURAINNE COTE SUD. 2008- GAL du pays de la Touraine Coté Sud : Programme Leader
2007-2013, dossier de candidature.-28f.

TOURAINNE COTE SUD. 2004- Projet de territoire 2005-2015 : Réactualisation de la charte
de développement.- 32f.

UNIVERSITE DE FRANCOIS RABELAIS (Tours). 1997- Périurbain : Les communes
périurbaines et le développement local : quels enjeux ?-Tours : Maison des Sciences de la
ville, Centre de recherche Ville/Société/Histoire.- (135p.).

Webographie

Collectif Ville Campagne : www.installation-campagne.fr

ETD, Centre de ressources national pour la promotion du développement territorial :
<http://www.paysagglomerations.com/>

LEADER+: http://www.una-leader.org/leader/IMG/pdf/AAP_LEADER_Centre.pdf

INSEE: <http://www.insee.fr/>

Pays de La Châtre en Berry : <http://www.pays-lachatre-berry.com/>

Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne : www.paysdeploermel-coeurdebretagne.fr

Pays de Touraine Coté Sud : <http://www.loches-tourainecotesud.com/>

Préfecture Indre et Loire : <http://www.indre-et-loire.pref.gouv.fr>

Table des figures

- Figure 1 : Les axes de communication du Pays de Touraine Coté Sud.....30
- Figure 2 : Les densités de population au niveau communal en 199931
- Figure 3 : Localisation de l'emploi salarié privé en 2001 (Pays de Touraine Coté Sud).....32
- Figure 4 : Localisation du Pays de La Châtre en Berry.....34
- Figure 5 : Les axes de communication du pays de La Châtre en Berry.....34
- Figure 6 : Densité de la population en 1999 (Pays de La Châtre en Berry).....35
- Figure 7 : Répartition des entreprises industrielles, commerciales et de services.....36
- Figure 8 : Localisation du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne.....37
- Figure 9 : Organisation du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne.....37

Table des tableaux

| | |
|---|----|
| • Tableau 1 : Modalités d'élaboration de la stratégie LEADER du Pays de Touraine Coté Sud..... | 42 |
| • Tableau 2 : Modalités d'élaboration de la stratégie LEADER du Pays de La Châtre en Berry..... | 44 |
| • Tableau 3 : Modalités d'élaboration de la stratégie LEADER du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne | 45 |
| • Tableau 4 : Le développement économique dans les stratégies LEADER..... | 49 |
| • Tableau 5 : Le thème de l'accueil dans les stratégies LEADER..... | 53 |
| • Tableau 6 : La promotion et la communication dans les stratégies LEADER..... | 56 |
| • Tableau 7 : La coopération interterritoriale dans les stratégies LEADER..... | 58 |
| • Tableau 8 : Le développement durable dans les stratégies LEADER..... | 60 |
| • Tableau 9 : Les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de la stratégie LEADER du Pays de Touraine Coté Sud..... | 62 |
| • Tableau 10 : Les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de la stratégie LEADER du Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne..... | 63 |
| • Tableau 11 : Les modalités de pilotage, de suivi et d'évaluation de la stratégie LEADER du Pays de La Châtre en Berry..... | 63 |

Table des matières

| | |
|--|----|
| Remerciements | 2 |
| Sommaire | 4 |
| Introduction | 6 |
| Partie I : Le contexte de la recherche | 8 |
| I. Le développement territorial dans les espaces périurbains et ruraux..... | 9 |
| 1. Définition du développement local..... | 9 |
| 2. Les actions du développement local | 9 |
| II. Les mutations observées dans l'économie des territoires..... | 11 |
| 1. Les transferts publics de revenus | 11 |
| 2. Les revenus des retraités | 12 |
| 3. Les transferts privés de revenus..... | 12 |
| 4. Le tourisme | 13 |
| III. L'économie présentielle | 15 |
| 1. Un concept nouveau | 15 |
| 2. Une analyse de l'économie des territoires par la théorie de la base | 17 |
| 3. Une nouvelle alternative de développement local pour les espaces à dominante rurale ? | 20 |
| 4. Problématique et hypothèse de recherche | 23 |
| Partie II : Etude des stratégies d'accueil | 26 |
| I. Méthode d'étude des stratégies d'accueil | 27 |
| 1. Les territoires d'études | 27 |
| 2. Les documents analysés..... | 28 |
| II. Présentation des territoires d'études | 29 |
| 1. Pays de Touraine Coté Sud..... | 29 |
| 2. Pays de La Châtre en Berry | 33 |
| 3. Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne | 36 |
| III. Etude des stratégies d'accueil..... | 40 |
| 1. Elaboration de la stratégie | 41 |
| 2. La stratégie d'accueil : une stratégie de développement de l'économie présentielle ? 46 | |
| 3. Le pilotage, le suivi et l'évaluation de la programmation | 61 |
| Partie III : Retour d'expérience sur les stratégies d'accueil | 68 |
| I. Evaluation à mi-parcours de la stratégie d'accueil du Pays de La Châtre en Berry | 69 |
| 1. Le plan de développement du programme Leader + du Pays de La Châtre en Berry..... | 69 |
| 2. Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la stratégie d'accueil du Pays | 70 |
| II. « Dire d'acteurs » | 76 |
| 1. Les principes de base d'une stratégie de l'accueil..... | 76 |

| | |
|---|-----|
| 2. Une stratégie de développement local | 77 |
| 3. Les objectifs poursuivis | 78 |
| 4. Les outils de la stratégie | 78 |
| Partie IV : Conclusions de la recherche empirique | 83 |
| I. L'appropriation du concept d'économie présentielle | 84 |
| II. Les enseignements résultants des études de stratégies d'accueil | 84 |
| III. Les limites de la méthode de recherche | 86 |
| Conclusion générale | 88 |
| Annexe | 92 |
| Bibliographie | 104 |
| Table des figures | 108 |
| Table des tableaux | 109 |